

# LOBBY PLANET BRUXELLES

Petit guide de la lobbycratie à Bruxelles

par le Corporate Europe Observatory  
et l'Observatoire des Multinationales

OBSERVATOIRE  
DES MULTINATIONALES  
SOCIAL, ÉCOLOGIQUE, POLITIQUE



# SOMMAIRE

**OBSERVATOIRE  
DES MULTINATIONALES**  
SOCIAL, ÉCOLOGIQUE, POLITIQUE



Corporate Europe Observatory est un groupe de recherche et d'action documentant et contestant l'influence disproportionnée des entreprises privées et de leurs lobbyistes sur les processus décisionnels de l'Union européenne.

Nos travaux sont financés exclusivement grâce aux dons individuels et aux bourses que nous versent différentes fondations. Nous ne bénéficions d'aucun financement public ou provenant d'entreprises privées. Pour en savoir plus sur nos finances, voir [corporateeurope.org/about-ceo](http://corporateeurope.org/about-ceo).

L'Observatoire des multinationales est un site d'information et d'investigation sur les activités des grandes entreprises françaises partout dans le monde et sur leurs impacts sociaux, environnementaux et démocratiques. Le site aborde aussi, plus généralement, les questions de responsabilité sociale et juridique des entreprises et les enjeux liés à l'influence et au pouvoir des multinationales. L'Observatoire des multinationales produit des enquêtes originales et assure une veille sur ces questions.

**Auteur :** David Lundy

**Éditrice :** Katharine Ainger

**Dessinateur :** Khalil Bendib

**Infographiste :** Lindsay Noble Design

**Photographies :** Eric de Mildt

**Couverture et mise en page :** Lindsay Noble Design

**Traduction :** Lôman

**Coordination version française :** Lora Verheecke, Martin Pigeon et Olivier Petitjean.

**Nous remercions tout particulièrement** Vicky Cann, Theresa Crysmann, Olivier Hoedeman,

Sarah Reader, Erik Wesselius et l'ensemble de l'équipe de Corporate Europe Observatory, ainsi que Rachel Knaebel de l'Observatoire des multinationales.

Le contenu de cette publication peut être cité ou reproduit dans un but non commercial, à condition de citer Corporate Europe Observatory et l'Observatoire des multinationales.

OCTOBRE 2017

Corporate Europe Observatory  
Rue d'Edimbourg 26  
1050 Ixelles  
Bruxelles

+32 2893 0930

[corporateeurope.org](http://corporateeurope.org)

[ceo@corporateeurope.org](mailto:ceo@corporateeurope.org)

[@corporateeurope](https://twitter.com/corporateeurope)

Observatoire des multinationales  
Alter-médias  
5, avenue Paul Langevin  
93100 Montreuil

33 9 52 83 22 46

[multinationales.org](http://multinationales.org)

[observatoire@multinationales.org](mailto:observatoire@multinationales.org)

[@transnationales](https://twitter.com/transnationales)

## 02 UN MOT SUR CE GUIDE

## 06 UN APERÇU DU LOBBYING AUPRÈS DE L'UNION EUROPÉENNE À BRUXELLES

- 09 Comment est élaborée la législation européenne ?
- 10 À la rencontre des lobbyistes
- 18 Stratégies d'influence des entreprises privées
- 23 Le lobbying sous l'œil du public ?

## 26 GUIDE GÉOGRAPHIQUE

- 27 Le quartier européen, un aménagement urbain catastrophique
- 27 Y aller et en revenir
- 28 Autour du rond-point Schuman
- 62 Du parc Léopold à la place du Luxembourg
- 82 Autour du square de Meeûs
- 104 La petite ceinture et ses environs
- 120 Rue de la Loi et artères adjacentes
- 134 Au-delà du quartier européen
- 150 Lobbyistes sans bureau à Bruxelles

## 154 GROS PLAN SUR LES LOBBIES FRANÇAIS À BRUXELLES

## 166 GUIDE THÉMATIQUE

## 172 CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE !

## 176 GLOSSAIRE ANTI-JARGON

# UN MOT SUR CE GUIDE

Bienvenue dans le guide Lobby Planet, qui vous propose une visite du quartier européen de Bruxelles afin de vous expliquer les méthodes souvent douteuses des lobbies des grandes entreprises. Du Dieselgate de Volkswagen à la controverse autour du glyphosate de Monsanto, ce n'est en général que lorsqu'un scandale éclate qu'apparaissent au grand jour les manoeuvres de ces lobbies pour tenter d'orienter les politiques de l'Union européenne (UE), d'échapper à la réglementation communautaire et de verrouiller les débats.

Tandis que ces lobbies veillent à entretenir des relations privilégiées avec les responsables politiques européens, le grand public n'a aucune idée de ce qui se trame au jour le jour dans les bureaux du quartier européen entre lobbyistes et fonctionnaires. Les cocktails et les dîners mondains, les rencontres officieuses et les « briefings » privés sont une partie visible de l'iceberg mais pas la plus grande. À Bruxelles, les lobbies font partie intégrante du système, au quotidien. Les institutions européennes, insuffisamment pourvues, ont besoin d'eux pour s'informer... pour le meilleur mais surtout pour le pire.

Nous, les 510 millions de personnes qui vivons dans l'Union européenne, devons supporter les conséquences de ce lobbying : respirer un air gravement pollué par les émissions dangereuses des automobiles et de l'élevage intensif, payer les dettes de banques mal encadrées, être exposés à des substances dangereuses sur notre lieu de travail et dans nos maisons, voir nos enfants jouer dans des parcs aspergés de pesticides dangereux. Voir notre avenir compromis par le changement climatique et l'effondrement de la biodiversité...

Il est donc grand temps de lever le voile sur le Bruxelles secret des lobbyistes. Suivez le guide !

On estime à plus de 25 000 le nombre de lobbyistes travaillant dans cette capitale européenne. Rue par rue, ce guide Lobby Planet vous emmène dans l'univers souvent opaque du lobbying des grandes entreprises. Il met au jour les lignes invisibles du pouvoir politique qui quadrillent Bruxelles pour vous faire comprendre les méthodes des lobbyistes. Vous y ferez connaissance avec les principaux protagonistes, vous saurez où ils se retrouvent, vous découvrirez de quoi ils parlent.

La version française de ce guide Lobby Planet contient en outre une section spéciale consacrée aux intérêts français présents à Bruxelles et à leurs stratégies, illustrant la manière dont les lobbies parviennent à exercer leur influence à la fois au niveau européen et au niveau national.

Vous trouverez aussi une courte section thématique qui présente sept secteurs industriels qui ont mené certaines des batailles les plus polémiques et les plus coûteuses de l'histoire du lobbying. Vous apprendrez également à parler leur langue grâce à un glossaire qui vous permettra de comprendre le jargon de l'Union européenne, mélange d'acronymes et de termes techniques. Vous pourrez enfin comprendre les propos des élites politiques et économiques de l'Union européenne ! Pour terminer, nous vous suggérerons plusieurs manières de vous positionner et de participer à la résistance contre l'influence excessive des grandes entreprises sur l'Union européenne.

Chacun sa voie. Nous nous contentons de vous indiquer quelques chemins qui s'offrent à vous pour peser dans la balance, aider à rééquilibrer les forces en présence et lutter pour la démocratie, pour la responsabilité de nos dirigeants et pour les intérêts du public. Nous souhaitons que ce guide Lobby Planet soit pour vous une source précieuse d'informations, d'inspiration et de motivation à vous engager !



## UN AUTRE MOT SUR LES CHIFFRES

Tous les chiffres relatifs aux dépenses des lobbys et au nombre de lobbyistes (en équivalent temps plein ou ETP) proviennent du registre de transparence de l'UE et ont été vérifiés au 1er juin 2017. Au vu des limites du registre actuel, qui fonde l'ensemble de ses données sur les déclarations volontaires des acteurs du lobbying, et de l'absence de vérification systématique de leur exactitude, ces chiffres peuvent être trompeurs. Dans la plupart des cas, ils sont probablement inférieurs aux dépenses réelles des lobbys. Comme il est annoncé sur le site Internet du registre de transparence de l'Union européenne, les informations qui y sont contenues « sont fournies par les organisations enregistrées elles-mêmes et relèvent de leur seule responsabilité ».

Un des objectifs de Corporate Europe Observatory est d'obtenir la mise en place d'un Registre de transparence de l'Union européenne efficace et contraignant, contenant des données fiables. Nous vous invitons à vous rendre sur notre site Internet ainsi qu'à consulter celui d'Alter-EU, l'Alliance pour la transparence et la réglementation éthique du lobbying afin d'en savoir plus sur ce sujet.

# APERÇU DU LOBBYING AUPRÈS DE L'UNION EUROPÉENNE À BRUXELLES

On estime à plus de 25 000 le nombre de lobbyistes travaillant dans le quartier européen, la plupart au service d'entreprises privées et de leurs porte-voix. Les efforts qu'ils déploient pour influencer les réglementations et les législations qui affectent les plus de 510 millions de personnes vivant dans l'Union européenne ont un prix. Les calculs les plus prudents estiment qu'au minimum 1,5 milliard d'euros est dépensé chaque année pour faire pression sur la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil européen et les représentations bruxelloises des gouvernements nationaux.

Le lobbying est souvent défini comme une action visant à influencer, directement ou indirectement, un processus décisionnel en faveur de groupes d'intérêts particuliers. Il inclut de nombreuses formes différentes de communication et de campagnes dont le but est de convaincre les décideurs de soutenir ou de rejeter telle ou telle politique.

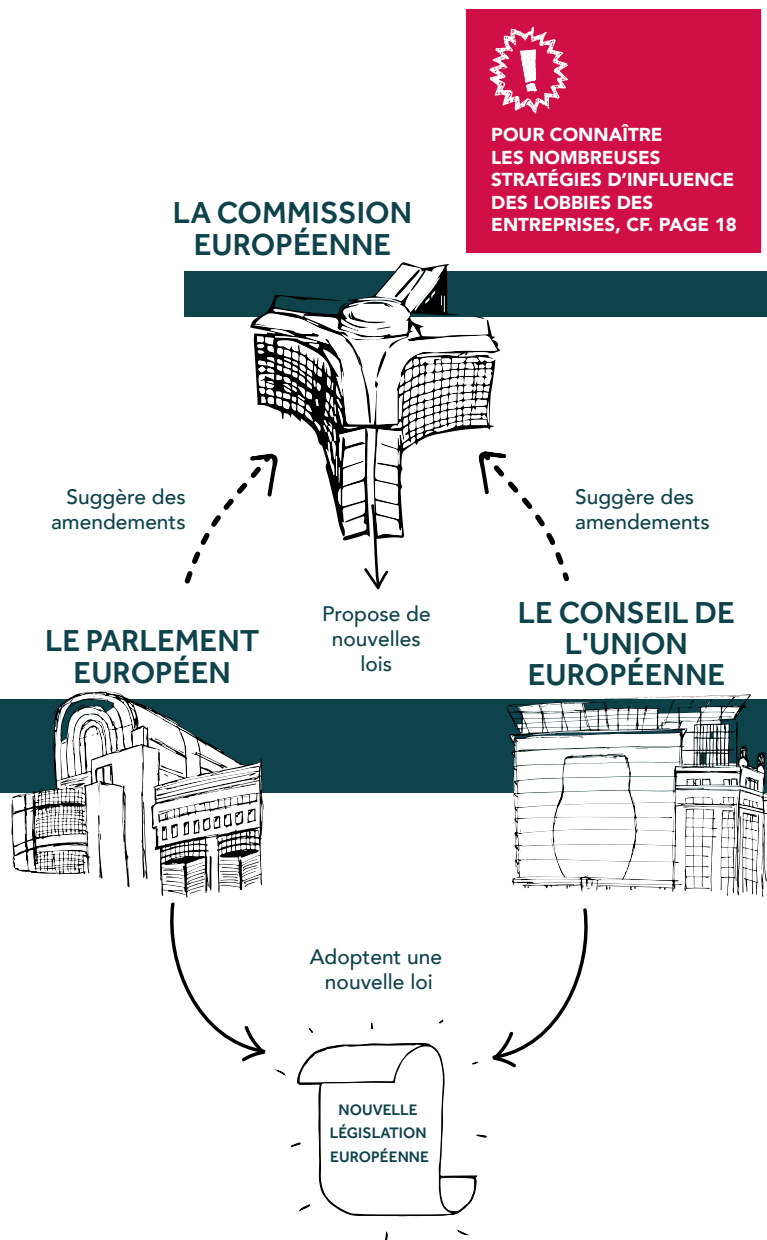
Il existe cependant une différence fondamentale entre le lobbying mené par des professionnels, payés pour ce faire, et l'activisme politique de citoyens engagés. Autrement dit, l'argent change la donne. Il permet de mener un lobbying en continu à chaque étape du processus décisionnel européen. Employer des lobbyistes pouvant suivre un dossier du début à la fin du processus législatif (qui peut durer cinq ans, voire dix) coûte beaucoup d'argent. Les plus grands « barons » de ce microcosme bruxellois reçoivent des salaires encore plus élevés que ceux que touchent les Commissaires européens. Face à cela, les militants politiques et associatifs paraissent bien désarmés.



LES POLITIQUES DE L'UNION  
EUROPÉENNE AFFECTENT  
**510 MILLIONS**  
DE PERSONNES DANS  
28 ÉTATS

DU CONTINENT

# NOUVELLE LÉGISLATION EUROPÉENNE



## COMMENT EST ÉLABORÉE LA LÉGISLATION EUROPÉENNE ?

L'élaboration de la législation européenne est complexe, car les procédures dépendent des domaines politiques concernés. Presque toutes les nouvelles lois ou réformes sont proposées par la Commission européenne, et amendées puis approuvées, le cas échéant, par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne. La plupart du temps, la proposition de la Commission, les amendements suggérés par le Parlement et la position du Conseil font l'objet de négociations pour déboucher sur un accord (de compromis) menées par des représentants des trois institutions au cours de ce que l'on appelle des réunions de « trilogue », qui ne sont pas publiques. La finalisation des projets de loi dans le cadre de ces discussions triangulaires a souvent été critiquée pour son manque de transparence.

**La Commission européenne :** la Commission est l'organe exécutif de l'Union européenne, chargé de proposer les lois, de mettre en œuvre les décisions, d'appliquer les traités et de gérer les affaires courantes de l'Union. Elle est actuellement composée de 28 commissaires, un par État membre.

**Le Conseil de l'Union européenne :** le Conseil regroupe les gouvernements des 28 États membres composant actuellement l'Union européenne. Il est l'une des institutions les plus impénétrables de l'Union : une véritable « boîte noire » qui ne laisse filtrer vers l'extérieur que les informations qu'elle accepte de divulguer. Très pratique pour les gouvernements nationaux, qui peuvent du coup accuser « Bruxelles »...

**Le Parlement européen :** le Parlement européen est la seule institution de l'Union européenne dont les membres sont élus au suffrage direct. Les 751 parlementaires européens représentent le deuxième plus grand corps démocratiquement élu de la planète. Depuis 1979, les citoyens de l'Union européenne ont élu un Parlement européen tous les cinq ans.

### LA « CAPTURE RÉGLEMENTAIRE » PAR LES GRANDES ENTREPRISES

Lorsque des institutions qui ont été mises en place pour servir les intérêts du public, par exemple lutter contre le réchauffement climatique, défendre les droits des travailleurs ou réglementer l'utilisation de substances chimiques, se fixent comme priorité de travailler pour les intérêts de puissants secteurs industriels, on parle alors de « capture réglementaire » : les entreprises régulées prennent le contrôle de leurs régulateurs.

L'objectif à long terme de nombreux lobbies industriels est de faire passer leurs intérêts avant tous les autres, y compris celui des citoyens, et leurs actions de lobbying exploitent toutes les voies d'influence possibles pour atteindre cet objectif.

# À LA RENCONTRE DES LOBBYISTES

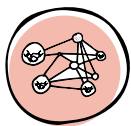
On rencontre des profils divers parmi les lobbyistes : des entreprises privées, des groupes de lobbying patronaux ou sectoriels, des ONG et des syndicats, des sociétés de conseil spécialisées dans le lobbying, des cabinets d'avocats et des think tanks, pour ne citer que les principaux.

Les lobbyistes qui agissent pour le compte des entreprises privées et des industries tendent à spécialiser leurs « services de persuasion » sur une étape particulière du processus législatif ou un niveau précis. Voyons à quoi ressemblent les lobbyistes des entreprises privées.



## ENTREPRISES

Les principales parties prenantes, et les plus évidentes, sont les grandes entreprises, dont les antennes bruxelloises emploient directement des lobbyistes salariés, dont la mission est de promouvoir leurs intérêts auprès de l'UE. Parmi les multinationales possédant leurs bureaux de lobbying à Bruxelles figurent des marques et des enseignes aussi célèbres que Google, Shell, Volkswagen et Philip Morris.



## LOBBIES PATRONAUX ET INDUSTRIELS

### FÉDÉRATIONS INDUSTRIELLES

Les fédérations industrielles et les associations professionnelles rassemblent des entreprises privées actives dans un même secteur.

Prenez n'importe quel secteur industriel, vous trouverez sans aucun doute à Bruxelles un organe qui mène des activités de lobbying pour défendre les intérêts des entreprises du secteur en question : de l'Association danoise de transport et de logistique ou l'Association européenne des fabricants de bougies, à des lobbies importants et extrêmement puissants tels que le Conseil européen de l'industrie chimique (Cefic) ou encore l'Association des marchés financiers en Europe.

Ces associations professionnelles dirigent et coordonnent le lobbying auprès de l'Union européenne pour leurs membres, qui sont souvent de grandes multinationales ou les fédérations nationales du même secteur industriel. La frontière entre une telle structure et un cartel est parfois poreuse...

Ces acteurs accordent une attention toute particulière à la Commission européenne, qui dispose de la capacité d'initiative législative. Leur travail sera d'autant plus facilité s'ils arrivent à exercer leur lobbying le plus en amont possible du processus législatif. En présentant les priorités d'une industrie aux fonctionnaires européens dès la phase initiale du processus, ils s'assurent d'être écoutés bien avant que les parlementaires européens, les ONG ou les citoyens n'aient même le temps de jeter un œil sur la première mouture du projet de loi. Ils interviennent donc à un stade précoce, ce qui réduit le risque que le grand public ou les médias mesurent le degré d'influence réelle que les fédérations industrielles et les associations professionnelles ont sur la rédaction des projets de loi. On comprend alors mieux qu'ils travaillent souvent dans l'ombre et fuient toute exposition médiatique, afin de pouvoir « co-rédiger » règles et réglementations avec la Commission.

## GROUPES DE LOBBYING INTERSECTORIELS

Les groupes de lobbying intersectoriels, au sein desquels les grandes entreprises de différents secteurs se regroupent, sont les acteurs les plus puissants en terme d'impact politique et d'accès aux plus hauts fonctionnaires européens.

Les deux groupes les plus importants sont la Table ronde des industriels européens (European Round Table of Industrialists ou ERT), qui regroupe les patrons d'une cinquantaine d'entreprises multinationales parmi les plus considérables en Europe, et BusinessEurope, principal lobby patronal du continent. Ces deux structures passent tellement de temps au Berlaymont, siège de la Commission, que c'est à se demander pourquoi on ne leur demande pas de payer de loyer !

Chaque année, BusinessEurope y organise une journée de lobbying au cours de laquelle les commissaires européens les plus influents côtoient les PDG des principales multinationales. ERT exerce aussi une forte influence sur les décisions stratégiques à long terme de l'Union européenne depuis le début des années 1980, ayant notamment contribué à donner sa forme actuelle au marché unique.

Les dirigeants de Vodafone, Heineken, Nestlé, et Siemens sont tous membres de ce club exclusif. Leurs conseils avisés et gratuits sont vivement recherchés par la Commission, et ils se font un devoir de les fournir avec diligence. Aussi bien ERT que BusinessEurope ont apporté un soutien essentiel au programme d'austérité de l'Union européenne et ont prôné sans relâche les réformes néolibérales, tout comme ils ont joué un rôle clé dans la conception d'accords commerciaux favorables aux multinationales, surtout au cours des dix dernières années.



## ONG ET SYNDICATS

Groupes de la société civile et syndicats ont peu à peu renforcé leur présence dans le quartier européen au cours des dernières décennies. Cependant, les lobbies industriels conservent un avantage non négligeable si l'on se réfère aux effectifs et aux moyens dont ils disposent.

Une étude menée par LobbyFacts.eu en janvier 2017 montre que les entreprises et leurs lobbies ont 60 pour cent plus de lobbyistes accrédités au Parlement européen que toute la société civile (3000 contre 1900). Le déséquilibre en matière de dépenses est également immense, en particulier sur des questions telles que la régulation financière. Une étude de Corporate Europe Observatory de 2014 a estimé que le secteur financier dépense plus de 120 millions d'euros en lobbying au niveau européen chaque année, c'est-à-dire 30 fois plus que les ONG et les syndicats combinés.

Bien que plus de lobbyistes et plus d'argent ne garantissent pas pour autant aux grandes entreprises une victoire systématique, cela donne pourtant clairement aux lobbies des entreprises une position de force qui se traduit souvent par une influence excessive de l'industrie sur nombre de politiques européennes.





## CONSULTANTS EN LOBBYING

De nombreux cabinets de conseil proposent des services d'influence, et la grande majorité des entreprises recourt à leurs services. Ces cabinets, qui emploient des experts en relations publiques et en politiques publiques, et qui s'appuient sur des compétences spécialisées, sont des mercenaires du lobbying, vendant au plus offrant conseil et services stratégiques.

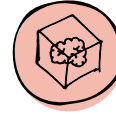
Du « blanchiment d'image » au « discours écologique de façade » ou greenwashing, en passant par l'astroturfing et la création de groupes ad hoc pour porter les intérêts des grandes entreprises (pour en savoir plus sur ces termes cf. notre glossaire anti-jargon p. 176), les cabinets de conseil en lobbying sont réputés pour leur capacité à manipuler le débat public ou à arranger des rencontres en tête-à-tête avec les fonctionnaires les plus influents des institutions de l'Union. Parmi les cabinets de conseil les plus notables de Bruxelles figurent Burson Marsteller, Fleishman-Hillard et Hill & Knowlton.



## CABINETS D'AVOCATS

Peu de cabinets d'avocats sont actuellement inscrits au registre de transparence de l'Union européenne. Pourtant, en se promenant dans le quartier européen, on ne peut qu'être impressionné par le nombre de firmes juridiques internationales, et en particulier états-uniennes, qui y ont pignon sur rue.

Beaucoup fournissent des services de lobbying auprès des institutions de l'Union européenne en plus de leurs services de représentation et de conseil juridiques plus traditionnels, mais on ne sait que très peu de choses sur leurs activités d'influence. Soit parce qu'elles ne figurent pas du tout dans le registre de transparence, soit parce qu'elles affirment simplement qu'en tant que structure juridique, elles doivent respecter la confidentialité de leurs clients, elles exercent leur lobbying en toute discrétion.



## LES THINK TANKS

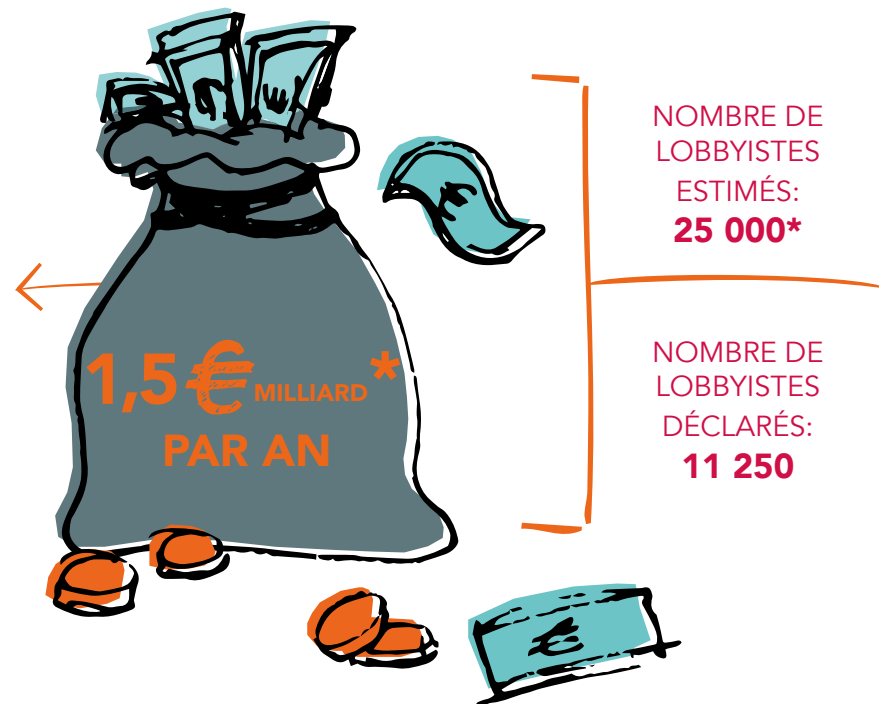
Les think tanks ont eux aussi acquis beaucoup d'influence dans le « microcosme bruxellois ». Certains d'entre eux offrent aux entreprises un moyen pratique et apparemment neutre de mener leurs démarches de lobbying. L'étiquette « think tanks » peut être parfois abusivement utilisée. Sous un vernis d'objectivité et d'ouverture au débat, ils peuvent servir de couverture idéale aux intérêts des entreprises privées.

Les think tanks peuvent aussi jouer un rôle important dans la construction idéologique de programmes politiques qui servent les intérêts de leurs mécènes privés, en incitant à réduire la fiscalité des entreprises ou à faire des coupes dans les dépenses sociales. Ils donnent aussi à leurs membres et à leurs soutiens l'occasion de réseauter à différents niveaux, notamment lors de rencontres informelles entre lobbyistes et fonctionnaires de la Commission.

# LOBBYING AUPRÈS DE L'UNION EUROPÉENNE À BRUXELLES

## LES PLUS GROS BUDGETS DE LOBBYING DE L'UNION EUROPÉENNE

1	Conseil européen de l'industrie chimique	12 100 000€
2	EUROCHAMBRES (Association des chambres de commerce et d'industrie européennes)	7 600 000€
3	Fleishman-Hillard	6 750 000€ – 6 999 999€
4	Insurance Europe	6 750 000€ – 6 999 999€
5	FTI Consulting Belgium	6 000 000€ – 6 249 999€
6	General Electric Company	5 500 000€ – 5 749 999€
7	Fédération européenne des associations et des industries pharmaceutiques (EFPIA)	5 528 906€
8	Interel European Affairs	4 750 000€ – 4 999 999€
9	EUROCITIES	4 750 000€ – 4 999 999€
10	Association pour les marchés financiers en Europe	4 500 000€ – 4 749 999€
11	Burson-Marsteller	4 500 000€ – 4 749 999€
12	ExxonMobil Petroleum & Chemical	4 500 000€ – 4 749 999€
13	Shell Companies	4 500 000€ – 4 749 999€
14	Google	4 250 000€ – 4 499 999€
15	Microsoft Corporation	4 250 000€ – 4 499 999€
16	Verband Deutscher Maschinen- und Anlagenbau e.V.	4 250 000€ – 4 499 999€
17	BUSINESSEUROPE	4 000 000€ – 4 249 999€
18	Fédération bancaire européenne	4 000 000€ – 4 249 999€
19	Verband der Chemischen Industrie e.V.	4 000 000€ – 4 249 999€
20	Bertelsmann Stiftung	3 750 000€ – 3 999 999€



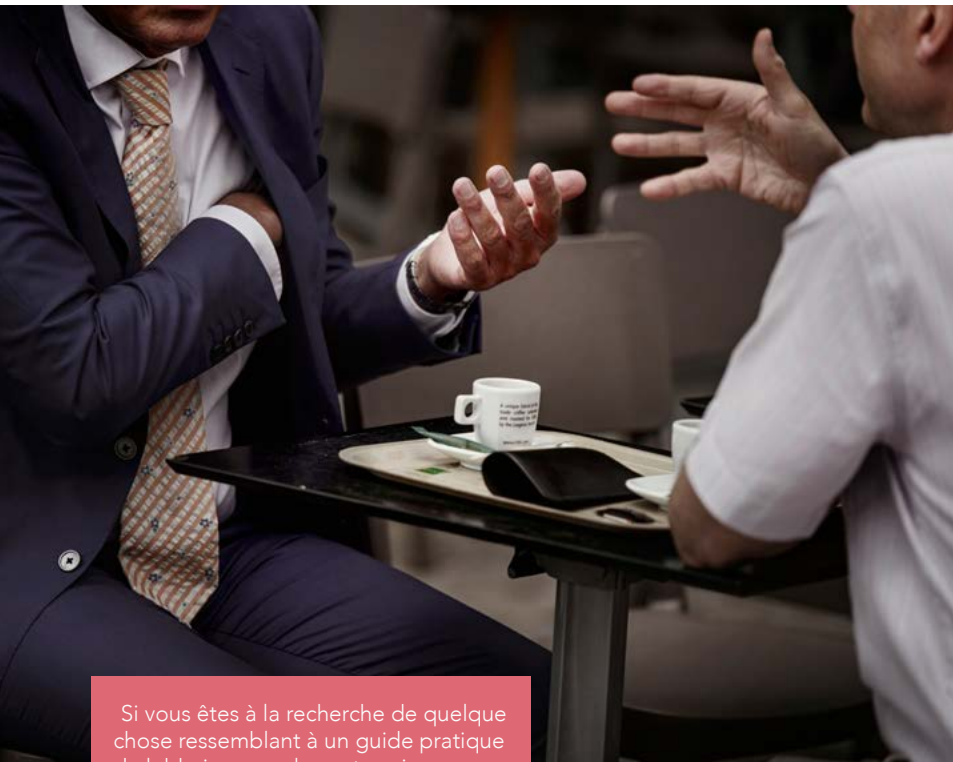
Tous ces chiffres proviennent du registre de transparence de l'Union européenne au 1er juin 2017. Le classement a été modifié pour supprimer les acteurs n'ayant pas d'accréditation au Parlement européen, n'ayant pas participé à des réunions avec la Commission européenne, et les cas où les erreurs de déclaration en matière de dépenses et/ou de nombre d'employés étaient patentées.

\* Estimations prudentes de Transparency International EU du nombre de lobbyistes (équivalent temps plein) et des dépenses réalisées par les acteurs du lobbying auprès de l'Union européenne chaque année (<https://transparency.eu/wp-content/uploads/2016/10/Lobby-Meetings-European-Commission.pdf>).

# STRATÉGIES D'INFLUENCE DES ENTREPRISES PRIVÉES

Bien que les jeux d'influence bruxellois se déroulent dans un cadre complexe et passablement obscur, les chercheurs et les organisations militant pour la transparence ont commencé à faire la lumière sur les activités quotidiennes des lobbies du secteur privé.

Depuis 20 ans, Corporate Europe Observatory se penche sur le lobbying des entreprises privées, suit leurs représentants à la trace, et s'efforce de mettre en lumière leurs objectifs secrets, et souvent douteux. Vous trouverez ci-dessous une liste – légèrement parodique, mais à peine – de leurs principales stratégies.



Si vous êtes à la recherche de quelque chose ressemblant à un guide pratique de lobbying pour les entreprises privées, ne cherchez plus, cette inquiétante liste fera votre bonheur !



## STRATÉGIE 1 : RÉPÉTEZ, RÉPÉTEZ ENCORE, RÉPÉTEZ TOUJOURS

**Répétez votre message par tous les canaux possibles afin de gagner en crédibilité et de créer l'illusion d'un consensus général**

**Faites votre lobbying directement :** Assurez-vous de bien exposer vos points de vue en matière de politique, vos idées et vos envies aux parlementaires européens et aux fonctionnaires de l'Union européenne lors de réunions, de consultations et dans votre correspondance avec eux. Outre vos lobbyistes salariés, veillez à mutualiser vos forces et vos ressources au sein de fédérations industrielles et de groupes patronaux intersectoriels, et à verser de généreuses rémunérations à des cabinets de conseil spécialisés et à des firmes juridiques pour qu'ils défendent également vos intérêts et renforcent votre capacité d'influence.

**Gagnez en légitimité grâce à un think tank :** Faites passer vos idées par le biais d'un think tank qui a pignon sur rue afin de les rendre plus légitimes. Parmi les nombreux think tanks bruxellois, beaucoup ne peuvent survivre que grâce au soutien financier des entreprises privées et leur offrent en échange toute une gamme de services. Certains iront même jusqu'à vous donner un rôle prépondérant dans des tables rondes abordant des thématiques qui vous

tiennent à cœur, d'autres publieront des rapports taillés sur mesure si vous y mettez le prix. Profitez donc des biais idéologiques du microcosme bruxellois !

**Cachez tout but lucratif :** Vous voulez masquer votre lobbying ? Vous ne souhaitez pas que les responsables politiques comprennent que vous ne cherchez qu'à vous enrichir lorsque vous leur présentez votre point de vue ? Alors créez une fausse association qui plaidera votre cause pour vous, ou mieux, persuadez une ONG de faire campagne en votre nom.

**Détournez la science pour votre cause :** Rien ne doit vous empêcher de protéger vos produits contre toute restriction ou interdiction officielle. Lancez donc des projets de recherche publics-privés, supervisez-les dans le but de produire des données qui vous seront avantageuses, soutenez financièrement des scientifiques qui relayeront, en tant que tierces parties, vos messages, et embauchez des firmes chargées de défendre vos produits afin de semer le doute sur d'éventuelles conclusions défavorables auxquelles pourraient parvenir des études scientifiques trop indépendantes.



## STRATÉGIE 2 : METTEZ LA MAIN À LA POCHE

**Faites leur plaisir :** Le nerf de la guerre en matière de lobbying, c'est l'argent. Certains parlementaires européens vous prêteront une oreille bien plus attentive après un bon petit déjeuner, un dîner copieux ou encore un cocktail bien arrosé ; ils accepteront volontiers un voyage tout frais compris (pour visiter vos bureaux, vos usines ou vos centrales à l'étranger..) ou tout autre cadeau.

**Dépensez plus que vos concurrents et adversaires :** La plupart des grandes batailles de lobbying

opposent d'un côté les intérêts du public et, de l'autre côté, les profits que cherchent à obtenir des entreprises privées. Ne vous inquiétez donc pas, vous avez généralement bien plus de moyens financiers que vos opposants pour mener à bien votre lobbying et influencer l'opinion publique. Alors n'hésitez pas ! Dépensez encore plus pour défendre les causes qui vous sont chères, vous pourrez ainsi obtenir une plus large adhésion du grand public et des décideurs politiques.



## STRATÉGIE 3 : CRÉEZ LA CONFUSION

**Devenez un expert :** La Commission compte plus de 1000 groupes consultatifs qui lui fournissent leur expertise thématique pour pallier son manque de compétences en interne sur un sujet particulier. Nombre de ces groupes sont dominés par les représentants des entreprises. Alors vérifiez bien que vous siégez, vous aussi, dans l'un de ces groupes d'experts, puisque vous serez ainsi en prise directe sur le processus décisionnel : en effet, ces groupes consultatifs sont souvent ceux qui proposent la première esquisse des nouvelles lois et politiques de l'Union européenne. Envie de présider à la naissance des politiques ? Vous serez aux premières loges !

**Donnez un coup de main :** Rendez-vous compte que la vie d'un parlementaire européen n'est pas une sinécure. Alors aidez-les et suggérez-leur, sous la forme d'amendements aux projets législatifs, ce que devrait contenir la politique européenne. Vous pouvez même envisager de demander à un cabinet juridique de rédiger ces précieux conseils à votre place afin qu'ils aient l'air le plus professionnel possible. Vous faciliterez ainsi la tâche des parlementaires, qui les présenteront comme des amendements qu'ils auront eux-mêmes rédigés.

**Cultivez vos relations :** Faites en sorte que les parlementaires européens (et leurs assistants) vous accordent du temps et de l'attention, et veillez à entretenir des relations informelles en organisant votre propre forum regroupant industriels et parlementaires. Ces groupes interpartites « neutres » permettent de nouer des relations avec les parlementaires et d'ancrer votre présence au Parlement européen.

**Mettez un pied dans la porte – littéralement :** Que ce soit une exposition promotionnelle ou une soirée informative de réseautage, « squattez » les bâtiments officiels des institutions de l'Union européenne en y organisant vos événements. Tout portera vos invités, triés sur le volet, à croire qu'ils sont organisés par l'Union européenne elle-même.

**Partez à la chasse aux anciens fonctionnaires et parlementaires européens :** Les fonctionnaires de la Commission, les parlementaires européens et leurs conseillers sont des gibiers de choix. Sortez vos meilleurs appeaux pour les attirer. Ils vous rendront bien des services : vous pourrez exploiter leur carnet d'adresses et leur savoir d'initié pour augmenter votre pouvoir d'influence. On peut même parler d'échange de bons procédés car ces « portes tournantes » fonctionnent dans les deux sens. Les institutions de l'Union européenne embauchent également des « experts » qui ont fait carrière dans les secteurs industriels qu'ils sont ensuite appelés à aider à réglementer.

**Étude de cas :** En 2017, plus d'un ancien commissaire sur trois ayant quitté la Commission européenne en 2014 était passé par une « porte tournante » en se mettant au service du secteur privé, la plupart du temps pour des activités de lobbying. À ce jour, l'annonce qui a fait le plus de scandale est l'embauche de l'ancien président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, par la banque d'investissement Goldman Sachs, laquelle avait été au cœur de la crise financière de 2008 et poursuit aujourd'hui encore son lobbying contre le durcissement des régulations relatives à l'industrie financière. Alors si Goldman Sachs y arrive, pourquoi pas vous ?

### STRATÉGIE 4 : REPOUSSEZ LES ÉCHÉANCES ET DÉTOURNEZ L'ATTENTION



#### Faites disparaître les mesures indésirables en cours d'élaboration :

Pour entraver un nouveau texte législatif, vous pouvez déjà tenter de ralentir le processus ou d'affaiblir les propositions. Dites qu'il faut lancer de nouvelles études car les données ou les preuves actuelles ne suffisent pas, soutenez la création d'un groupe de travail, ou proposez un code d'éthique professionnelle en lieu et place d'une nouvelle régulation contraignante.

#### Invoquez le spectre de suppressions d'emploi :

Mettez en garde la Commission et les parlementaires européens quant aux risques que le projet de politique, qui ne vous est pas favorable, provoquera des pertes d'emplois ou mettra à mal la compétitivité de l'Union européenne sur le marché mondial. Menacez de délocaliser vos sites de production en dehors du vieux continent parce que vous craignez une hausse de vos coûts. Vous voulez des données chiffrées pour argumenter vos propos ? Pensez à payer un cabinet-conseil ou un think tank qui vous fournira ce qui vous manque, même s'il est souvent superflu d'apporter les preuves de ce que vous avancez.

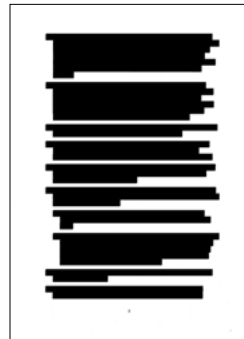
#### Détournez leur attention :

Débrouillez-vous pour recentrer le débat politique sur une question secondaire dans le but de faire

passer en douce les points qui vous intéressent.

#### Rajoutez une couche de vert :

Dissipez toute crainte au sujet de vos objectifs grâce à votre service de relations publiques. Ils peuvent diffamer agressivement qui vous voulez, présenter vos intentions sous leur meilleur angle, et passer votre réputation à la blanchisseuse écologique afin que votre entreprise ou la personne pour laquelle vous travaillez soit perçue comme l'innovateur bienveillant et responsable qu'il est en réalité.



*Ayez le culte du secret : Document lourdement censuré de la Commission européenne relatif à ses contacts avec les lobbyistes de l'industrie du tabac dans le cadre de ses négociations commerciales.*

Des progrès ont été faits en matière de vigilance publique et de supervision officielle du lobbying, grâce à la mise en place d'un registre volontaire des lobbys, le « registre de transparence de l'Union européenne ». Beaucoup d'acteurs du lobbying y figurent et y ont déclarés les sommes d'argent consacrées à leurs stratégies d'influence, le personnel qu'ils y emploient et les domaines politiques dans lesquelles ils interviennent.

Pour le moment, une véritable transparence dans ce domaine tient encore de l'utopie. Ce registre fonctionnant sur la base du volontariat, les informations qu'il contient ne font pas l'objet de vérifications approfondies et systématiques. Il présente donc beaucoup d'entrées incomplètes et peu fiables, ce qui reflète le peu d'importance que l'on accorde encore à la transparence du lobbying au sein des institutions de l'Union européenne. C'est la raison pour laquelle, Corporate Europe Observatory et l'ONG allemande LobbyControl ont mis en place LobbyFacts.eu, un site qui vous permet de faire le tri dans le fatras des données disponibles et de vous y retrouver, de filtrer et de classer les informations les plus fiables du registre.

À l'heure où ce document est imprimé, les institutions européennes sont sur le point d'entamer des négociations visant à créer un nouveau registre des lobbys, mais un instrument véritablement obligatoire et contraignant sur le plan juridique n'est pas encore à l'ordre du jour. Malgré des pressions importantes de la société civile, la Commission semble se complaire dans des modifications mineures plutôt que d'avancer sur les réformes fondamentales qui assureraient une véritable transparence.

Le registre de transparence de l'Union européenne, un premier pas qui doit encore être grandement amélioré.

Une autre mesure qui, pour l'instant, reste trop limitée est le nouveau règlement sur les réunions avec les lobbies au sein de la Commission, introduit en 2014. Les commissaires, leur cabinet et les directeurs généraux des directions générales (DG) politiques de la Commission sont dorénavant tenus de publier les dates et les lieux de leurs réunions avec des lobbyistes, ainsi que les noms des organisations présentes et les sujets à l'ordre du jour.

Voilà une bonne règle, mais elle concerne moins de 300 personnes, ce qui laisse les 30 000 fonctionnaires restant libres de rencontrer et de recevoir autant de lobbyistes qu'ils le souhaitent, sans crainte d'être dérangés. Le fait que les fonctionnaires de moindre importance ne soient pas concernés par ce règlement pose particulièrement problème car ce sont souvent eux qui sont chargés de rédiger les premières moutures des projets de législation européenne.

Les informations sur les rendez-vous à la Commission ne portent que sur un nombre réduit de fonctionnaires.



Le « microcosme bruxellois » (ou « bulle bruxelloise ») est une petite communauté où les informations d'initiés valent de l'or. Les divers canaux d'influence, la pléthore de stratégies de lobbying souvent douteuses et un manque général de transparence contribuent à créer un univers opaque aux yeux du public.

Ce guide tente de braquer les projecteurs sur certains des principaux acteurs du lobbying du secteur privé et d'encourager le public à rester vigilant, afin de garantir le bon fonctionnement de notre démocratie.

# GUIDE GÉOGRAPHIQUE

AU-DELÀ DU  
QUARTIER  
EUROPÉEN

LA PETITE  
CEINTURE ET  
SES  
ENVIRONS

AUTOUR DU  
SQUARE  
DE MEEÛS

RUE DE LA LOI  
ET ARTÈRES  
ADJACENTES

AUTOUR DU  
ROND-POINT  
SCHUMAN

DU PARC LÉOPOLD À LA  
PLACE DU LUXEMBOURG  
ET SES ENVIRONS

## LE QUARTIER EUROPÉEN, UN AMÉNAGEMENT URBAIN CATASTROPHIQUE

La capitale européenne a donné son nom au phénomène dont elle a été victime, la « Bruxellisation ». Ses habitants ont été témoins d'une des expansions urbaines les plus incohérentes et destructrices du XXe siècle. Dans les années 1960 et 1970, des quartiers entiers aux quatre coins de Bruxelles ont été détruits par les pouvoirs publics, qui cherchaient à gagner de la place pour construire des périphériques à cinq voies, des tours de bureaux et mener des projets de développement à grande échelle, le tout avec le soutien des promoteurs.

Le quartier Léopold, une ancienne zone résidentielle prestigieuse du XIXe siècle pour Bruxellois nantis, a alors vu surgir une ribambelle de bureaux de lobbying de multinationales, de bâtiments institutionnels et d'espaces de bureaux qui ont remplacé les anciens hôtels particuliers, masquant ce qui reste de la splendeur passée de ce quartier.

En l'absence de vision à long terme, les institutions de l'Union européenne et l'État belge ont provoqué le déclin de ce lieu qui est devenu presque entièrement un quartier administratif sans âme, ce qui a déclenché une vague de problèmes liés à la mobilité, au logement et à l'environnement dont cette zone pâtit encore aujourd'hui. Transformations, destructions et reconstructions se

succèdent dans les quatre kilomètres carrés que délimitent l'avenue des Arts et le parc du Cinquantenaire.

L'emballlement spéculatif qui a touché le secteur du bâtiment et qui a provoqué l'arrivée des premiers grands immeubles de bureaux dans les années 1960 a chassé de nombreux habitants du quartier au profit de cohortes de fonctionnaires, de diplomates, d'élus et de lobbyistes venus s'installer dans les millions de mètres carrés d'espace de bureaux qui remplaçaient d'anciens logements. À la fin de la journée, la plupart de ces rues sont désertées et le quartier prend des airs de ville fantôme.

## Y ALLER ET EN REVENIR

Le moyen le plus simple pour se rendre dans le quartier européen est de prendre le métro et de descendre à la station Schuman. Des trains nationaux et internationaux passent aussi par ce quartier, faisant halte aux gares Bruxelles-Schuman et Bruxelles-Luxembourg.

Quoique vous ayez en tête, ne prenez surtout pas la voiture ! La circulation sur le périphérique urbain de la rue de la Loi et de la rue Belliard est compliquée dans le meilleur des cas, sans compter la pollution atmosphérique qu'elle provoque.

# AUTOUR DU ROND-POINT SCHUMAN

## CABINETS D'AVOCATS ET AGENCES DE LOBBYING

1. Kreab
2. Finsbury International Policy & Regulatory Advisors (FIPRA)
3. Weber Shandwick
4. Gplus

## INSTITUTIONS PUBLIQUES

5. Commission européenne
6. Bâtiment Europa (Conseil)
7. Bâtiment Justus Lipsius (Conseil)
8. Service européen pour l'action extérieure (SEAS)
9. Direction générale du Commerce (DG COMMERCE)
10. Direction générale du Marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME (DG GROW)
11. Représentation du Royaume Uni auprès de l'UE
12. Direction générale de la Santé et la sécurité alimentaire (DG SANTE)

## ENTREPRISES

13. General Electric (GE)
14. Yahoo!
15. BP
16. Facebook
17. Vattenfall
18. Volkswagen
19. Dow Chemical
20. E.ON

21. Shell
22. Daimler

## ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

23. European Parliamentary Financial Services Forum (EPFSF)
24. Aquafed
25. European Smoking Tobacco Association (ESTA)
26. International Emissions Trading Association (IETA)
27. Fédération européenne des fabricants d'aliments composés (FEFAC)
28. BusinessEurope
29. European Services Forum (ESF)
30. Trans-Atlantic Business Council (TABC)
31. Association européenne des constructeurs automobiles (ACEA)
32. FoodDrinkEurope

## LIEUX

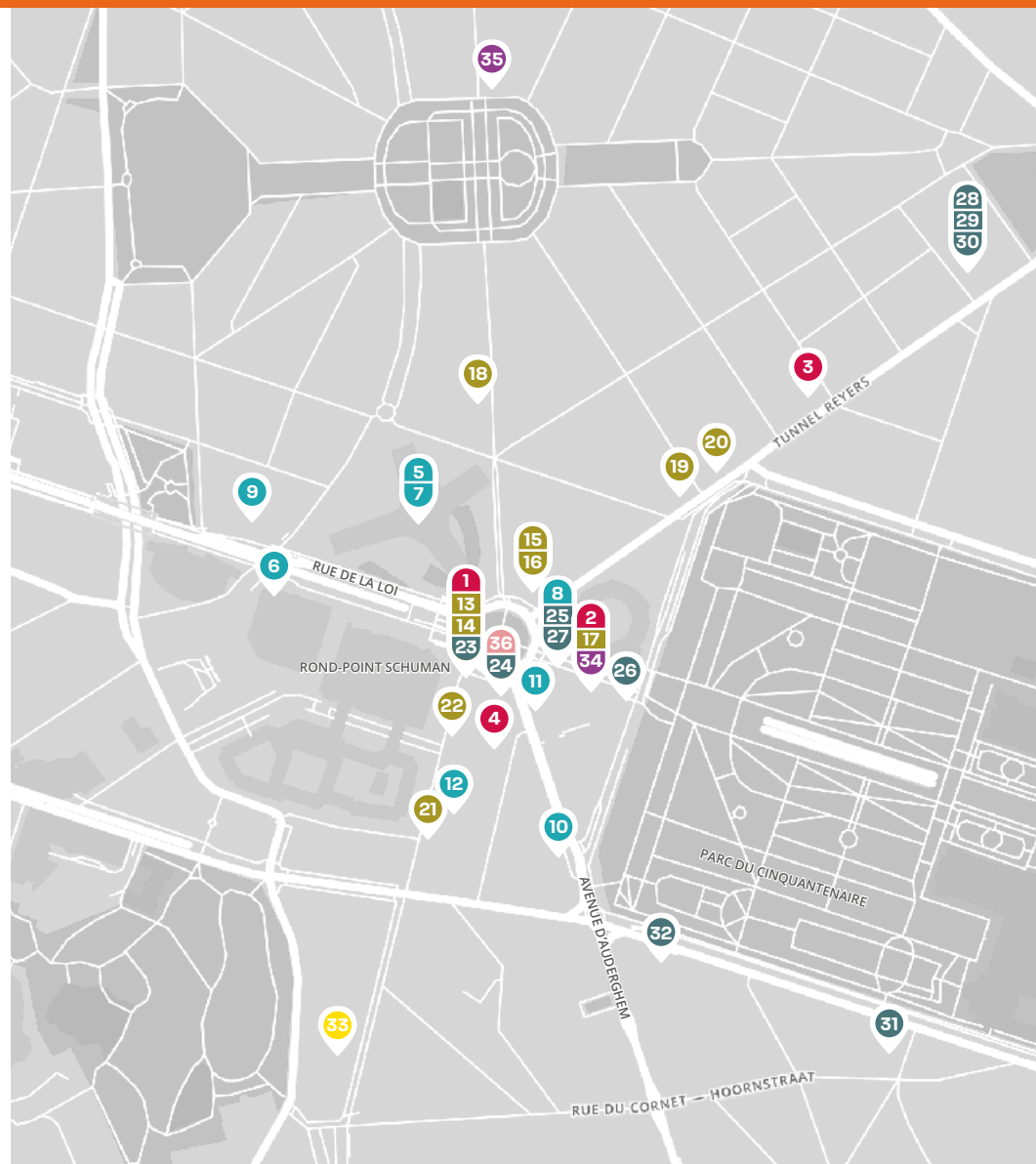
33. Centre Albert Borschette

## THINK TANKS

34. European Risk Forum (ERF)
35. European Policy Information Center (EPICENTER)

## AUTRES

36. City of London Corporation





## LA COMMISSION EUROPÉENNE

**Bâtiment Berlaymont, Rue de la Loi 200**

**Type : Institution publique**

Le Berlaymont est un bâtiment emblématique en forme de croix de 13 étages qui sert de siège à la Commission européenne. Plus de 2000 des environ 21 000 employés de la Commission basés à Bruxelles y travaillent. La Commission est l'organe exécutif de l'Union européenne. Il lui appartient de proposer les actes législatifs, de mettre en œuvre les décisions, de veiller au respect des traités et à la gestion des activités courantes de l'Union.

La Commission est composée de 28 commissaires, un par État membre. La Commission actuelle a pris ses fonctions en 2014, sous la présidence de l'ancien premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker. À l'époque, Corporate Europe Observatory avait tiré la sonnette d'alarme sur des conflits d'intérêts concernant plusieurs nouveaux commissaires, qui les rendaient inaptes à remplir leurs fonctions.

Les cibles privilégiées des lobbyistes bruxellois, à savoir les commissaires et les directeurs généraux, ont l'obligation de rendre publiques leurs réunions avec les lobbies depuis la fin de l'année 2014. Cependant, ces règles devraient être plus strictes et s'appliquer à un groupe plus large de personnes afin de donner une image plus claire des activités de lobbying qui se déroulent à la Commission : les informations concernant des milliers de rendez-vous de lobbying ne se tenant pas au plus haut niveau ne sont pas rendues publiques.

Dans le Berlaymont se trouvent les bureaux du président de la Commission, des commissaires et de leurs cabinets (collaborateurs les plus proches). Le reste du personnel est réparti dans les différentes branches de la Commission, appelées Directions générales, qui se trouvent principalement dans le quartier européen. Le bureau du président et la salle de réunion des 28 commissaires se trouvent au dernier étage. Les commissaires s'y retrouvent tous les mercredis matin. Avant que ce bâtiment n'y soit construit, dans les années 1960, ce site abritait un couvent et une école pour filles dirigés par les Dames de Berlaymont, un ordre religieux vieux de 300 ans.



## BÂTIMENT EUROPA (CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE)

**Rue de la Loi 155**

**Type : Institution publique**

Ce bâtiment est le siège principal du Conseil de l'Union européenne (qui héberge également le Conseil européen, à ne pas confondre). Dans le gigantesque « œuf spatial », qui se niche dans le bâtiment, se tiennent les sommets de l'Union européenne (également nommés réunions du Conseil européen), les sommets multilatéraux et les réunions ministérielles.

Les délégations nationales et le président du Conseil européen ont également des bureaux à leur disposition dans le bâtiment Europa. Outre les chefs d'État et de gouvernements des États membres, le président du Conseil, le président de la Commission et la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité sont aussi présents lors des réunions du Conseil européen. Le président du Parlement européen est autorisé à y prendre la parole, mais ne peut rester lors des discussions formelles.

## BÂTIMENT JUSTUS LIPSIUS (CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE)

**Rue de la Loi 175**

**Type : Institution publique**

Ce labyrinthe tentaculaire était le quartier général dans du Conseil de l'Union européenne jusqu'à son déménagement officiel pour le bâtiment Europa voisin. Construit dans les années 1990, le Justus Lipsius compte 24 km de couloirs et peut accueillir plus de 2500 personnes, une véritable ville sous un toit. La plupart des services du secrétariat général du Conseil sont restés dans ce bâtiment.

Il sert aux réunions de niveau inférieur du Conseil et de ses organes préparatoires, notamment les trilogues (cf. glossaire anti-jargon page 176). Ce bâtiment héberge également un centre de presse. Le Conseil regroupe les gouvernements des États membres de l'Union européenne. Il est l'une des institutions les plus impénétrables de l'Union européenne : une véritable « boîte noire ».

## LOBBYING DANS LA « BOÎTE NOIRE » DU CONSEIL

Le processus décisionnel au Conseil est incroyablement opaque pour les observateurs extérieurs. C'est la seule grande institution européenne qui ne participe pas au registre de transparence, malgré le fait que les ministres et fonctionnaires des États membres soient eux aussi dans le collimateur des lobbyistes des entreprises privées.

Ce manque de transparence est d'autant plus inquiétant que les pouvoirs du Conseil ont été élargis depuis quelques années. La tendance des États membres à s'en remettre aux approches intergouvernementales pour résoudre les dilemmes politiques ne fait qu'aggraver les choses.

Qui plus est, les grandes entreprises ont de plus en plus recours au lobbying direct auprès des représentations nationales afin d'obtenir ce qu'elles ne réussissent pas à avoir auprès de la Commission ou du Parlement, et les gouvernements deviennent plus « fermes » dès lors qu'il s'agit de défendre les intérêts de « leurs » multinationales. Le problème croissant de l'influence excessive des grandes entreprises au niveau national, en particulier dans des capitales comme Londres, Paris ou Berlin, a aussi des conséquences négatives sur les processus décisionnels qui se jouent à Bruxelles.

Une étude de la société civile coordonnée par ALTER-EU en 2016 sur le lobbying auprès des représentations nationales ou « représentations permanentes » des États membres à Bruxelles a permis de livrer un tout premier aperçu des relations entre lobbyistes et diplomates nationaux au sein du microcosme de l'Union européenne. Seules quatre représentations permanentes, parmi toutes celles qui avaient été contactées, ont communiqué des informations sur leurs interactions avec les lobbies : celles de la Pologne, de la Roumanie, de l'Irlande et des Pays-Bas. Le tableau général est celui d'une domination des entreprises privées, et il est facile de comprendre pourquoi : les antennes bruxelloises des gouvernements nationaux sont une cible idéale pour les lobbyistes puisqu'elles jouent un rôle important dans le processus décisionnel de l'Union européenne mais à l'abri des regards du public.

## « COMITOLOGIE » : DÉCIDER DANS L'OMBRE

La comitologie renvoie à un ensemble de procédures impliquant des comités d'experts qui décident, entre autres choses, des mesures d'application détaillées de la législation de l'Union européenne. Illustration emblématique du déficit démocratique de l'Union européenne, ce système, où les propositions ne sont pas rendues publiques et les votes restent secrets, est technocratique, opaque et complexe.

La Commission envisage actuellement de le réformer, officiellement dans le but de le rendre plus démocratique et ouvert. A priori, les réformes proposées semblent aller dans le bon sens. Cependant, comme le veut la tradition bruxelloise, le mieux est l'ennemi du bien. Plutôt que de chercher plus de transparence, la Commission veut surtout que les gouvernements nationaux assument leur part de responsabilité en cas de reproches et de litiges sur des questions comme les organismes génétiquement modifiés et les pesticides. Pour le moment, les gouvernements des États membres rejettent le plus souvent la faute sur la Commission lorsque ces questions épineuses sont abordées.

Une transparence totale sur les positions que les gouvernements adoptent dans les groupes de comitologie serait un bon moyen de les obliger à rendre des comptes (et de réduire les risques de capture réglementaire par les entreprises). Pourtant, personne n'en parle. Le modèle actuel de la comitologie ne peut plus être toléré à une époque où les citoyens exigent de pouvoir s'engager activement dans les processus décisionnels. Il faut introduire des réformes de toute urgence pour être à la hauteur de leurs attentes.



### GENERAL ELECTRIC (GE)

**Rond-Point Schuman 2-4**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 8,75 ETP**

**Dépenses en lobbying : 5,5 millions € - 5,75 millions € (2015)**

General Electric (GE), grande entreprise états-unienne très investie dans le lobbying, a d'énormes intérêts dans le secteur énergétique et est omniprésente dans toutes les négociations onusiennes annuelles sur le climat. Son ancien patron, Jack Welch, est membre du Business Advisory Council (conseil consultatif des entreprises) de Donald Trump. Pour asseoir son influence, GE a mis en place une force de frappe « survoltée » à Bruxelles, avec déjà 60 rendez-vous avec les plus hauts responsables de la Commission depuis la fin 2014.

GE est impliquée depuis le début dans l'offensive pour une législation sur les secrets d'affaires, sous le prétexte d'empêcher que les entreprises européennes ne soient victimes d'espionnage industriel. Néanmoins, la définition retenue des « secrets d'affaires » étant extrêmement vague, elle rend difficile tout examen par le public des activités des entreprises privées, et permettrait à ces dernières de poursuivre en justice toute personne soupçonnée de vouloir violer ce qu'elles décident elles-mêmes de qualifier de « secrets ».

## KREAB

### Rond-Point Schuman 2

**Type : Conseil en relations publiques et lobbying**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 30 ETP**

**Dépenses en lobbying : 3,5 millions € - 3,75 millions € (2016)**

Kreab, cabinet suédois de conseil en lobbying et communication stratégique pour les entreprises, est un des leaders de son secteur, avec des clients allant de Google à Goldman Sachs, en passant par Citibank et Vodafone. L'entreprise de tabac Swedish Match, un de ses clients les plus controversés, s'est trouvée au centre du scandale Dalligate en 2012 (cf. European Smoking Tobacco Association, page 36). Kreab a recruté d'anciens parlementaires européens et hauts fonctionnaires afin d'obtenir des informations internes et d'avoir accès aux décideurs influents dans des domaines tels que la banque, le commerce, la concurrence et la technologie.

## YAHOO!

### Rond-Point Schuman 2-4 – parcours TECHNOLOGIE

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 1 ETP**

**Dépenses en lobbying : 300 000 € - 400 000 € (2016)**

Comme ses grands consœurs du secteur technologique, l'entreprise états-unienne Yahoo! fait du lobbying autour de questions telles que le marché unique numérique, la législation relative à la protection des données ou la propriété intellectuelle. Elle mène une partie de ses activités bruxelloises de lobbying par le biais d'une structure connue sous le nom de European Privacy Association (« Association européenne de la vie privée ») (EPA – cf. p 91) laquelle semble en réalité se préoccuper moins de la protection de la vie privée des citoyens sur Internet que de mettre en avant les intérêts de ses partenaires financiers, dont faisaient partie en 2013 Google, Microsoft et Facebook. Se présentant comme un think tank, EPA a choisi de faire preuve d'un minimum, mais pas plus, de transparence - à l'instar de son nom trompeur.

## EUROPEAN PARLIAMENTARY FINANCIAL SERVICES FORUM (EPFSF)

### Rond-Point Schuman 2-4

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 2,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 300 000 € - 400 000 € (2016)**

Le European Parliamentary Financial Services Forum (« Forum parlementaire européen des services financiers ») est composé de parlementaires et de représentants du secteur financier européens, dont de grandes banques comme Barclays, Deutsche Bank, Goldman Sachs, HSBC, JP Morgan, Lloyds Banking Group et Royal Bank of Scotland. Les événements qu'il organise sont largement dominés par le secteur de la finance, dont les pratiques ont joué un rôle déterminant dans le déclenchement de la crise financière mondiale. L'EPFSF propose des formations au cours desquelles les représentants des principales banques « enseignent » aux assistants parlementaires les conséquences des propositions de régulation du secteur bancaire.

## CITY OF LONDON CORPORATION

### Rond-Point Schuman 6 – parcours FINANCE

**Type : Autre**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 8 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1 million € - 1,25 million € (2015)**

City of London Corporation, tout en étant techniquement une administration publique, utilise son influence considérable pour faire du lobbying au nom des établissements bancaires et des fonds d'investissement opérant au Royaume-Uni. Elle pèse de tout son poids sur des questions telles que la réglementation relative aux fonds spéculatifs et compte parmi ses soutiens les plus puissants Jonathan Hill, un ancien commissaire qui, de 2014 à 2016, a tenu les rênes des services financiers de la Commission malgré sa carrière de lobbyiste. La City of London Corporation avait d'ailleurs qualifié sa nomination de « déclaration forte... (quant au fait) que l'Europe et le marché unique gardent comme objectif prioritaire la réussite du secteur des services financiers ».

## AQUAFED

### Rond-Point Schuman 6

Type : Association professionnelle

Nombre de lobbyistes déclarés : 0,25 ETP

Dépenses en lobbying : 50 000 € - 100 000 € (2015)

AquaFed, la Fédération internationale des opérateurs privés de services d'eau, est un groupe de lobbying international qui regroupe plus de 400 entreprises du monde entier, dont des multinationales comme Suez et Veolia. Son « bureau de liaison » bruxellois est chargé d'encourager la privatisation de l'eau dans les politiques de l'Union européenne, à la fois en Europe et dans les pays du Sud (à travers accords commerciaux et aide au développement). Tout cela malgré le fait que même des organisations aussi néolibérales que la Banque mondiale ont cessé de recommander la privatisation de l'eau.

## SERVICE EUROPÉEN POUR L'ACTION EXTÉRIEURE

### Rond-Point Schuman 9A – parcours ARMEMENT

Type : Institution publique

Le Service européen pour l'action extérieure (SEAS) a été créé suite à l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne en 2009 sous la forme d'un service de l'Union européenne chargé des affaires étrangères et de la diplomatie. Il est placé sous l'autorité de la haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (poste actuellement occupé par Federica Mogherini). Avec le développement d'une politique étrangère commune et l'intégration militaire qui va de pair, les entreprises privées ont encouragé une tendance inquiétante au militarisme au niveau de l'Union. Le secteur de l'armement, très bien représenté à Bruxelles, cible les institutions de l'Union européenne via un réseau tentaculaire de clubs, d'associations, d'organisations, de services gouvernementaux et d'autres voies officielles et officieuses.

## EUROPEAN SMOKING TOBACCO ASSOCIATION (ESTA)

### Rond-Point Schuman 9 – parcours TABAC

Type : Association professionnelle

Nombre de lobbyistes déclarés : 2,5 ETP

Dépenses en lobbying : 500 000 € - 600 000 € (2016)

La European Smoking Tobacco Association défend les intérêts des fabricants, des distributeurs et des importateurs européens de tous types de tabac. À Bruxelles, ses activités de lobbying visent à garantir un accès aux décideurs européens, malgré les dispositions de l'article 5.3 de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte anti-tabac qui exige des décideurs politiques qu'ils limitent leurs contacts avec les lobbyistes du tabac au minimum.



« Des lobbyistes du tabac ? (toux) Où ça ? »

Cette obligation fait suite à des décennies de lobbying du secteur du tabac visant à saper l'action des pouvoirs publics en matière de santé. Certains contacts avec cette industrie ont été à l'origine de fortes controverses suite aux révélations sur les pressions des lobbies durant la révision de la directive européenne relative aux produits du tabac, controverses qui ont culminé avec le scandale du Dalligate. En 2012, John Dalli, alors commissaire européen à la santé, a été contraint de démissionner à cause des liens allégués qu'il entretenait avec les lobbies de l'industrie du tabac.

## BP

### Rond-Point Schuman 11 – parcours POLLUEURS

Type : Entreprise

Nombre de lobbyistes déclarés : 5,25 ETP

Dépenses en lobbying : 2,75 millions € - 3 millions € (2016)

BP (auparavant British Petroleum) est une des plus importantes multinationales du secteur pétrolier et gazier au monde et un très gros pollueur. Lumière a été faite sur le coût écologique des activités de BP lors de la marée noire que sa plateforme Deepwater Horizon a provoquée dans le golfe du Mexique : un tribunal états-unien a estimé que l'entreprise s'était conduite de manière « irresponsable ».

BP a toujours su entretenir de très bonnes relations avec la Commission européenne. Un ancien patron de l'entreprise, Peter Sutherland, a même été commissaire européen et est intervenu, alors qu'il travaillait pour BP, comme conseiller auprès du président de la Commission de l'époque, José Manuel Barroso. Les lobbyistes de BP se réunissent régulièrement avec

les hauts fonctionnaires européens en charge du climat et de l'énergie et sont ceux qui ont obtenu le plus de rendez-vous avec les commissaires Miguel Arias Cañete (Climat) et Maroš Šefčovič (Énergie) pendant la première année de leur mandat.

Les lobbyistes du secteur pétrolier travaillant pour des entreprises telles que BP, Total, Statoil et Shell ont joué un rôle clé dans la décision de focaliser la politique climatique européenne sur le marché des quotas d'émissions, aux dépens de mesures ambitieuses orientées vers les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Ces entreprises ont placé au cœur de leur stratégie les investissements dans le gaz, et le système communautaire d'échange de quotas d'émissions (SCEQE – cf. glossaire anti-jargon page 176) peut favoriser cette stratégie (voir aussi l'encadré sur le gaz page 93).

Dès ses tout débuts, BP et Shell ont pesé lourd dans la création de ce système et ont déployé tout leur savoir-faire en matière de lobbying pour qu'il préserve les intérêts des émetteurs de gaz à effet de serre grâce à des failles qui facilitent l'accumulation de bénéfices au détriment de la planète. Ils ne voient bien sûr aucun inconvénient à être installés dans le même bâtiment que la délégation des Maldives, l'une des nations au monde les plus affectées par le changement climatique et les plus exposées à la montée des océans.

## FACEBOOK

### Rond-Point Schuman 11

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1 million € - 1,25 million € (2016)**

Avec plus de 1,5 milliard d'utilisateurs actifs, Facebook est le réseau social le plus populaire de la planète. Étant donné l'immense volume de données personnelles que les utilisateurs confient à ce service, les politiques de confidentialité de Facebook font l'objet d'une étroite surveillance. Son lobbying à Bruxelles se concentrent donc sur les mesures de protection des données de l'Union européenne. Facebook s'est allié avec d'autres grandes entreprises du secteur de la technologie. Ces alliances se concrétisent dans des structures telles que European Internet Foundation (EIF), composée d'eurodéputés et de représentants d'entreprises en ligne, dont l'objectif est de favoriser la « compétitivité » européenne dans le secteur numérique. Elle a joué un rôle fondamental dans la bataille menée par les lobbies en 2013 lors de la révision du régime de protection des données de l'Union européenne pour affaiblir la réglementation en la matière.



## DIRECTION GÉNÉRALE DU COMMERCE (DG COMMERCE)

**Bâtiment Charlemagne, Rue de la Loi 170 – parcours COMMERCE**

**Type : Institution publique**

La DG Commerce est le service de la Commission chargé de négocier les accords commerciaux de l'Union européenne avec le reste de la planète. Sa manière d'agir permet à certaines grandes multinationales de prendre les choses en main, que ce soit dans le cas du TTIP/Tafta, le projet d'accord commercial entre les États-Unis et l'Union européenne, ou dans celui du Ceta, entre le Canada et l'Union européenne.

Dès la phase initiale, les fonctionnaires de la DG Commerce débattent et mettent au point leurs stratégies de négociations avec des groupes de lobbying tels que BusinessEurope (cf. page 48), ce qui permet aux géants de la finance, de la technologie, de la pharmacie, du tabac et des télécommunications d'être de fait aux commandes de la politique commerciale de l'Union européenne. Un courriel de 2012 provenant de la DG Commerce et envoyé à l'ECPA, le lobby européen du secteur des pesticides (cf. p. 144) montre à quel point les entreprises privées furent sollicitées pour apporter leur contribution à la conception du TTIP/Tafta : « Une contribution substantielle de votre part, de préférence appuyée par votre partenaire états-unien, serait cruciale pour commencer à identifier les possibilités qui s'offrent à nous de coopérer de manière plus étroite et d'améliorer notre compatibilité. » Quelques semaines plus tard, l'ECPA et son homologue états-unien, CropLife America, ont répondu en présentant des requêtes communes.

Au même moment, syndicats et ONG étaient tenus à l'écart. Après le début officiel des négociations, alors que les fonctionnaires de la Commission avaient déjà organisé des centaines de réunions avec les lobbyistes pour discuter du TTIP/Tafta, seule une réunion sur dix se tenait avec des groupes défendant des intérêts publics.

En 2015, alors qu'elle était critiquée pour avoir secrètement invité le secteur privé à s'exprimer dans le cadre des négociations, la DG Commerce a mené une consultation publique sur le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS dans l'abréviation anglaise – cf. glossaire anti-jargon p.178) du TTIP/Tafta. Après avoir été submergée de réponses, dont 97% exprimaient une opposition ou des doutes à l'encontre de ce système de protection des investissements, la Commission a réagi en le rebaptisant « système juridictionnel des investissements », lequel pose dans l'ensemble les mêmes problèmes que le mécanisme qu'il est censé remplacer.

La DG Commerce est un employeur qui n'hésite pas à embaucher via les « portes tournantes ». Autrement dit, elle recrute régulièrement du personnel issu du secteur privé, notamment des spécialistes du droit international et du lobbying. En 2015, la commissaire européenne au commerce, Cecilia Malmström, a ainsi nommé Jan Eric Frydman au poste de conseiller spécial, bien celui-ci travaillait auparavant pour Ekenberg & Anderson, un cabinet suédois spécialisé dans le droit des affaires.

Les connivences entre la DG Commerce et le secteur privé se retrouvent aussi dans le nombre croissant de dispositions figurant dans les traités de commerce qui favorisent de manière éhontée les priorités des grandes entreprises aux dépens des populations et de l'environnement. L'ISDS et le mécanisme de « coopération réglementaire » (cf. glossaire anti-jargon p. 178) en sont de bons exemples.

## VATTENFALL

**Rue de la Loi 223 – parcours POLLUEURS**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 3,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 900 000 € - 1 million € (2015)**

Le géant public suédois du nucléaire et du charbon est l'un des plus importants fournisseurs d'électricité en Europe. Il n'hésite pas à rouler des mécaniques lorsqu'il est confronté à des normes environnementales pouvant réduire sa marge bénéficiaire. Vattenfall est passé maître dans l'art de la manipulation sur les questions climatiques, se faisant passer pour un champion de la protection de la nature alors qu'il fait en même temps du lobbying pour pouvoir continuer à polluer comme à son habitude.

Cette entreprise est une fervente utilisatrice des mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS, cf. page 178), qui permettent à un industriel de poursuivre un gouvernement dans des tribunaux d'arbitrage privés s'il estime que ses bénéfices ou ses investissements peuvent être affectés par une nouvelle législation ou un changement de politique. Autrement dit, les entreprises ont la possibilité de contester, et potentiellement de faire annuler, des décisions gouvernementales.

Vattenfall a déjà poursuivi l'Allemagne à deux reprises : la première fois lorsque la ville de Hambourg a osé s'attaquer à une centrale au charbon qui pollueait l'eau ; la seconde fois lorsque le gouvernement allemand a pris la décision d'abandonner progressivement l'énergie nucléaire suite à la catastrophe de Fukushima. La première affaire a été réglée à l'amiable au printemps 2011, la seconde est toujours en cours à l'heure où nous imprimons ce guide.

En 2016, plus de 4000 manifestants européens du mouvement « Ende Gelände » pour la protection du climat sont parvenus à bloquer le site d'une mine à ciel ouvert de Vattenfall dans l'est de l'Allemagne pour exiger sa fermeture dans le cadre de l'élimination progressive de l'exploitation du charbon. Depuis 2001, Vattenfall exploite cinq mines à ciel ouvert dans cette région et projette d'en ouvrir cinq autres.

## FÉDÉRATION EUROPÉENNE DES FABRICANTS D'ALIMENTS COMPOSÉS (FEFAC)

**Rue de la Loi 223 – parcours AGRICULTURE**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 2 ETP**

**Dépenses en lobbying : 200 000 € - 300 000 € (2016)**

La FEFAC représente le secteur de l'alimentation animale et de l'agro-industrie sous la forme d'une confédération d'associations nationales. Jouissant d'un accès privilégié aux hauts fonctionnaires de la Commission, la FEFAC est un farouche partisan des organismes génétiquement modifiés (OGM) et presse l'Union européenne d'assouplir sa réglementation en la matière. Par le biais du TTIP/Tafta, ce secteur industriel souhaite imposer ses objectifs de mettre fin à la politique de tolérance zéro envers les OGM non autorisés qui contamineraient les aliments et les semences exportés vers l'Union européenne. Après plusieurs années de lutte acharnée, il a déjà obtenu qu'un seuil de contamination « acceptable » pour l'alimentation animale soit instauré.

## FINSBURY INTERNATIONAL POLICY & REGULATORY ADVISORS (FIPRA)

**Rue de la Loi 227**

**Type : Conseil en relations publiques et lobbying**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 32,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1,5 million € - 1,75 million € (2016)**

FIPRA, cabinet de conseil en lobbying britannique, possède un vaste réseau international de lobbyistes, parmi lesquels figurent d'anciens responsables politiques. FIPRA est un habitué des embauches via les « portes tournantes », puisque Lucinda Creighton, ancienne ministre irlandaise des affaires européennes, Robert Madelin, l'ancien directeur général de la santé et de la protection des consommateurs de la Commission européenne, et John Bowis, ancien parlementaire européen et ancien ministre du gouvernement britannique, y officient. Parmi ses clients bruxellois, on compte des entreprises aussi controversées que Uber.



## EUROPEAN RISK FORUM (ERF)

**Rue de la Loi 227**

**Type : Think tank**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 2,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : Moins de 10 000 € (2015)**

L'ERF est un think tank fondé notamment par le Cefic (lobby européen de l'industrie chimique, cf. page 146), PlasticsEurope, BASF, Bayer, Dow, Syngenta et Philip Morris. Que ce soit sur le tabac ou les perturbateurs endocriniens, il enchaîne les batailles visant à garantir au secteur privé la liberté de faire des profits sans s'embarrasser de réglementations.

La création de ce think tank fait partie d'une initiative bien plus vaste de l'industrie visant à saper le principe de précaution de l'Union européenne (cf. glossaire anti-jargon, page 176), qui énonce que toute politique comportant des risques de dommage, en l'absence de consensus scientifique sur lesdits risques, ne devrait pas être poursuivie.

L'ERF a une longue tradition de résistance aux réglementations : il a été créé par l'European Policy Centre, qui a aidé British American Tobacco et de grandes entreprises pharmaceutiques à persuader les décideurs politiques de l'importance d'avoir un modèle d'évaluation d'impacts des réglementations favorable au secteur privé, afin de pouvoir bloquer celles qui les dérangerait (cf. glossaire anti-jargon, page 176). À ses débuts, il s'est opposé à l'interdiction de fumer dans l'espace public.

Menant actuellement une lutte acharnée dans la bataille autour des perturbateurs endocriniens (cf. p. 147), l'ERF a payé en 2016 sept scientifiques pour qu'ils rendent visite à Vytenis Andriukaitis, commissaire européen à la santé, afin de soutenir le point de vue de l'industrie et plaider pour une réglementation allégée et une moindre protection de la santé publique.



## INTERNATIONAL EMISSIONS TRADING ASSOCIATION (IETA)

**Rue de la Loi 235 – parcours POLLUEURS**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 1 ETP**

**Dépenses en lobbying : 100 000 € - 200 000 € (2014)**

L'IETA est le principal lobby soutenant le principe d'un marché mondial des gaz à effet de serre permettant aux entreprises et aux pays d'échanger leurs droits à polluer (cf. « Système communautaire d'échanges de quotas d'émissions » dans le glossaire anti-jargon p, 176). L'IETA compte notamment parmi ses membres de grandes entreprises du secteur de l'énergie (BP, Shell, Vattenfall) et des banques (BNP Paribas, Bank of America Merrill Lynch).

Dans les négociations onusiennes sur le climat, l'IETA est une locomotive de lobbying dont la délégation est souvent la plus nombreuse de toutes les associations non-gouvernementales accréditées. Elle a débarqué à la COP15 de Copenhague en 2009 avec presque 500 personnes, pour le plus grand malheur de ce sommet censé être décisif. Cinq ans plus tard, l'IETA a organisé un événement dans le cadre des négociations de la COP20 intitulé « Why Divest From Fossil Fuels when a Future With Low Emission Fossil Energy Use is Already a Reality » (« Pourquoi abandonner les combustibles fossiles alors qu'un avenir de sources fossiles à faibles émissions est déjà une réalité »), qui avait pour but de semer le doute et la confusion. Les intervenants, qui comprenaient des représentants de l'Association mondiale du charbon et de Shell, ont clamé haut et fort que, grâce à la technique (inefficace et problématique) du captage et stockage du dioxyde de carbone, il était inutile d'abandonner les énergies fossiles. Le public n'a pas été dupe et 60 000 personnes ont manifesté pour que les grands pollueurs n'aient plus leur mot à dire dans les politiques climatiques impulsées par les Nations Unies.

L'IETA est très écoutée des décideurs politiques bien que la solution qu'elle propose face au changement climatique soit illusoire. Les échanges d'émissions n'ont pas réduit de manière notable les émissions dans l'Union européenne. Au contraire, les principaux pollueurs de l'industrie ont obtenu une autorisation gratuite, et parfois rentable, de souiller l'environnement aux dépens du contribuable. Ce système de marché du carbone sert à éviter la mise en œuvre d'autres politiques relatives au changement climatique et au contrôle des émissions, et il se prête facilement aux fraudes et aux manipulations.



## VOLKSWAGEN

**Rue Archimède 26 – parcours POLLUEURS**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 15,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 2,8 millions € (2015)**

De l'art de bien se positionner : le plus grand constructeur automobile européen, Volkswagen, s'est installé tout près de la cible numéro un des lobbies bruxellois, ses bureaux donnant directement sur le Berlaymont, situé de l'autre côté de la rue. Il est clair que Volkswagen et le reste de l'industrie automobile ont noué, pour notre plus grand malheur, des relations étroites avec la Commission européenne, comme l'atteste le scandale du Dieselgate (cf encadré sur le Dieselgate page suivante).

L'industrie automobile s'est servi pendant de nombreuses années de ses liens de connivence avec les décideurs politiques pour s'opposer à une réglementation trop stricte sur les émissions des véhicules. En 2012, le commissaire allemand Günther Oettinger a écrit au patron de Volkswagen, Martin Winterkorn, pour lui confirmer que les projets de réglementations de l'Union européenne visant à réduire les émissions en CO2 des véhicules n'affecteraient pas le géant de l'automobile.

En 2015, Volkswagen a demandé, et obtenu, que la Commission abandonne les essais à grande vitesse pour les voitures conçues pour être pilotées à de telles vitesses. Volkswagen a eu recours aux services de Thomas Steg, conseiller en communication qui avait travaillé pour le gouvernement allemand en 2016, pour se refaire une réputation suite au scandale des émissions du Dieselgate.

Le Dieselgate (voir ci-dessous) a été l'un des scandales les plus retentissants de ces dernières années et Volkswagen s'est retrouvée dans l'œil du cyclone lorsque l'entreprise a été prise en flagrant délit de fraude sur les contrôles d'émissions des véhicules.

Volkswagen est un des principaux constructeurs de voitures de course, puisqu'il possède non seulement Seat et Skoda mais aussi Audi, Porsche et Lamborghini. Il est de loin le plus grand lobbyiste du secteur automobile de Bruxelles avec son équipe de 15,5 personnes ETP déclarées au registre de transparence. En 2015 et 2016, cette écurie a traversé la rue 46 fois pour aller voir les hauts fonctionnaires de la Commission.

## DIESELGATE : L'INDUSTRIE AUTOMOBILE AU VOLANT

Le scandale du Dieselgate a éclaté en septembre 2015 quand l'Agence fédérale américaine de l'environnement a publié un avis d'infraction de la loi sur la qualité de l'air (Clean Air Act) à l'encontre du constructeur automobile Volkswagen après avoir découvert que cette entreprise avait programmé de manière intentionnelle ses moteurs diesel pour qu'ils trompent les contrôles d'émissions. En faussant les paramètres informatiques, le constructeur a fait en sorte que les émissions d'oxyde nitrique et de dioxyde d'azote (NOx) respectent les normes états-uniennes pendant les contrôles réglementaires, alors que ses véhicules émettaient en réalité 40 fois plus de NOx sur les routes.

Chaque année, le dioxyde d'azote serait responsable à lui seul du décès prématuré d'environ 75 000 personnes en Europe. Pourtant, nombre de constructeurs automobiles ont eu recours à cette supercherie informatique sur des millions de véhicules vendus dans le monde entier. Non seulement Volkswagen, mais aussi Fiat, Renault, Mercedes ou Opel ont été accusés de ne pas respecter la législation de l'Union européenne relative à la pollution atmosphérique : beaucoup font actuellement l'objet d'investigations officielles.

Tandis que l'enquête se poursuit dans l'affaire du Dieselgate, la Commission européenne et quelques États membres de l'Union ont été critiqués pour avoir fermé les yeux sur ces agissements. La commission d'enquête du Parlement européen a présenté une série de recommandations visant à réduire l'influence de l'industrie automobile sur la réglementation des émissions.

Le Dieselgate a permis de mettre en lumière une culture d'autorégulation des industriels et de réglementations « light ». Les fonctionnaires de l'Union européenne en ont été les complices, à travers par exemple le programme connu sous le nom de « Better regulation » (Mieux légiférer) (cf. glossaire anti-jargon page 176), lequel vise à réduire la réglementation au nom de la « compétitivité ». Le secteur de l'automobile étant ainsi au volant, ses lobbyistes étaient en mesure de retarder ou atténuer les effets des programmes de contrôle des émissions des véhicules de l'Union européenne.

Le scandale est donc le fruit de la culture de déréglementation défendue par le secteur privé et ses alliés parmi les décideurs politiques et les lobbyistes. Celle-ci se traduit aussi par la mainmise de l'industrie automobile sur les groupes consultatifs, où trois conseillers sur quatre sont payés par les constructeurs. Ces groupes ont précisément aidé à concevoir les réglementations qui étaient censées encadrer ce secteur : voilà comment est née l'affaire du Dieselgate.



## EUROPEAN POLICY INFORMATION CENTER (EPICENTER)

**Place Ambiorix 10**

**Type : Think tank**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 2,75 ETP**

**Dépenses en lobbying : Aucune somme déclarée**

Le European Policy Information Center (EPICENTER) a été lancé en 2014 par six think tanks défendant une ligne dure anti-réglementation : Civismo (Espagne), l'Institut économique Molinari (France), Institute of Economic Affairs (Royaume-Uni), Lithuanian Free Market Institute (Lituanie), Timbro (Suède) et Istituto Bruno Leoni (Italie).

Le très thatchérien Institute of Economics Affairs a également lancé le « Nanny State Index » ( « Indice État nounou »), un classement anti-régulation « des meilleurs endroits pour manger, boire, fumer et vapoter de l'Union européenne ». L'Institut économique Molinari est connu pour ses positions climato-sceptiques et se positionne contre le principe de précaution (cf. glossaire anti-jargon page 176). Les informations fournies par EPICENTER sur son site Internet ou son entrée sur le registre ne permettent pas de comprendre clairement l'origine de son financement.

## DOW CHEMICAL

**Avenue de Cortenbergh 52**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 5,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 2 millions € - 2,25 millions € (2016)**

La multinationale états-unienne Dow fabrique des produits chimiques et agricoles et des plastiques pour les industries agroalimentaire, pharmaceutique, cosmétique et de la construction. Greenpeace a reproché à Dow (désormais propriétaire de l'entreprise chimique Union Carbide) de ne pas avoir assumé ses responsabilités vis-à-vis de l'une des pires fuites de gaz de l'histoire, qui a tué des milliers de personnes aux environs de l'usine chimique de Bhopal en Inde en 1984.

À l'échelle de l'Union européenne, Dow concentre ses activités de lobbying sur la politique climatique, les produits chimiques, le commerce, les pesticides et les biotechnologies. En mars 2017, les lobbyistes bruxellois de Dow ont remporté une victoire en obtenant de l'Union européenne qu'elle donne son aval à sa mégafusion avec la société DuPont. DuPont est critiqué depuis des années pour avoir dissimulé les dangers pour la santé que fait courir un de ses produits phare, le Teflon, un revêtement anti-adhésif. La fusion des deux géants privés va donner naissance à la plus grande multinationale chimique de la planète.

## E.ON

**Avenue de Cortenbergh 60**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 6,75 ETP**

**Dépenses en lobbying : 800 000 € - 900 000 € (2016)**

La compagnie énergétique privée E.ON affiche plus de 33 millions de clients dans plus de 30 pays. Poids lourd du lobbying à Bruxelles, E.ON est aussi membre de nombreuses associations professionnelles comme Eurogas, Foratom, l'Association internationale des producteurs de pétrole et de gaz, l'International Emissions Trading Association (IETA), le European Energy Forum et la Table-ronde des industriels européens, une équipe de fines lames quand il s'agit de faire du lobbying contre toute forme d'action efficace en faveur du climat. Ne soyez donc pas surpris de l'omniprésence d'E.ON dans les bureaux du commissaire Cañete en charge de l'énergie et de l'action pour le climat.

## WEBER SHANDWICK

**Avenue de Cortenbergh 100**

**Type : Type : Conseil en relations publiques et lobbying**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 15 ETP**

**Dépenses en lobbying : 2,25 millions € - 2,5 millions € (2015)**

Cabinet international de conseil en relations publiques installé dans 78 pays, Weber Shandwick compte parmi ses clients bruxellois Microsoft, Shell, Nestlé et Bayer, et travaille sur des questions telles que la protection des données, l'énergie, les politiques alimentaires et la réglementation relative aux produits chimiques. L'un de ses clients les plus importants est Zero Emissions Platform (ZEP), une structure qui comprend des grandes entreprises du secteur pétrolier et des énergies sales telles que BP, Statoil et GE Power. ZEP promeut le captage et le stockage du dioxyde de carbone (CCS, cf. glossaire anti-jargon page 176), une technique non prouvée que les entreprises mettent en avant pour éviter de devoir abandonner l'exploitation des combustibles fossiles. ZEP est néanmoins la référence de la Commission européenne en ce qui concerne cette technologie. La stratégie de ZEP en matière de lobbying passe par des contacts étroits et amicaux avec des eurodéputés, l'organisation d'événements au Parlement européen et de débats au cours desquels la Commission et les représentants de l'industrie sont invités à prendre la parole.

## BUSINESSEUROPE

**Avenue de Cortenberg 168**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 30 ETP**

**Dépenses en lobbying : 4 millions € - 4,25 millions € (2016)**

BusinessEurope est le groupe de lobbying patronal le plus important de l'Union européenne. Ses documents stratégiques finissent généralement par inspirer presque mot pour mot les positions de négociation officielles et les directives de l'Union européenne. Ce mastodonte du lobbying bruxellois défend les intérêts des plus grandes multinationales.

Il représente 40 organisations professionnelles nationales, ainsi que des entreprises telles que British American Tobacco, BMW, BP, ExxonMobil, Facebook, Microsoft, Pfizer, Philip Morris, Shell et Total. Les lobbyistes de BusinessEurope sont habitués aux réunions fréquentes et aux briefings exclusifs sur la politique de la Commission.

BusinessEurope n'hésite pas à déployer sa puissance de feu de lobbying dans tous les domaines, que ce soit pour édulcorer la réglementation relative aux produits chimiques ou pour faire en sorte que le système communautaire d'échanges de quotas d'émissions serve à subventionner l'industrie, ou encore pour influencer la stratégie commerciale de l'Union européenne (dont de nombreux points du TTIP/Tafta) de manière à ce qu'elle satisfasse les plus grandes multinationales.

De fait, ce lobby patronal a fortement influencé de nombreuses directives et réglementations européennes depuis des décennies. Citons, à titre d'exemple, les réformes de la « gouvernance économique » pour pousser l'austérité après le krach de 2008, et le programme « Mieux légiférer » (cf. glossaire anti-jargon, page 176) qui permet aux entreprises d'exiger la révision ou le retrait des réglementations européennes, même si celles-ci visent à protéger l'environnement, la santé ou les travailleurs.

Une date à marquer d'une pierre blanche dans le calendrier des lobbies est la grand-messe annuelle d'automne au Berlaymont où les commissaires et les grands pontes de BusinessEurope se retrouvent pour un échange sur la stratégie et l'orientation générale de l'Union européenne. Les dépenses annuelles de lobbying des 26 organisations présentes lors de l'édition 2016 s'élevaient au moins à 31 789 000 €. Qui plus est, ces organisations avaient déjà obtenu, entre décembre 2014 et la fin 2016, le chiffre record de 588 rendez-vous de lobbying avec des hauts fonctionnaires de la Commission.



## EUROPEAN SERVICES FORUM (ESF)

**Avenue de Cortenberg 168**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 1 ETP**

**Dépenses en lobbying : 200 000 € - 300 000 € (2016)**

Autre poids lourd des lobbies européens, le European Services Forum (ESF) coordonne les efforts de ses membres, parmi lesquels figurent Deutsche Bank, IBM et Microsoft, pour promouvoir les intérêts partagés des multinationales du secteur des services. Ce secteur inclut notamment les géants de la finance, du « big data », de la santé, de l'éducation et des communications.

La Commission a aidé à la mise en place de cette association en 1999, afin de se créer un partenaire de l'industrie des services qui lui permette de justifier son propre programme de libéralisation et de privatisation. L'ESF est donc particulièrement impliqué dans les négociations commerciales en cours telles que le TTIP/Tafta et le Ceta.

Avant le lancement des négociations sur le TTIP/Tafta, le directeur général de l'ESF, Pascal Kerneis, a annoncé : « L'industrie s'opposera à tout accord dans lequel la protection des investissements est mise dans la balance face aux objectifs de politiques publiques, en particulier les droits humains et les droits du travail ». L'ESF est régulièrement tenu informé, de manière détaillée et exclusive, de l'avancée des négociations commerciales de l'Union européenne par les principaux négociateurs eux-mêmes, et lorsqu'il s'agit de proposer de libéraliser les services et de protéger les investisseurs dans le cadre du TTIP/Tafta (cf. ISDS, page 178), la position de négociations de la Commission ressemble trait pour trait à celle de l'ESF.

Cette convergence d'objectifs comporte de nombreux dangers : une plus grande libéralisation des marchés de services pourrait limiter l'accès à des services essentiels à un prix abordable – pensons en particulier à la santé – et empêcher la réglementation nécessaire du secteur financier. L'ESF soutient la protection des investisseurs dans le cadre du TTIP/Tafta, ce qui pourrait entraîner une explosion de procès coûteux intentés par les multinationales contre les législations protégeant l'environnement et la santé publique, minant par la même occasion la démocratie.



## TRANS-ATLANTIC BUSINESS COUNCIL (TABC)

**Avenue de Cortenberg 168**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 4 ETP**

**Dépenses en lobbying : 300 000 € - 400 000 € (2016)**

Depuis les balbutiements de la coopération réglementaire transatlantique dans les années 1990, l'Union européenne et les États-Unis ont mis un point d'honneur à inclure les grandes entreprises dans leurs processus de prise de décisions. C'est la raison pour laquelle la Commission et le département du Commerce états-unien ont aidé à mettre sur pied le Trans-Atlantic Business Dialogue (TABD), un club extrêmement influent de patrons de quelques-unes des plus grandes entreprises de part et d'autre de l'Atlantique.

Il a été rebaptisé Trans-Atlantic Business Council (TABC) en 2013 à l'occasion de sa fusion avec un autre groupe de lobbying transatlantique du secteur privé, le European American Business Council. Le TABC est l'un des groupes de lobbying les plus actifs sur le TTIP/Tafta, au deuxième rang entre janvier 2012 et février 2014 en matière de réunions externes avec la DG Commerce (cf. 39). Une des premières priorités du TABC est de placer la « coopération réglementaire » (cf. glossaire anti-jargon page 176), donc les intérêts des entreprises privés, au cœur de tout accord TTIP/Tafta. Pourtant la coopération réglementaire est de plus en plus critiquée car elle fait peser une menace sur les principes démocratiques et le droit à réglementer dans l'intérêt public.



## DIRECTION GÉNÉRALE DU MARCHÉ INTÉRIEUR, DE L'INDUSTRIE, DE L'ENTREPREUNARIAT ET DES PME (DG GROW)

**Avenue d'Auderghem 45**

**Type : Institution publique**

La DG GROW est un département extrêmement puissant de la Commission et un rempart solide pour les intérêts industriels. Il va régulièrement chercher conseil auprès de plusieurs groupes consultatifs dominés par le secteur privé. Il intervient dans des domaines tels que le marché intérieur de l'Union européenne, la réglementation du secteur financier ou les politiques industrielles.

Lorsqu'il a été révélé que des véhicules diesel fabriqués dans l'Union européenne contenaient un logiciel trompeur pour limiter leurs émissions en condition de test, la Commission a volé au secours de l'industrie automobile pour tenter de limiter ses pertes financières en retardant l'application des nouvelles

normes européennes en matière d'émissions pour les véhicules diesel (cf. encadré sur le Dieselgate page 45). Antonio Tajani, actuellement président du Parlement européen, était à l'époque le commissaire en charge du dossier.

Alors qu'une nouvelle réglementation sur les émissions produites en conduite sur route était en cours d'élaboration, l'industrie automobile a été en mesure de développer une contre-stratégie grâce aux informations obtenues via des contacts officieux entre ses lobbyistes et les fonctionnaires de la DG GROW. Il est intéressant de noter que la DG GROW a la responsabilité principale de nombreuses politiques européennes qui devraient plutôt relever de la direction générale de l'environnement (DG ENVI). Dans le cadre du Dieselgate, la DG GROW a plus d'une fois imposé son point de vue à la DG ENVI lorsque cette dernière déplorait les émissions excessives de NOx constatées sur les véhicules.



## REPRÉSENTATION DU ROYAUME-UNI AUPRÈS DE L'UNION EUROPÉENNE

**Avenue d'Auderghem 10**

**Type : Institution publique**

Le résultat du référendum britannique sur le Brexit qui s'est tenu en juin 2016 a semé la consternation à Bruxelles (cf. encadré sur le Brexit page 52). Le Brexit tant redouté a bouleversé le petit monde des lobbies bruxellois, et les grandes entreprises, à commencer par le puissant secteur financier londonien, ont mis les bouchées doubles pour s'assurer qu'un futur accord sur le Brexit épargnerait leurs activités et leurs bénéfices. Les incertitudes quant au déroulement et au résultat de ces négociations sont autant d'aubaines pour les lobbyistes et les consultants, sollicités pour imaginer des plans de secours pour leurs clients. Une reconfigurations profonde du lobbying des multinationales à Londres et à Bruxelles est en cours...

## L'ARGENT DU BREXIT SE RAMASSE À LA PELLE

Ce qui s'est passé autour du référendum britannique sur le fait de quitter ou non l'Union européenne est inquiétant par bien des aspects. Le débat avant la tenue du référendum en juin 2016 a été dominé par les discours anti-migratoires, les déclarations des grandes entreprises en faveur du marché unique, et une désinformation généralisée, de la part des deux camps, quant aux conséquences du Brexit. Les points de vue alternatifs en matière de coûts et d'avantages de l'adhésion à l'Union européenne, et les discussions sur les moyens de créer une forme plus progressiste et démocratique de coopération européenne ont été totalement absents des principaux médias.

Maintenant que le Royaume-Uni s'est prononcé en faveur du oui, il faut négocier les termes du Brexit. Il est d'ores et déjà évident que ces pourparlers complexes sont une occasion rêvée pour les lobbyistes des grandes entreprises. Celles-ci se battent pour garder le meilleur accès possible au marché de l'Union européenne. La City de Londres mène un lobbying agressif pour avoir des droits de passeportage et conserver un accès privilégié aux marchés financiers de l'UE.

Le ministère britannique en charge de la sortie de l'Union européenne organise régulièrement des tables rondes avec les entreprises privées. Les banques ont déjà participé à deux fois plus de rendez-vous de lobbying avec eux que n'importe quel autre secteur, et les consultants en gestion qui travaillent habituellement pour des grandes entreprises donnent leur avis « pro bono » à ce tout nouveau ministère. Les syndicats et les ONG craignent que les responsables politiques conservateurs profitent du Brexit pour vider de leur substance les réglementations protégeant l'environnement, la santé publique et les droits des travailleurs.

Afin de se préparer à ce combat, le secteur privé s'est empressé de recruter d'anciens ministres et parlementaires britanniques pour bénéficier de leurs carnets d'adresses et de leur pouvoir d'influence. Francis Maude, un ancien ministre du Commerce et de l'investissement, a rejoint les rangs du cabinet d'avocats international Covington & Burling pour prodiguer ses conseils avisés sur le Brexit. L'ancien ministre des Affaires étrangères, William Hague, est lui entré au service de Citibank, et George Osborne, ancien ministre des Finances, a été embauché par l'institut d'investissement de BlackRock. Ce ne sont que quelques

personnalités parmi beaucoup d'autres qui sont passées par des « portes tournantes » dans le Royaume-Uni post-Brexit, tandis qu'en 2016, José Manuel Barroso, l'ancien président de la Commission européenne, annonçait au *Financial Times*, au moment de prendre ses nouvelles fonctions de président et de conseiller de Goldman Sachs International, qu'il ferait tout son possible pour « atténuer les effets négatifs » du Brexit.

Pour mieux exploiter le filon, de nombreux cabinets de lobbying de Londres et de Bruxelles, comme Portland, Teneo, Hill & Knowlton et Fleishman-Hillard, ont mis en place des équipes chargées de la « transition » du Brexit et font la réclame de leur expertise sur le sujet. Pendant ce temps, les observateurs du microcosme bruxellois estiment que les lobbyistes non-britanniques devraient assister à un afflux de nouveaux clients, à mesure que le Royaume-Uni prend le chemin de la sortie de l'Union européenne.

Ce qui est sûr, que les grandes entreprises aient soutenu ou non le Brexit, c'est qu'elles ont à la fois les ressources financières, les moyens en terme de lobbying, et l'attention des responsables politiques à Londres et à Bruxelles pour imposer leurs exigences et leurs intérêts dans le nouveau paysage politique qui se dessine.

## FOODDRINKEUROPE

**Avenue des Nerviens 9-31 – parcours AGRICULTURE**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 2 ETP**

**Dépenses en lobbying : 200 000 € - 300 000 € (2016)**

FoodDrinkEurope est le lobby le plus puissant de l'industrie agroalimentaire à Bruxelles, représentant 26 fédérations nationales, 25 associations professionnelles de l'Union européenne et 19 multinationales majeures du secteur des aliments et des boissons, dont Coca Cola, Nestlé, Danone et Kellogg's. L'ensemble des dépenses en lobbying de ses organisations membres s'élève à 5,2 millions d'euros au minimum. Elle a lourdement pesé dans les négociations sur le TTIP/Tafta entre les États-Unis et l'Union européenne.

Ce lobby a du mordant : l'industrie agroalimentaire a dépensé environ 1 milliard d'euros sur une campagne de longue haleine pour contrer avec succès une proposition de système contraignant d'étiquetage tricolore des aliments applicable à l'ensemble de l'Union européenne (rouge pour les aliments mauvais pour la santé et vert pour les plus sains), et ce bien que ce système ait été recommandé par la plupart des experts de la santé et les groupes de consommateurs.

FoodDrinkEurope a utilisé le programme « Mieux légiférer » (cf. glossaire anti-jargon page 176) pour essayer de faire supprimer les règles encadrant les allégations trompeuses relatives à la santé sur les emballages. Cette réglementation a pour objectif d'éviter que des céréales destinées aux enfants contenant 30% de sucre soient étiquetées comme « alimentation saine » et « à faible teneur en matière grasse ».

## ASSOCIATION DES CONSTRUCTEURS EUROPÉENS D'AUTOMOBILES (ACEA)

**Avenue des Nerviens 85**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 10 ETP**

**Dépenses en lobbying : 2 millions € - 2,25 millions € (2016)**

L'ACEA est le lobby de l'industrie automobile européenne à Bruxelles. Tous les grands constructeurs impliqués dans le scandale du Dieselgate relatif aux fraudes en matière d'émissions en font évidemment partie. L'ACEA est une grosse cylindrée du lobbying au Berlaymont : ses porte-voix ont rencontré 52 fois les commissaires et les hauts fonctionnaires de la Commission en 2015 et 2016, et bien plus de réunions encore ont eu lieu avec des fonctionnaires de niveau intermédiaire. L'ACEA ne s'est pas contentée de faire pression pour éviter à ses membres de devoir assumer leurs responsabilités dans le Dieselgate ; son influence hors norme pourrait avoir été à l'origine même de l'absence de régulations contraignantes pour cette industrie (cf. encadré sur le Dieselgate page 45).

En 2016, un document de lobbying de l'ACEA rendu public par Corporate Europe Observatory a levé le voile sur la stratégie complexe qu'elle développe en coulisses. Son but étant d'affaiblir les contrôles d'émissions pour les nouveaux véhicules, elle a organisé des réunions avec la Commission pour obtenir des informations confidentielles. Dans le même temps, Paul Greening, responsable au sein de l'ACEA de la politique en matière d'émissions et de carburants, est allé jusqu'à déclarer, dans le cadre de l'enquête du Parlement européen sur le Dieselgate, qu'il pensait que l'esprit de la législation européenne sur les émissions imposait aux voitures de respecter les limites fixées par la réglementation uniquement dans les laboratoires et non pas dans la réalité !

Les lobbyistes de l'industrie automobile sont également omniprésents dans les groupes consultatifs de la Commission (cf. encadré page 57), qui peuvent être amenés à rédiger d'importants textes législatifs. En particulier, l'ACEA et ses membres étaient surreprésentés dans les panels qui ont conçu, et en réalité considérablement retardé, les nouveaux contrôles d'émissions des véhicules en situation de conduite sur route.





## GPLUS

Rue Breydel 42

Type : Conseil en relations publiques et lobbying

Nombre de lobbyistes déclarés : 13,25 ETP

Dépenses en lobbying : 2,5 millions € - 2,75 millions € (2016)

Fondé en 2000 par Peter Guilford, l'ancien porte-parole de la Commission, Gplus offre des services de communication et de lobbying à des clients dont font partie Gazprom, Motion Pictures Association et les gouvernements russe, israélien, thaïlandais et turc. Gplus s'est rendu célèbre par son travail de conseil en communication pour Vladimir Poutine et le Kremlin, plaidant pour sa politique gazière, pour la position russe sur le conflit en Ukraine et contre les sanctions de l'Union européenne.

Spécialiste des embauches via les « portes tournantes », Gplus a annoncé en 2015 que l'ancienne vice-présidente du Parlement européen, la libérale allemande Silvana Koch-Mehrin, travaillerait comme conseillère politique principale de la société. De quoi éveiller les soupçons puisqu'au Parlement européen, Madame Koch-Mehrin travaillait en particulier sur les relations commerciales avec la Russie et le Canada.

## GROUPES CONSULTATIFS : QUAND LES RENARDS GARDENT LES POULES

Des centaines de groupes consultatifs regroupant des dizaines de milliers de membres ont été créés par la Commission afin de la conseiller sur sa politique, dans des domaines allant de la politique climatique à la réglementation bancaire, de la recherche militaire à la lutte contre l'évasion fiscale. En mesure de définir les premières étapes de la législation européenne, ces groupes, officiellement appelés « groupes d'experts », sont depuis longtemps dominés par l'industrie et ont souvent été critiqués pour leur manque de transparence et pour des situations de conflits d'intérêts.

Bien qu'en 2016 de nouvelles règles aient été introduites dans le but de résoudre certains de ces problèmes, les grandes entreprises conservent une position confortable lorsqu'il s'agit de participer à l'élaboration de la législation de l'Union européenne. Au sein des quelque 800 groupes d'experts, on estime que les représentants des intérêts privés représentent 70% des membres non-gouvernementaux. Certains groupes sont même entièrement composés de représentants des entreprises. Nos recherches ont montré que malgré une nouvelle politique relative à la publication des déclarations d'intérêts, moins de la moitié des experts des groupes que nous avons étudiés pouvaient être considérés exempts de conflits d'intérêts.

Les groupes d'experts soulèvent une question fondamentale : les industries qui essaient d'affaiblir et d'éviter les réglementations doivent-elles être impliquées dans leur élaboration ? De par une décision de l'Organisation mondiale de la santé, les lobbyistes du secteur du tabac n'ont plus le droit de participer à la définition des politiques de santé publique (Article 5.3 – cf. glossaire anti-jargon page 176), du fait des conséquences graves que cela pourrait avoir sur l'intérêt général.

Les habitués de l'évasion fiscale et leurs conseillers doivent-ils être impliqués dans l'élaboration de la politique fiscale de l'UE ? L'industrie automobile devrait-elle formuler la réglementation relative aux émissions ? Les plus gros pollueurs ont-ils leur mot à dire sur la politique climatique ? (Vous trouverez aussi des exemples d'implication abusive de l'industrie dans la conception de la réglementation dans l'encadré sur le Dieselgate page 45 et dans celui sur « les huit sages de la banque » page 133). La Commission manque cruellement d'expertise en interne mais elle doit mieux considérer où elle cherche cette expertise en externe et quel rôle elle donne à des structures ayant des intérêts établis lorsque l'intérêt public est en jeu.

## CENTRE ALBERT BORSCHETTE

**Rue Froissart 36 – parcours COMMERCE**

**Type : Lieu**

Albert Borschette était un diplomate et un écrivain luxembourgeois qui a travaillé comme commissaire de 1970 à 1976. Le bâtiment brutaliste qui porte son nom est un centre de conférences et un espace de réunions pour la Commission. Nombre de ses groupes consultatifs de conseils y tiennent leurs réunions.

## SHELL

**Rue Froissart 95 – parcours POLLUEURS**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 11 ETP**

**Dépenses en lobbying : 4,5 millions € - 4,75 millions € (2016)**

Shell, une multinationale du gaz et du pétrole, fréquente assidument les réunions de haut niveau organisées par la Commission sur la politique climatique et énergétique, et a été la quatrième structure du secteur privé à rendre le plus fréquemment visite aux commissaires Cañete et Šefčovič au cours des deux premières années de leur mandat.

Shell s'est rendue célèbre par de nombreux scandales, en particulier celui lié à ses activités dans la région du delta du Niger au Nigeria, où la firme a été accusée d'exacerber les conflits et les violations des droits humains des militants locaux du peuple Ogoni. Shell refuse aujourd'hui encore d'assumer ses responsabilités et de nettoyer les marées noires qu'elle a provoquées, sans parler de son implication dans un récent scandale de corruption massive dans le pays.

L'entreprise participe aussi à l'exploitation des sables bitumineux au Canada, une source d'énergie controversée car présentant l'empreinte carbone la plus élevée de tous les carburants fossiles, en plus de ses impacts dramatiques pour les communautés autochtones et leur territoire.

Shell est une habituée du « greenwashing » (voir glossaire anti-jargon) et des affirmations mensongères sur sa contribution à la lutte contre le changement climatique, alors que cette entreprise s'est acharnée à faire réviser à la baisse les objectifs de l'Union européenne en matière d'énergies renouvelables. En 2015, elle a lancé un appel d'offres pour la réalisation d'un film publicitaire destiné aux jeunes. Le film gagnant montrait deux végétaliens de la génération Y aux cheveux rose et bleu qui défendaient le gaz naturel comme solution au changement climatique, à la veille du sommet des Nations Unies sur le changement climatique de Paris.

Dans une correspondance électronique qui a été ensuite rendue publique, Shell avait écrit aux réalisateurs : « La prospection de pétrole dans l'Arctique ne doit PAS apparaître dans votre storyboard ». Shell est déterminée à nous convaincre qu'elle fait partie de la solution aux problèmes climatiques, alors que ses propres projections énergétiques affirment que l'on peut continuer à brûler des carburants fossiles indéfiniment.

## DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (DG SANTÉ)

**Rue Froissart 101**

**Type : Institution publique**

La DG Santé est le service de la Commission européenne chargé de la législation relative à la sécurité alimentaire, aux droits des consommateurs et à la protection de la santé publique. Elle traite de nombreux sujets polémiques tels que l'évaluation des risques et l'autorisation des OGM, une question au sujet de laquelle l'industrie des biotechnologies a mené un lobbying effréné. Cette industrie espère que les réglementations européennes ne s'appliqueront pas à la nouvelle génération de techniques d'ingénierie génétique. Pour ce faire, elle organise régulièrement des réunions et des présentations avec les responsables de la DG Santé et le commissaire en charge du dossier.

Une autre bataille de lobbying particulièrement virulente a été menée sur les perturbateurs endocriniens (cf. perturbateurs endocriniens, page 147). Les perturbateurs endocriniens peuvent interférer avec les systèmes hormonaux humains et sont présents dans de nombreux produits de la vie quotidienne, des pesticides aux plastiques, des cosmétiques aux ordinateurs et aux matériaux de construction. L'absence choquante d'action de la part de la Commission à leur sujet semble la conséquence du lobbying agressif de l'industrie, qui a empêché l'adoption de restrictions strictes. La DG Santé s'est réunie à de nombreuses reprises avec l'industrie pharmaceutique, souvent à huis clos, puisque les rencontres de lobbying avec les fonctionnaires de moindre niveau ne sont pas couvertes par les obligations de transparence.



## DAIMLER

**Rue Froissart 133**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 7,75 ETP**

**Dépenses en lobbying : 2,5 millions € - 2,75 millions € (2016)**

Daimler est une multinationale allemande du secteur automobile propriétaire ou actionnaire de nombreuses marques de véhicules, comme Mercedes-Benz. Impliqué dans le scandale du Dieselgate (cf. encadré sur le Dieselgate page 45), Daimler est un des principaux acteurs du lobbying automobile. La firme s'active sur toutes les propositions législatives qui peuvent impacter ses activités. Avec BMW et Porsche, Daimler a ainsi lancé une offensive de lobbying couronnée de succès visant à diluer et à retarder les objectifs contraignants de l'Union européenne en matière d'émissions de CO2 des voitures. Le groupe conserve des liens très étroits avec le gouvernement allemand (Eckart von Klaeden, un ancien conseiller d'Angela Merkel, est devenu lobbyiste pour Daimler en 2013), sur lequel il peut compter pour relayer fréquemment les positions de l'industrie à Bruxelles et écraser les politiques qui ne sont pas à leur goût. Daimler est également un généreux donateur de plusieurs partis politiques allemands.







Délaissions le secteur Schuman pour aller vers l'autre centre du quartier européen, en direction du Parc Léopold. C'est un couloir migratoire majeur pour plusieurs spécimens de fonctionnaires de l'Union européenne et de lobbyistes. Le territoire du parc abrite plusieurs bâtiments remarquables : la bibliothèque Solvay, par exemple, avec sa magnifique salle de conférences, a vu passer des célébrités comme Albert Einstein et Marie Curie. Elle est souvent louée par des multinationales pour organiser de somptueuses réceptions.

Dans les hauteurs du parc, tel une boule à facettes, s'élève un complexe postmoderne de bâtiments érigés pour la plupart dans les années 1990 et 2000, qui abritent le Parlement européen. Dans le bâtiment Paul Henri Spaak se trouvent la chambre des débats du Parlement, reconnaissable à sa forme de fer à cheval, et les bureaux de son président. Également surnommé « Caprice des Dieux » (nom donné par les Bruxellois qui le comparent à la boîte d'un célèbre fromage dont la forme évoque ce bâtiment), il est facilement reconnaissable à son dôme de verre. Alors que la majorité de ses travaux se déroule à Bruxelles, le Parlement est légalement tenu de conserver Strasbourg comme siège officiel et de faire sa transhumance mensuelle vers la capitale alsacienne pour y tenir ses sessions plénières d'une semaine.

Dans la rue qui sépare les deux principaux bâtiments du Parlement, la rue Wiertz, vous trouverez un monument à la gloire du lobbying des entreprises privées : un petit arbre planté par la Society of European Affairs Professionals (Société des professionnels des affaires européennes, ou SEAP). À ses côtés se dresse une pierre commémorative dédiée au rôle des lobbies dans la conception des politiques européennes. La SEAP est un des groupes de lobbying qui représentent les consultants en relations publiques et en lobbying actifs à Bruxelles. En 2005, quand le commissaire estonien, Siim Kallas, a lancé son initiative pour « ouvrir la boîte noire » et rendre plus transparentes les activités de lobbying, la SEAP a été fort contrariée et a insisté pour que toute règle applicable aux lobbyistes ne le soit que sur la base du volontariat.

À l'ouest du complexe parlementaire, vous arrivez à la Place du Luxembourg (ou « Plux » pour les initiés), l'un des principaux lieux de rencontre des eurodéputés et des lobbyistes, et un endroit incontournable pour la



part « sociale » du lobbying. La place est entourée de bars et de restaurants. En son centre se dresse la statue du magnat britannique du charbon, John Cockerill, portant l'inscription grandiloquente « père des travailleurs ». La nature interconnectée et complexe du lobbying à Bruxelles fait que l'influence peut s'exercer au-delà des limites des bureaux et est souvent plus efficace autour d'une bière. En effet, le « Pluxing », autrement dit le fait d'aller boire un verre sur cette place le jeudi soir après une dure journée de labeur, est une véritable institution pour les lobbyistes et leurs proies.

Les pouvoirs supplémentaires conquis par le Parlement dans les années 2000, en particulier grâce au traité de Lisbonne, ont conféré à cet endroit un attrait tout particulier aux yeux des firmes de lobbying à la recherche d'un lieu où installer leurs bureaux. Aujourd'hui, « Plux » est au coude à coude avec la place Schuman pour remporter le titre de « centre » du quartier européen. La construction de nouveaux espaces de bureaux a le vent en poupe dans cette partie de la ville, où plusieurs grands cabinets de conseil en lobbying, auparavant installés aux environs du siège de la Commission, ont déménagé pour se rapprocher du Parlement. Près du square de Meeûs et de la place du Luxembourg se trouvent deux rues importantes où de plus en plus de cabinets de conseil en lobbying et de bureaux de collectivités locales se sont récemment installés : la rue du Luxembourg et la rue Montoyer.





## PARLEMENT EUROPÉEN (PE)

**Rue Wiertz 43**

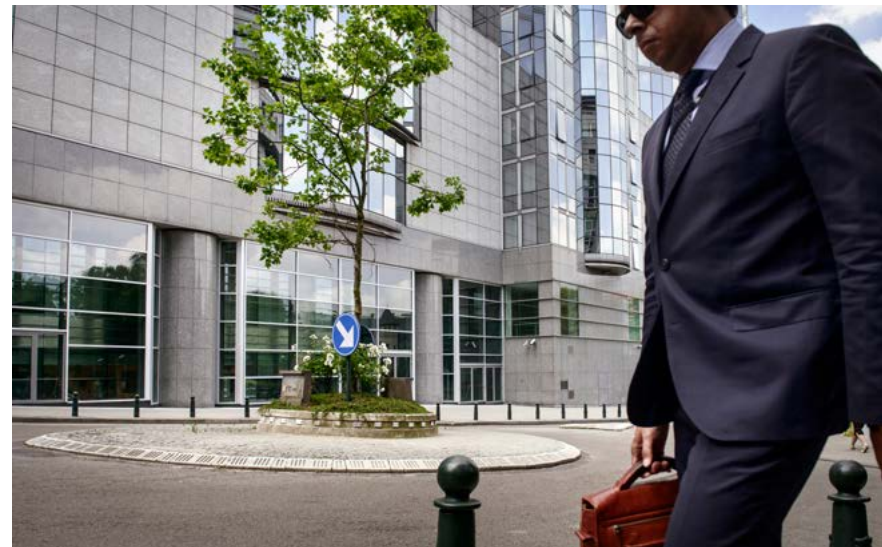
**Type : Institution publique**

Le Parlement européen est la seule institution de l'Union européenne élue depuis 1979 au suffrage direct. Il est composé de 751 membres, pour des mandats de cinq ans, qui constituent le plus grand corps électoral démocratique transnational de la planète. Les deux groupes les plus importants y sont actuellement le Parti populaire européen (PPE) et l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D). Leur importance numérique en fait les cibles privilégiées des lobbyistes sur la plupart des dossiers.

Bien qu'ils n'aient pas le droit de proposer des textes de loi (initiative législative), leur pouvoir législatif, qui leur permet de modifier les propositions de directives de la Commission européenne, fait des parlementaires européens une cible fondamentale pour les entreprises lorsqu'elles cherchent à imposer leur point de vue. Le nombre de lobbies ciblant les parlementaires européens a fortement augmenté au cours des dix dernières années. Leur méthode préférée, lorsqu'il s'agit d'influencer des propositions législatives, est de soumettre des amendements déjà rédigés aux eurodéputés.

Le nombre d'amendements est donc un bon indicateur de l'intensité du lobbying s'exerçant sur une décision du Parlement européen. Si leur nombre est très élevé, alors on peut souvent en déduire que plusieurs parlementaires ont soumis des amendements identiques, dont certains ont été rédigés par les lobbyistes eux-mêmes. Aussi incroyable que cela puisse paraître, lorsque le Parlement examinait la politique agricole de l'Union européenne (PAC), le nombre d'amendements a dépassé 8000, un record dans le genre ! La nouvelle réglementation relative aux fonds spéculatifs, proposée suite à la crise financière, a aussi donné lieu à une ribambelle d'amendements rédigés par les lobbyistes de la finance. En 2013, l'eurodéputé libéral belge Louis Michel a proposé à lui seul plus de 200 amendements à la législation européenne sur la protection des données, directement repris de représentants de l'industrie. Ce parlementaire a juré ses grands dieux qu'il n'était au courant de rien et a fait porter le chapeau à l'un de ses assistants, qui a été renvoyé sur le champ.

Les conflits d'intérêts liés aux emplois parallèles des députés européens posent également problème. Environ 250 législateurs de l'Union européenne sont rémunérés par ailleurs pour un travail extérieur, en sus de la rémunération qu'ils reçoivent pour leur mandat européen. Les emplois parallèles en tant qu'avocat, membre d'un conseil d'administration ou consultant sont particulièrement problématiques. Au parlement, les aller-retours entre secteur public et privé sont fréquents (cf. encadré sur les « portes tournantes » page 89 ainsi que le glossaire anti-jargon page 176). On ne compte plus les occasions sur lesquelles les eurodéputés et leurs conseillers ont sauté pour emmener avec



eux leur carnet d'adresses et leur savoir-faire dans des conseils d'administration d'entreprises et des cabinets de lobbying après avoir quitté leurs fonctions parlementaires.

Les groupes et les forums regroupant eurodéputés et milieux d'affaires constituent un espace privilégié au sein duquel les lobbyistes peuvent exercer leur influence. Ce sont des plateformes qui mettent en relation les parlementaires européens et les « parties prenantes intéressées » (entendez par là les représentants des industries) pour qu'ils se rencontrent et discutent de certaines questions spécifiques. Alors que les intergroupes officiels font l'objet d'une transparence (limitée) et de règles d'éthique spécifiques, les groupes et les forums informels ne sont tenus qu'à signer le Registre de transparence.

## GOOGLE

### **Chaussée d'Etterbeek 180 – parcours TECHNOLOGIE**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 8,25 ETP**

**Dépenses en lobbying : 4,25 millions € - 4,5 millions € (2015)**

Pas la peine de chercher cette entreprise sur un moteur de recherche ! Géant mondial de la technologie spécialisé dans les services liés à Internet, dans la publicité en ligne, dans la recherche sur Internet et dans l'informatique « en nuage », l'ambition à long terme de Google est ni plus ni moins que d'« organiser les informations mondiales et de les rendre accessibles et utiles à toutes et tous ».

Cette entreprise ne se distingue pas par son humilité. Google n'est pas installé de longue date dans le Bruxelles du lobbying, il est arrivé dans le quartier européen il y a peu, en même temps que d'autres entreprises technologiques de la Silicon Valley. Elles ont sorti le grand jeu, n'ont pas regardé à la dépense, ont débauché des initiés de l'Union européenne et les plus beaux spécimens de l'eurocratie, pour finir par battre le record du plus grand nombre de rendez-vous de lobbying avec le haut niveau de la Commission depuis 2014. Les entreprises du secteur technologique sont désormais en concurrence avec les géants de l'énergie et les grandes banques lorsqu'il s'agit d'afficher les plus gros budgets de lobbying.

Au cours des cinq dernières années, Google a déclaré une augmentation de 700% de ses dépenses de lobbying auprès de l'Union européenne. Il n'est pas surprenant de voir la réglementation relative à la protection des données en tête de ses priorités, le secteur technologique souhaitant pouvoir continuer à mettre son nez dans votre vie privée pour stocker secrètement les informations récupérées et finir par les vendre. Trois enquêtes anti-trust (entendez : pour monopole abusif) sont au cœur des activités de lobbying de Google auprès de la Commission : l'une portant sur sa régie publicitaire AdSense, l'autre sur son service de shopping et la dernière pour savoir si son système d'exploitation, Android, accorde un traitement préférentiel aux produits estampillés Google. L'entreprise risque des amendes allant jusqu'à 10% de son chiffre d'affaires mondial pour chacune de ces affaires, au cas où elle serait déclarée coupable de violation des règles concurrentielles de l'UE.

## HUAWEI TECHNOLOGIES

### **Chaussée d'Etterbeek 180 – parcours TECHNOLOGIE**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 7,25 ETP**

**Dépenses en lobbying : 2,8 millions € (2015)**

Récemment arrivé à Bruxelles, Huawei, le mastodonte chinois de la technologie, est le plus grand fabricant d'équipements de télécommunication au monde. Il est désormais en bonne position parmi les firmes privées qui dépensent le plus en lobbying à Bruxelles. Cette entreprise a bouclé sa stratégie en embauchant ces dernières années via les fameuses « portes tournantes ». En 2013, Huawei a ainsi engagé comme conseiller Serge Abou, ancien ambassadeur de l'Union européenne en Chine. Se faisant l'écho de la stratégie d'influence « douce » de Google, cette entreprise organise régulièrement des cocktails et des événements qui réunissent la fine fleur du microcosme bruxellois.

## REPRÉSENTATION BAVAROISE

**Rue Wiertz 77**

**Type : Institution publique**

Niché entre le Parlement européen et le bâtiment du Comité des régions, un château construit en 1903 hébergeait jadis un institut de lutte contre la rage et de recherches bactériologiques. Aujourd'hui, on peut lire sur la plaque qui orne le portail, « Représentation du Land libre de Bavière auprès de l'Union européenne ».

Aussi surnommé « Schloss Neuwahnstein », un jeu de mots faisant référence à sa somptueuse énormité (nous vous renvoyons à vos amis allemands pour apprécier le calembour), cet ensemble impressionnant accueille régulièrement des réceptions et des cocktails de lobbying où sont servis, comme on peut s'y attendre, bière, bretzels et saucisses bavaroises. Tous les deux ans, la Représentation et l'Association des industries bavaroises organisent ensemble la version bruxelloise de l'Oktoberfest de Munich sur la place Jourdan, voisine du château. 1700 lobbyistes et célébrités politiques accourent à cet événement en costume traditionnel bavarois, rien de moins !

La Bavière, le plus grand et le plus riche Land d'Allemagne, a été l'une des premières régions de l'Union européenne à installer une représentation permanente à Bruxelles. On en compte actuellement 250 dans les limites du quartier européen ou en dehors, défendant les intérêts de villes et de régions du vieux continent. Beaucoup sont de petites structures, contrairement à la représentation bavaroise, qui compte un personnel plus nombreux (30) que certaines représentations nationales pour représenter les intérêts de sa région de ses industriels, comme BMW (Bayerische Motoren Werke, en français « Manufacture bavaroise de moteurs »), qui organise régulièrement des concerts de musique classique dans les locaux de la représentation.

## NEW BREEDING TECHNIQUES (NBT) PLATFORM

Rue Belliard 199

Type : Autre

Nombre de lobbyistes déclarés : 0,5 ETP

Dépenses en lobbying : 50 000 € - 100 000 € (2015)

La réglementation européenne relative à la culture et à l'utilisation des OGM est depuis longtemps une épine dans le pied du secteur des biotechnologies. Leurs lobbyistes sont constamment sur la brèche pour trouver de nouvelles occasions de réinterpréter les règlements, y compris la définition même d'un OGM, dans le but de ne pas soumettre leurs nouvelles techniques d'ingénierie génétique à leur champ d'application.

Pour faire valoir son point de vue, l'industrie a conçu une boîte à outils spécialisée pour faire du lobbying à l'échelle de l'Union européenne, la New Breeding Techniques Platform (« Plateforme sur les nouvelles techniques de sélection »), dont la mission est d'exclure le plus de techniques d'ingénierie génétique possibles des réglementations européennes. La New Breeding Techniques Platform se présente comme « une coalition de PME, de l'industrie dans son ensemble et d'éminents instituts universitaires et de recherche, qui œuvrent pour éclairer le débat européen relatif aux nouvelles techniques d'amélioration génétique ». Gérée par le cabinet de conseil en relations publiques et en lobbying Schuttelaar & Partners (voir entrée suivante), la plate-forme compte Syngenta, le grand manitou suisse de l'agroindustrie, parmi ses membres.

## SCHUTTELAAR & PARTNERS

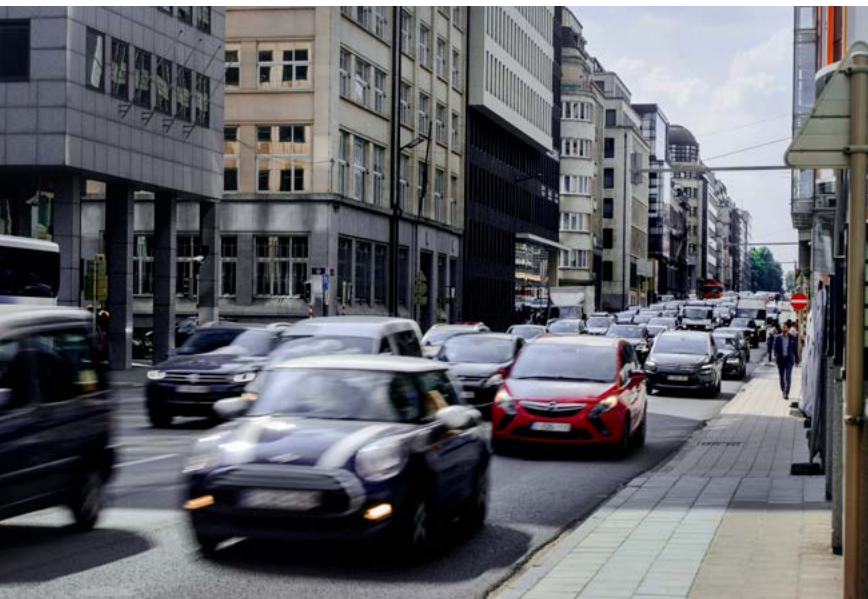
Rue Belliard 199

Type : Conseil en relations publiques et lobbying

Nombre de lobbyistes déclarés : 2 ETP

Dépenses en lobbying : 100 000 € - 200 000 € (2015)

« Le monde qui nous entoure est magnifique » s'exclame Schuttelaar & Partners sur son site Internet. La spécialité de ce cabinet néerlandais de conseil en relations publiques et en lobbying est cependant bien plus sombre que les lieux communs qu'il déclame, comme « le monde est fragile et nous devons travailler dur pour jeter les fondations de notre avenir ». Ces dernières années, Schuttelaar a présidé la Plateforme sur les nouvelles techniques de sélection (cf. entrée précédente) et coordonné ses activités de lobbying pour s'assurer que les nouveaux OGM n'entrent pas dans le champ de la réglementation. Schuttelaar travaille depuis longtemps pour les acteurs de l'industrie de la biotechnologie (Syngenta, Bayer CropScience, Dow AgroSciences et le lobby des biotechnologies EuropaBio) et ne s'est pas gêné pour organiser des campagnes au profit des secteurs industriels les plus nuisibles : sa première victoire a été de duper les décideurs politiques pour qu'ils autorisent Monsanto à inonder le marché européen avec son soja génétiquement modifié.



## EUROPEAN ASSOCIATION OF DAIRY TRADE (EUCOLAIT)

Rue Belliard 199

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 3 ETP**

**Dépenses en lobbying : 100 000 € - 200 000 € (2015)**

Le producteur laitier européen lambda est préoccupé par les menaces que peut entraîner le TTIP/Tafta, accord de libre échange entre les États-Unis et l'Union européenne : la délocalisation de la production en dehors de l'Union européenne, la concurrence déloyale provoquée par un nivellement par le bas des normes, ou encore l'arrivée de produits nocifs dans les rayons des supermarchés, qui entameraient la confiance des consommateurs dans les produits laitiers. Pourtant Eucolait, le lobby des négociants en produits laitiers, ne partage pas ce point de vue. Il voit le TTIP/Tafta d'un œil positif et applaudit les attaques qu'il implique sur les normes européennes. En 2013, il déclarait que plusieurs « barrières sanitaires et techniques au commerce devraient disparaître.... Dans l'idéal, le TTIP/Tafta devrait se conclure par une reconnaissance mutuelle des deux systèmes de sécurité alimentaire, les rendant équivalents ou comparables. »

## EUROPEAN PUBLIC POLICY ADVISERS (EPPA)

Place du Luxembourg 2-3

**Type : Conseil en relations publiques et lobbying**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 15 ETP**

**Dépenses en lobbying : 800 000 € - 900 000 € (2016)**

Avez-vous déjà rêvé de piloter la « quadruple hélice de l'innovation et de la compétitivité » ? Ne cherchez plus : avec EPPA, vous y arriverez ! EPPA mène des actions de lobbying pour des super clients comme Japan Tobacco International, et des géants du secteur chimique comme Bayer et Sumitomo. Ses activités se sont surtout focalisées sur le TTIP/Tafta, avec le lancement d'un outil de suivi des accord commerciaux européens pour livrer à ses clients les dernières confidences sur le déroulement des négociations secrètes.

## RESTAURANT MAISON DU LUXEMBOURG

Rue du Luxembourg 37

**Type : Lieu**

Tout comme les multinationales essaient vers le Luxembourg pour fuir la pression fiscale, les lobbies se précipitent dans les petits restaurants comme la Maison du Luxembourg pour fuir les oreilles indiscrettes et faire une pause au paradis du grignotage, de l'information et des ragots. Ce restaurant, qui s'efforce de travailler avec des ingrédients largement issus de l'agriculture biologique (ce qui n'empêche pas le lobby des pesticides de l'utiliser à l'occasion) est un lieu apprécié des lobbyistes qui cherchent à boire et à manger avec les décideurs politiques lors d'un déjeuner de « travail ». Il incarne le côté mondain du lobbying.

Ces déjeuners sont au centre des jeux d'influence bruxellois, les consultants cherchant à attirer hors de leurs bureaux les fonctionnaires pour les nourrir de leurs priorités, sous couvert de bons plats et de vins fins. Qui plus est, discuter dans un restaurant ou dans un bar se révèle souvent aussi utile qu'une réunion formelle dans les bâtiments institutionnels. La valeur ajoutée ? Ces rencontres passent plus facilement sous le radar du registre officiel des réunions de la Commission.

## CABINET DN

Rue d'Arlon 25

**Type : Conseil en relations publiques et lobbying**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 30 ETP**

**Dépenses en lobbying : 3,25 millions € - 3,5 millions € (2015)**

Ce cabinet de lobbying déclare apporter son aide à « la définition des politiques de l'Union européenne à tous les niveaux ». Les « portes tournantes » y fonctionnent à plein régime (cf. encadré sur les « portes tournantes » p. 89 et le glossaire p. 176) puisque l'ancien « taoiseach » (premier ministre) irlandais et l'ex-ambassadeur de l'Union européenne à Washington, John Bruton et John Purvis, les ont empruntées pour rejoindre le Cabinet DN après avoir quitté le Parlement européen en 2009. Purvis préside Financial Future, une structure de lobbying pour le secteur financier, dont les fonctions de secrétariat sont assumées par le Cabinet DN et qui leur rapporte plus de 100 000 € chaque année. Cabinet DN compte parmi ses clients de grandes entreprises comme Viacom, Starbucks, Accenture, Microsoft et Facebook.



## EUTOP

**Rue d'Arlon 15 – parcours TABAC**

**Type : Conseil en relations publiques et lobbying**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 11,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 2,25 millions € - 2,5 millions € (2016)**

EUTOP est une agence de lobbying basée à Berlin. Elle fait partie des lobbies les plus actifs auprès de la DG FISMA (cf. p. 125), même si à l'époque elle n'apparaissait pas dans le Registre de transparence (où elle n'est enregistrée que depuis décembre 2016). Preuve que l'interdiction de rencontrer des lobbyistes non enregistrés devrait être élargie pour s'appliquer à tous les fonctionnaires de la Commission, et qu'il est impératif de remplacer le système actuel basé sur le volontariat par un registre légalement contraignant. EUTOP compte parmi ses clients British American Tobacco et Airbus.



## UNILEVER

**Rue d'Idalie 9-13**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 2 ETP**

**Dépenses en lobbying : 300 000 € - 400 000 € (2016)**

Bienvenue chez le plus grand producteur d'aliments tartinables au monde ! L'influence d'Unilever s'étale dans toutes les couches du mille-feuilles politique bruxellois, avec un lobbying concernant toutes les réglementations qui pourraient affecter ses marques phare telles que Lynx, Dove, Flora, Knorr, Lipton, Magnum ou Surf. Unilever cherche à imposer ses priorités en matière d'industrialisation agricole à travers plusieurs lobbies sectoriels (comme le Cefic, cf. p. 146), où les multinationales peuvent mutualiser leur poids économique pour exercer une influence encore plus forte. Unilever agit également par le biais de FoodDrinkEurope (cf. p. 54), structure bien connue pour ses efforts visant à faire abandonner un système d'étiquetage des aliments et des boissons clair et compréhensible pour les consommateurs, et pour son lobbying en faveur du TTIP/Tafta. Au cours de la phase préparatoire du TTIP/Tafta, les lobbyistes de l'agro-industrie ont eu des contacts encore plus fréquents avec la Commission que ceux des secteurs pharmaceutique, chimique, financier et automobile réunis.

Unilever exerce aussi son lobbying par l'entremise de l'International Life Sciences Institute (ILSI – cf. p. 143), co-fondé par Coca-Cola, Heinz, Fraft, General Foods et Procter & Gamble dans le but de rapprocher les scientifiques de l'industrie et ceux travaillant dans les instances réglementaires. Ces alliances fort utiles peuvent ensuite aider à influencer les législations qui touchent aux intérêts économiques.



## RWE

**Rue d'Idalie 9-11 – parcours POLLUEURS**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 5,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 2 millions € (2016)**

RWE s'est rendue célèbre pour s'être réclamée de l'économie verte au moment même où elle faisait du lobbying pour que ses centrales au charbon et au pétrole puissent rester ouvertes. Cette multinationale allemande fournit de l'électricité à plus de 20 millions de personnes en Europe, et du gaz à 10 millions. Ses centrales électriques et ses mines de charbon à ciel ouvert en font le premier émetteur de dioxyde de carbone du continent.

Durant l'été 2015, plus d'un millier de militants du climat de toute l'Europe sont descendus dans l'une des mines de lignite à ciel ouvert de RWE. Le charbon est la première source d'émissions de gaz à effet de serre, responsables du changement climatique, et le lignite est particulièrement polluant. Sous la bannière « Ende Gelände » ( « Ici et pas plus loin »), les activistes ont fait cesser toute activité sur le site en bloquant les excavatrices longues de 220 mètres.

La même année, l'eurodéputée Birgit Collin-Langen a démissionné de son emploi au sein d'un comité consultatif de RWE à cause d'un risque de conflits d'intérêts avec son mandat dans la Commission de l'environnement et de la santé publique du Parlement européen.

## FÉDÉRATION EUROPÉENNE DES ASSOCIATIONS ET DES INDUSTRIES PHARMACEUTIQUES (EFPIA)

Rue du Trône 108

Type : Association professionnelle

Nombre de lobbyistes déclarés : 15,25 ETP

Dépenses en lobbying : 5 528 906 € (2016)

L'EFPIA est le principal lobby de l'industrie pharmaceutique auprès de l'Union européenne. Il comprend des géants du secteur, comme GlaxoSmithKline, Pfizer, Eli Lilly, Astra Zeneca, Johnson & Johnson, Novartis et Sanofi, et multiplie les rendez-vous avec la Commission européenne.

Un exemple flagrant de son influence est l'Initiative médicaments innovants (IMI), un partenariat public-privé entre la Commission et l'EFPIA lancé en 2008 et doté d'un budget de plusieurs milliards d'euros (la Commission finance, l'industrie amène ses chercheurs et ses laboratoires). Son objectif déclaré est d'accélérer le développement de médicaments meilleurs et plus sûrs, et de promouvoir l'innovation. En 2015, une enquête menée par *Der Spiegel* et *De Standaard* est arrivée à la conclusion que les milliards déjà investis par l'Union européenne dans l'IMI tenaient plus de la subvention massive à Big Pharma que du coup de pouce à la recherche médicale.

Pourtant, les intentions et les motivations du secteur pharmaceutique ne semblent pas remises en cause par les décideurs politiques. Le but du lobbying de l'industrie pharmaceutique est d'aplanir le terrain pour le développement de ses médicaments et soutenir son modèle économique, depuis la recherche-développement jusqu'aux essais cliniques et à l'autorisation de mise sur le marché. Une vision qui remet sérieusement en question l'accès du public à des médicaments abordables, la recherche sur des pathologies « non rentables », la sûreté des médicaments et la transparence des données relatives aux essais cliniques.

## BRITISH AMERICAN TOBACCO (BAT)

Rue d'Arlon 80 – parcours TABAC

Type : Entreprise

Nombre de lobbyistes déclarés : 2,25 ETP

Dépenses en lobbying : 2,25 millions € - 2,5 millions € (2015)

L'une des cinq plus grandes multinationales du tabac, British American Tobacco (BAT) possède notamment les marques Lucky Strike, Kent, Pall Mall, Benson & Hedges et Rothmans. En 2012 et 2013, elle a mené un lobbying agressif contre la directive sur les produits du tabac de l'Union européenne, publiant une étude d'impact qui ne s'intéressait qu'aux conséquences économiques et exagérait les pertes d'emploi tout en passant sous silence les avantages de la directive en termes de dépenses de santé. En 2015, la BBC a révélé que BAT a versé des pots-de-vin aux

responsables gouvernementaux de certains pays africains afin de faire échouer le traité international anti-tabac des Nations-Unies.

Cette entreprise a eu une stratégie de long terme dans le lobbying bruxellois. L'initiative « Mieux légiférer » (cf. glossaire anti-jargon, p. 176) est un rêve devenu réalité pour les grands cigarettiers, qui peuvent utiliser les études d'impact sur les entreprises pour retarder les législations antitabac. Pendant des dizaines d'années, BAT a réclamé ce type d'évaluation afin de s'assurer que les risques pour son bénéfice net restent au cœur des préoccupations et des décisions politiques. Elle se pensait en mesure, du fait de son pouvoir d'influence, de rendre extrêmement compliquée la mise en place de régulations pouvant nuire à ses bénéficiaires. Tout ceci faisait également partie d'un plan visant à vaincre le « principe de précaution » dans l'élaboration des législations européennes, parce que celui-ci donne la priorité à la réduction des risques, avec pour conséquence l'adoption de restrictions ou d'interdictions de certaines formes de consommation du tabac dans le but d'en réduire les dégâts en termes de santé publique.

BAT est également active dans le domaine de la politique commerciale de l'Union européenne. En 2015, la Commission s'est livrée à un exercice de dissimulation en refusant de divulguer le détail des rencontres entre ses fonctionnaires et le secteur du tabac dans le cadre des négociations du TTIP/Tafta. Des membres de la Commission avaient rencontré et échangé avec des lobbyistes de British American Tobacco et Philip Morris. Cependant, nous n'en avons pas appris beaucoup plus des documents auxquels nous avons pu avoir accès. La totalité ou presque des informations, dont les noms des fonctionnaires et des lobbyistes des cigarettiers présents lors de ces rencontres, les questions abordées, les dates de certaines réunions et même les numéros de page, avaient été expurgés !

L'article 5.3 (cf. glossaire anti-jargon page 176) de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac (dont l'Union européenne est signataire) impose pourtant une quasi absence de contact entre les lobbyistes du tabac et les législateurs, et une transparence totale lorsque de tels contacts auraient lieu.

BAT est membre d'une ribambelle de lobbies, chambres de commerce, think-tanks, réseaux professionnels et autres groupes paravents, dont l'American Chamber of Commerce (Chambre de commerce américaine), la British Chamber of Commerce (Chambre de commerce britannique), BusinessEurope, l'European Policy Centre, le European Risk Forum, la European Smoking Tobacco Association (Association européenne des fumeurs de tabac) ou encore le European Smokeless Tobacco Council (Conseil européen du tabac sans fumée).



## PHILIP MORRIS

**Rue Montoyer 51 – parcours TABAC**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 2,25 ETP**

**Dépenses en lobbying : 900 000 € - 1 million € (2015)**

Philip Morris International (PMI) est un cigarettier états-unien qui possède notamment la marque Marlboro. Au niveau mondial, le tabac est la plus importante cause évitable de décès, et sa vente fait de plus en plus l'objet de restrictions gouvernementales. Philip Morris doit maintenir un lobbying substantiel, à Bruxelles et ailleurs, pour protéger son modèle économique meurtrier.

Cette multinationale n'a pas peur de se salir les mains pour écraser tout ce qui pourrait menacer ses bénéfices : en 2010, Philip Morris a traîné l'Uruguay devant un tribunal d'arbitrage privé pour exiger des compensations suite à l'adoption par ce pays d'une législation anti-tabac qui, selon les allégations de l'entreprise, menaçait ses « marques de cigarettes et ses investissements dans ce pays » (cf. ISDS, mécanisme d'arbitrage pour le règlement des différends entre investisseurs et États, pour en savoir plus cf. p. 178). Le cigarettier a aussi contesté juridiquement en 2011 la loi australienne obligeant à vendre le tabac dans des paquets neutres.

À Bruxelles, PMI s'est trouvé au centre d'un scandale lié aux « portes tournantes », lorsqu'il a été révélé qu'un ancien haut fonctionnaire de la Commission, Michel Petite, s'occuperait de lobbying pour le compte de l'industrie du tabac dans le cadre de son nouveau poste au sein du cabinet d'avocats international Clifford Chance, qui comptait Philip Morris parmi ses clients. À l'époque, Michel Petite présidait également un comité d'éthique interne de la Commission européenne chargé d'examiner les cas de « portes tournantes ». Soumis à de fortes pressions de la part des ONG, des eurodéputés et du médiateur européen, Michel Petite a discrètement démissionné pour être remplacé.

En 2013, des documents internes à Philip Morris décrivant sa stratégie de lobbying ont été rendus publics. L'objectif de l'entreprise était alors d'influencer la révision de la directive européenne sur les produits du tabac, un texte législatif qui renforçait la réglementation relative à la fabrication des produits à base de tabac et à leur commercialisation sur le marché de l'Union européenne. Selon ces documents fuités, Philip Morris avait rencontré plus de 233 eurodéputés, malgré l'absence totale d'ambiguïté du cadre onusien de référence en la matière qui indique expressément que les contacts avec les lobbyistes de l'industrie du tabac doivent se limiter au strict nécessaire. Les documents révélaient également le recours de Philip Morris à la tactique de lobbying controversée des « tierces parties », consistant à faire des syndicats ou des buralistes les porte-parole des intérêts des industriels.

En 2015, la Commission a été accusée de dissimulation après avoir censuré des informations relatives aux rencontres entre ses fonctionnaires et les cigarettiers au cours des négociations sur le TTIP/Tafta (cf. l'entrée précédente).



## MICROSOFT

**Rue Montoyer 51 – parcours TECHNOLOGIE**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 8,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 4,25 millions € - 4,5 millions € (2015/2016)**

Microsoft, géant états-unien du logiciel propriétaire, a été la cible d'accusations (largement justifiées) d'abus de position dominante par la Commission européenne. Depuis une dizaine d'années, cette entreprise consacre au lobbying un des plus gros budgets de la place bruxelloise. Microsoft et les autres grands noms du secteur ont facilement et régulièrement accès aux hauts fonctionnaires chargés de régler l'économie numérique en Europe.

L'astroturfing (cf. p. 176), tactique permettant aux entreprises de se dissimuler derrière un nom anodin ou une coalition de façade pour accroître leur influence, fait partie des stratégies utilisées par l'industrie technologique. La European Privacy Association (Association européenne pour la vie privée, cf. p. 91) par exemple, dont le nom pourrait facilement laisser croire qu'il s'agit d'une organisation œuvrant à la protection de la vie privée, a été forcée d'admettre en 2013 que Google, Microsoft et Yahoo faisaient partie de ses soutiens.

## HILL & KNOWLTON (H&K)

**Rue Montoyer 51 – parcours TABAC**

**Type : Conseil en relations publiques et lobbying**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 13,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 3 millions € - 3,25 millions € (2015)**

La branche bruxelloise de ce cabinet international de conseil en relations publiques figure parmi les plus grosses structures de ce type dans le microcosme européen. Fondé aux États-Unis dans les années 1920, H&K compta parmi ses premiers clients les grands cigarettiers, pour lesquels il a élaboré la « stratégie du doute » visant à entretenir l'incertitude sur toute preuve scientifique établissant un lien entre cancer du poumon et fumée de cigarette.

Cette agence de taille mondiale a également été critiquée pour avoir tenté de redorer le blason de gouvernements accusés de violer les droits humains, comme l'Indonésie, la Turquie et l'Ouganda. À Bruxelles, H&K a aussi assuré la promotion de Nord Stream, rejeon du gazier russe Gazprom, et d'Avril, multinationale française des agrocarburants. H&K a également facilité la tâche de la Trade Secrets & Innovation Coalition (« Coalition pour l'innovation et le secret des affaires»), une association professionnelle qui a oeuvré à l'élaboration d'une directive européenne, adoptée en juin 2016, relative à la protection des « secrets d'affaires ». La directive propose une définition si large de ces derniers, et des exceptions si limitées, que le travail d'enquête des journalistes et des lanceurs d'alerte peut s'en trouver sérieusement menacé alors que les obligations de transparence des entreprises, et l'accès aux données qu'elles fournissent aux régulateurs pour l'évaluation de la dangerosité de leurs produits, s'en trouveraient drastiquement limitées.

## BANK OF NEW YORK MELLON (BNY MELLON)

**Rue Montoyer 46**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 1,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 800 000 € - 900 000 € (2016)**

Cette multinationale de la gestion d'actifs et des services de courtage est née juste avant la crise financière de 2008, suite à la fusion de Bank of New York (la plus vieille entreprise bancaire des États-Unis) et de la Mellon Financial Corporation. Les domaines d'intérêt stratégiques de l'équipe de lobbyistes de BNY Mellon sont les services financiers, la fiscalité, le commerce et le marché intérieur.

En 2010, l'ancien commissaire européen Charlie McCreevy, qui avait été en charge de la (dé)réglementation des marchés des produits dérivés, a intégré l'unité de vente des produits dérivés de BNY Mellon. Et ce malgré la déclaration de ce même McCreevy, l'année précédente, affirmant que « nous ne devons

pas devenir captifs de ceux qui disposent des plus gros budgets de lobbying ou des lobbyistes les plus convaincants ». Il avait terminé son mandat à la Commission depuis un peu plus d'un an, et n'avait donc plus besoin de l'accord de cette institution (il n'a d'ailleurs pas cherché à l'obtenir). McCreevy, avec neuf autres directeurs, a quitté BNY Mellon en octobre 2012, mais il est impossible de savoir quelles informations obtenues dans le cadre de ses responsabilités publiques il a pu divulguer à cette banque.

## INTERNATIONAL BUSINESS MACHINES (IBM)

**Rue Montoyer 10**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 5,75 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1,75 million € – 2 millions € (2016)**

IBM fabrique du matériel et des programmes informatiques, et offre également des services dans des domaines allant des serveurs centraux à la nanotechnologie. Partisan actif du TTIP/Tafta, IBM a régulièrement accès aux négociateurs et aux décideurs politiques de l'Union européenne chargés des dossiers de l'économie numérique et du marché unique.

En 2015 et en 2016, IBM faisait partie des dix premières entreprises affichant le plus grand nombre de réunions avec les commissaires européens et d'autres hauts fonctionnaires de la Commission. De l'autre côté de l'Atlantique, le non moins influent patron d'IBM, Ginni Rometty, siège au Business advisory council (Conseil consultatif des entreprises) du président états-unien Donald Trump (dissous en août 2017).

## AUTOUR DU SQUARE DE MEEÛS

### CABINETS D'AVOCATS ET AGENCES DE LOBBYING

1. Burson-Marsteller
2. Fleishman-Hillard
3. Hogan Lovells
4. Red Flag

### INSTITUTIONS PUBLIQUES

5. Direction générale pour la recherche et l'innovation (DG RTD)

### ENTREPRISES

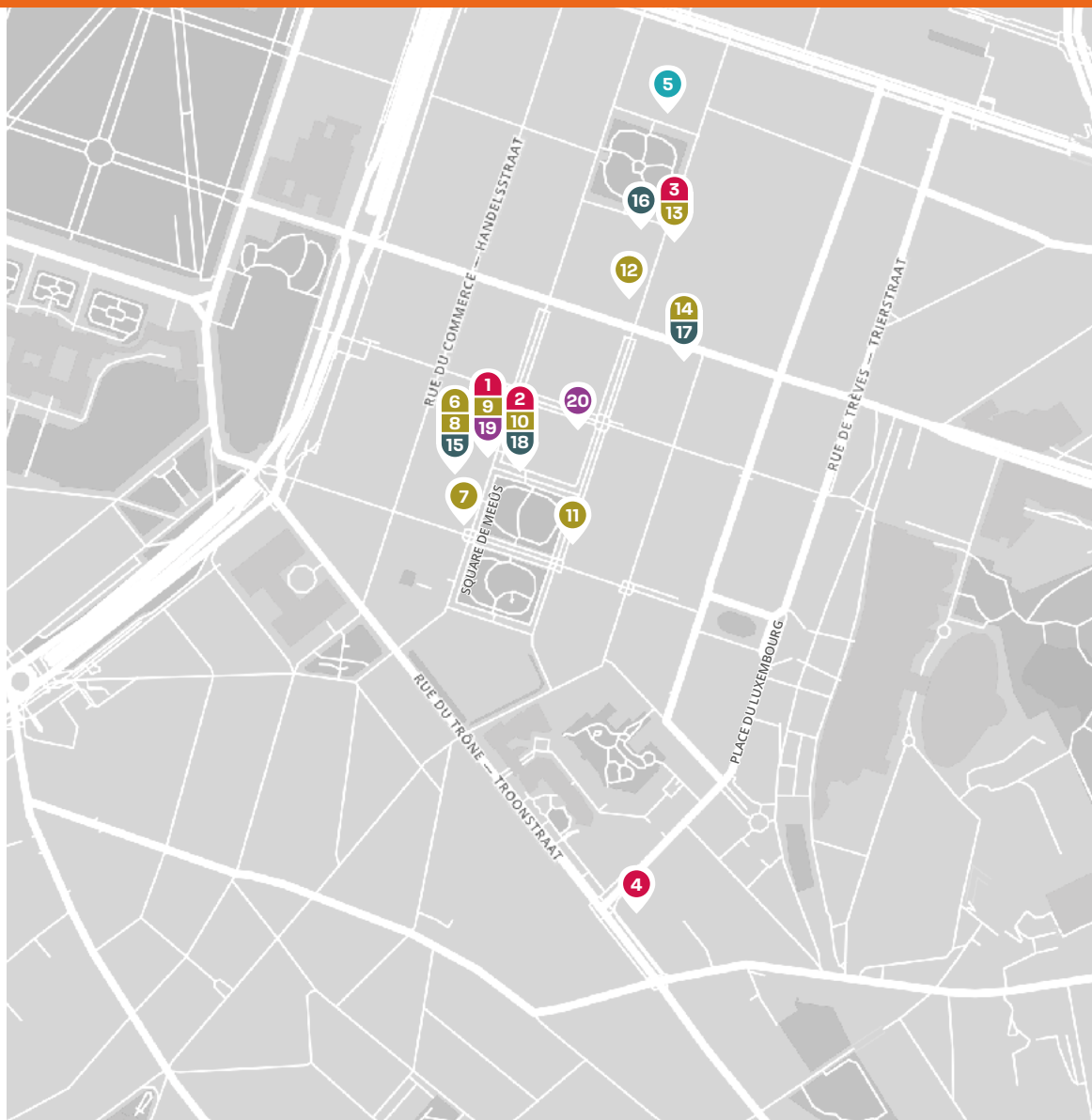
6. Goldman Sachs
7. Bayer
8. Bank of America
9. Merrill Lynch
10. GlaxoSmithKline
11. BlackRock
12. HSBC
13. Barclays
14. Apple
15. BASF

### ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

15. Association internationale des swaps et dérivés (ISDA)
16. Confederation of British Industry (CBI)
17. Association allemande de l'industrie automobile (VDA)
18. GasNaturally

### THINK TANKS

19. European Privacy Association (EPA)
20. Friends of Europe





## BAYER

### Square de Meeûs 40

Type : Entreprise

Nombre de lobbyistes déclarés : 12,25 ETP

Dépenses en lobbying : 1 948 000 € (2016)

Au moment où nous écrivons ces lignes, Bayer s'est lancé dans une tentative de fusion-acquisition avec Monsanto, le géant états-unien des OGM, pour un montant de 66 milliards de dollars. Cette entreprise allemande du secteur chimique et pharmaceutique est une vieille habituée des polémiques et cela ne semble pas près de changer. Depuis les prescriptions d'héroïne contre la toux aux enfants de la Belle Époque aux plus récentes tentatives de faire adopter une réglementation plus souple en matière d'OGM et de pesticides en Europe, Bayer semble incapable de résister à la tentation de s'engager dans les dossiers politiques les plus brûlants.

Acteur dominant du marché des pesticides néonicotinoïdes, Bayer a fait feu de tout bois contre les études scientifiques concluant à la nocivité potentielle de ses produits pour les populations d'abeilles. Les pesticides aux néonicotinoïdes sont absorbés par les plantes au cours de leur croissance et peuvent se retrouver dans leur nectar et leur pollen, par le biais desquels ils sont susceptibles d'affecter et tuer les insectes pollinisateurs.

Aux côtés d'autres producteurs de pesticides, Bayer et le lobby de l'industrie des pesticides (l'Association européenne pour la protection des cultures, cf. p. 144) ont mené un lobbying intense contre les projets de l'Union européenne sur les « néonics ». De la même manière, l'industrie a organisé une levée de boucliers contre les menaces d'interdiction des perturbateurs endocriniens (cf. p. 147) qui se retrouvent dans des produits de la vie quotidienne. Ces substances chimiques interagissent avec notre système hormonal et sont soupçonnées d'être la cause de troubles graves de la santé et d'impacter profondément l'environnement.

Parmi les méthodes de lobbying employées autour des perturbateurs endocriniens, on trouve : des tentatives d'intimidation, des tactiques dilatoires, des stratégies visant à jeter le discrédit sur des études scientifiques, ou encore le recours aux négociations du TTIP/Tafta comme levier pour empêcher l'Union européenne de restreindre leur utilisation.

Principalement entourée d'imposants immeubles de bureaux vitrés, avec encore quelques façades de pierre impressionnantes, cette place doit son nom à un banquier belge du XIXe siècle, Ferdinand de Meeûs. C'est aujourd'hui un lieu de lobbying couru et le prix du mètre carré est monté en flèche depuis le Traité de Lisbonne, qui donne plus de pouvoirs au Parlement européen tout proche.

## BANK OF AMERICA MERRILL LYNCH

**Square de Meeûs 38/40**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 2,75 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1,25 million € - 1,5 million € (2016)**

Bank of America Merrill Lynch est la filiale bancaire de services aux entreprises et d'investissement de la Bank of America. Quelques mois après avoir terminé son mandat de commissaire européenne à la société numérique, Neelie Kroes a été embauchée comme conseillère par Bank of America Merrill Lynch. 18 mois plus tard, elle a accepté d'autres missions pour Salesforce, société spécialisée dans les données, et pour Uber, société de transport à la demande adepte de l'optimisation fiscale (cf. « portes tournantes », page 93).

La multiplication des emplois acceptés par l'ex-commissaire Kroes prouve que l'interdiction faite aux anciens membres de la Commission de rentrer au service d'une entreprise privée travaillant dans un secteur lié à leur mandat européen au cours des 18 mois suivant la fin de ce mandat est loin d'être suffisante. Kroes avait pourtant déclaré au *Wall Street Journal* à l'occasion de sa première nomination à la Commission européenne en 2004 qu'elle « promettait de ne jamais travailler dans le secteur privé après son mandat de cinq ans à la Commission ».

## ASSOCIATION INTERNATIONALE DES SWAPS ET DÉRIVÉS (ISDA)

**38/40 Square de Meeûs**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 2,5 millions € - 2,75 millions € (2015)**

L'ISDA est l'association professionnelle des acteurs des marchés financiers actifs dans le secteur des produits dérivés de gré à gré. Dans la finance, les dérivés sont une manière de parier sur la fluctuation future de la valeur d'un produit, et un swap, ou échange financier, est un contrat d'échange d'un instrument financier contre un autre instrument financier. Comme on peut s'y attendre, l'ISDA concentre son lobbying sur les réglementations relatives au secteur financier, et ses membres sont de grandes firmes comme Deutsche Bank, Barclays, Goldman Sachs, JPMorgan et Morgan Stanley.

Lorsque la régulation des instruments dérivés a été mise à l'ordre du jour de l'Union européenne suite aux crises financières et alimentaires de la fin des années 2000, il a semblé un moment que des mesures seraient prises pour juguler la spéculation scandaleuse sur les produits agricoles qui pouvait littéralement affamer les populations en jouant sur la volatilité du prix des aliments. Nombre de grandes banques membres de l'ISDA sont tristement réputées pour leur implication dans cette spéculation. L'ISDA a finalement réussi à s'assurer le contrôle

du « groupe d'experts sur les produits dérivés » mis sur pied par la Commission et chargé de se pencher sur cette question. En revanche, la Commission a laissé sur la touche tous ceux que cette spéculation frappait de plein fouet, notamment les agriculteurs et les consommateurs.

L'ISDA, « expert » qui conseille ainsi régulièrement la Commission sur de nombreux dossiers liés à la fiscalité, a récemment sonné le rappel des troupes pour s'opposer aux propositions de l'Union européenne en faveur d'une taxation des transactions financières.

## GOLDMAN SACHS

**Square de Meeûs 38/40 – parcours FINANCE**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 2 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1 million € - 1,25 million € (2016)**

Goldman Sachs est un titan mondial de la banque d'investissements et des services financiers. Sa réputation de prédateur impliqué dans des scandales de grande envergure n'est plus à faire. Pour ne citer qu'un exemple, à la veille de la crise des subprimes de 2008, Goldman Sachs a su tirer profit de la chute des obligations hypothécaires en vendant à découvert des titres adossés à des crédits subprime, « pariant » ainsi sur un effondrement du marché. La banque a par la suite été secourue dans le cadre du renflouement massif organisé par le gouvernement états-unien et financé par l'argent des contribuables.



Comment sort-elle indemne de tels agissements ? Goldman Sachs a cultivé des liens aussi étroits que profonds avec l'élite politique et économique internationale. Pourtant, comme elle agit à travers de nombreux groupes et initiatives de lobbying, son influence se manifeste rarement au grand jour. Pendant longtemps, Goldman Sachs a refusé de figurer au Registre de transparence du lobbying bruxellois, et ne s'y est inscrit qu'en novembre 2014. Elle a cependant largement sous-estimé ses dépenses de lobbying dans sa première entrée dans le registre, alors qu'elle fait clairement partie des poids lourds en la matière et que ses points d'entrée dans les institutions ont de quoi faire pâlir bien d'autres entreprises.

Parmi les politiciens qui ont travaillé ou travaillent actuellement pour Goldman Sachs, on trouve Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, Mark Carney, le gouverneur actuel de la Banque d'Angleterre, Mario Monti, l'ancien premier ministre italien, l'actuel commissaire à la Recherche Carlos Moedas et l'ancien président de la Commission, Romano Prodi. Plus récemment, José Manuel Barroso, à la tête de la Commission européenne de 2004 à 2014, a fait l'objet de fortes critiques suite à son embauche, en juillet 2016, comme président non-opérationnel de Goldman Sachs International.

Cette nomination a mis sur le devant de la scène médiatique le problème des « portes tournantes » dans les institutions européennes (cf. p. 89). Corporate Europe Observatory estime qu'il faudrait étendre la période de carence de 18 mois à 5 ans au minimum pour les présidents de la Commission européenne (et à 3 ans au minimum pour les commissaires) pour toute activité liée directement ou indirectement au lobbying et tout autre emploi qui pourrait créer un conflit d'intérêts.

## PORTES TOURNANTES : COMPLICITÉS INTERNES

Les grandes entreprises recrutent activement dans les rangs des fonctionnaires de l'Union européenne pour redorer leur prestige, obtenir des contacts importants, augmenter leur influence et leur accès aux informations internes des institutions. Autant d'atouts indispensables dans leurs stratégies de lobbying. Ces dernières années, de nombreux commissaires, eurodéputés et hauts fonctionnaires ont quitté les institutions de l'Union européenne pour aller occuper un poste dans le secteur privé. Ce phénomène est qualifié de « portes tournantes », et contribue à mettre Bruxelles encore plus sous l'emprise des entreprises, à l'éloigner des préoccupations des citoyens et négliger les intérêts du public.

L'ancien patron de la Commission européenne de 2004 à 2014, José Manuel Barroso, préside aujourd'hui Goldman Sachs International, tandis que l'ancienne commissaire européenne pour l'agenda numérique, Neelie Kroes, a accepté de travailler pour Uber, Salesforce et Bank of America Merrill Lynch. Quant à l'ancienne présidente de la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen, Sharon Bowles, elle a été embauchée à la Bourse de Londres en 2014.

Corporate Europe Observatory œuvre, avec d'autres organisations de la société civile, dans le but d'obtenir une modification de la réglementation et un changement dans la culture des institutions européennes pour enfin bloquer ces « portes tournantes ». Ce qui implique d'amender le code de conduite de la Commission pour y inclure une période de carence de 3 ans pour les commissaires souhaitant s'engager dans des activités de lobbying (ou tout autre poste susceptible de provoquer un conflit d'intérêts) et de réorganiser complètement le comité d'éthique de la Commission.

De la même manière, le Parlement européen aurait besoin de revoir les règles applicables aux eurodéputés. Nous demandons également de faire modifier les réglementations relatives au personnel de l'Union européenne afin de mieux encadrer les « portes tournantes », en imposant une période de carence de deux ans pour les fonctionnaires.



## GLAXOSMITHKLINE

**Square de Meeûs 37**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 4,75 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1,5 million € - 1,75 million € (2016)**

Ce géant pharmaceutique jouit d'une position privilégiée dans l'élaboration des politiques européennes de santé. Cela se traduit notamment par le partenariat public-privé hautement polémique baptisé IMI (Innovative Medicines Initiative). Ce partenariat a permis à des multinationales de l'industrie pharmaceutique membres de l'EFPIA (cf. p. 76), comme GlaxoSmithKline, Pfizer et Bayer, de bénéficier d'un traitement de plusieurs milliards d'argent public.



## BURSON-MARSTELLER

**Square de Meeûs 37**

**Type : Conseil en relations publiques et lobbying**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 28 ETP**

**Dépenses en lobbying : 4,5 millions € - 4,75 millions € (2016)**

Tête de pont d'un réseau de 30 bureaux répartis dans toute l'Europe, le siège européen de Burson-Marsteller à Bruxelles s'est spécialisé dans les campagnes politiques à l'échelle de l'Europe, la communication d'entreprise, la communication de crise, et le lobbying auprès des institutions européennes dans des domaines allant de l'environnement, l'alimentation et la santé à l'énergie et aux transports.

Burson-Marsteller fait partie des plus grandes firmes de conseil en relations publiques et en lobbying de la planète, et est sans doute l'un des plus puissants acteurs bruxellois au service des entreprises privées. Au niveau international, elle a travaillé pour des clients extrêmement controversés. Elle a travaillé pour la Junte argentine après la disparition de 35 000 civils, pour redorer l'image du dictateur roumain Nicolae Ceausescu, celle de la famille royale d'Arabie saoudite, ou encore pour le compte du parti politique au pouvoir en Ukraine en 2011 : l'antenne bruxelloise de Burson-Marsteller avait été chargée de mener une campagne de diffamation contre Ioulia Timochenko, leader de l'opposition, alors emprisonné.

Cette agence collabore également depuis longtemps avec les critiques du mouvement écologiste et a l'habitude d'organiser des groupes paravent, des faux nez du secteur privé. En 1993, par exemple, il a aidé Philip Morris en créant de toutes pièces une coalition d'astroturfing « défendant les droits des fumeurs » (cf. glossaire anti-jargon, p. 176), baptisée National Smokers Alliance (« Alliance nationale des fumeurs »).



## EUROPEAN PRIVACY ASSOCIATION (EPA)

**Square de Meeûs 37 – parcours TECHNOLOGIE**

**Type : Think tank**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 1,25 ETP**

**Dépenses en lobbying : 10 000 € – 25 000 € (2014)**

Fondée en 2009, l'« Association européenne pour la vie privée », au nom apparemment bienveillant, a pour objectif affiché « d'améliorer la protection des données et la liberté sur Internet au nom des principes fondamentaux de la démocratie ». Pourtant en 2013, elle a dû admettre qu'elle comptait parmi ses soutiens des entreprises telles que Microsoft, Google et Yahoo. Tout en se présentant comme un think tank indépendant, EPA œuvre à la promotion d'une législation favorable à l'industrie, défendant des valeurs diamétralement opposées à celle que le public entend généralement par les expressions « vie privée » et « liberté sur Internet ».



## GASNATURALLY

**Square de Meeûs 35 – parcours POLLUEURS**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 1,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 350 000 € (2016)**

GasNaturally est une super-association professionnelle rassemblant six lobbies européens et internationaux du secteur gazier : International Association of Oil and Gas Producers (IOGP), Eurogas, European Gas Research Group (GERG), Gas Infrastructure Europe (GIE), International Gas Union (IGU) et Marcogaz. Ses membres travaillent dans la prospection et l'extraction, la recherche, le transport, le stockage, la vente et la distribution de gaz naturel. Eurogas, par exemple, représente 43 firmes et associations de 24 pays opérant dans l'industrie européenne du gaz.

La stratégie de lobbying de cette industrie est de positionner le gaz naturel, une énergie fossile, comme « énergie de transition » et comme arme dans la lutte contre le changement climatique. Une approche qui associe gaz de schiste extrêmement polluants (extraits par fracturation hydraulique) et gaz conventionnels (cf. encadré sur la page suivante). Ce groupe organise chaque année une « Semaine du gaz » « amusante ». Au programme, une soirée cocktails où les assistants des eurodéputés sont conviés à jouer à un quiz sur l'énergie et le climat. Youpi.



## BLACKROCK

**Square de Meeûs 35**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 2,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1,25 million € - 1,5 million € (2016)**

Son nom est peu connu en dehors des cercles de la finance, mais avec plus de 5 trillions d'euros d'actifs, BlackRock est le premier investisseur de la planète et, depuis 2013, le premier actionnaire de multinationales telles que JPMorgan Chase, ExxonMobil, Shell, Apple, McDonald's et Nestlé.

Son influence s'étend à la dette souveraine, aux biens de consommation, à la spéculation immobilière et bien au-delà. BlackRock est membre du « Groupe des trente », ou G30, qui rencontre régulièrement les dirigeants de Banque centrale européenne (BCE). Ce club exclusif de patrons de firmes financières et de responsables de banques centrales a pour unique credo la libéralisation et l'autorégulation du secteur financier en lieu et place d'une réglementation internationale forte. Le président de la BCE, Mario Draghi, en est lui-même membre. Suite à une plainte déposée par Corporate Europe Observatory, le médiateur européen a ouvert une enquête en 2017 sur les liens étroits entre la BCE et le G30.

Début 2017, fournissant un exemple étourdissant de « portes tournantes », George Osborne, l'ancien ministre des Finances britannique est devenu conseiller auprès de BlackRock, rémunéré au modique salaire annuel de 200 000 £ pour un simple temps partiel. BlackRock entretient des relations au plus haut niveau. Larry Fink, son patron, est membre du Business advisory council (conseil consultatif des entreprises) de Donald Trump, dans le cadre duquel il s'efforce de « remettre Trump sur les rails » en matière de mondialisation et de commerce.

## « USINE À GAZ » OU COMMENT UN CARBURANT FOSSILE PEUT-IL ÊTRE BON POUR LE CLIMAT ?

Avec la Commission, l'industrie pétrolière et gazière s'est engagée dans une vaste campagne de marketing visant à présenter le gaz comme une source d'énergie fossile « bonne pour le climat » et « à faible émission de carbone ». Dans un premier temps, le gaz a été « vendu » comme une solution de transition vers un avenir d'énergies renouvelables, mais il est maintenant présenté comme un « partenaire » pérenne des énergies renouvelables.

L'argument avancé est que le gaz aurait une moindre empreinte carbone que le charbon. En réalité, le gaz reste une source massive de gaz à effet de serre. En effet, le méthane libéré par la production et l'utilisation du gaz naturel impacte beaucoup plus le climat que le CO<sub>2</sub>, de l'ordre de 100 fois plus sur une période de 12 ans.

Qui plus est, une augmentation de la demande en gaz, carburant polluant, retarderait le développement d'une énergie véritablement propre et renouvelable. Le gaz comme solution est un leurre agité par les gros pollueurs qui ont tout intérêt à ne rien changer à leurs activités. Bien que peu contraignant, l'accord signé dans le cadre de la COP21, le sommet pour le climat qui s'est tenu à Paris en 2015, a pour ambition de maintenir la hausse des températures du globe « nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels » et de « poursuivre l'action menée pour limiter le réchauffement à 1,5 °C », ce qui implique de laisser dans les sous-sols au moins 80% des réserves de carburants fossiles.

Tout en se présentant comme un champion de l'Accord de Paris, l'Union européenne pousse à une exploitation accrue du gaz et engage des investissements massifs dans des infrastructures gazières voulues par le secteur privé, comme le Corridor gazier sud-européen, un gazoduc géant destiné à transporter du gaz de l'Azerbaïdjan vers l'Europe. Les partisans des énergies fossiles veulent ce développement des infrastructures gazières pour maintenir l'Union européenne dans une situation de dépendance à long terme, ce qui serait aussi catastrophique pour le climat que bénéfique pour les multinationales gazières et pétrolières, et entraverait une transition pourtant urgente vers les énergies renouvelables.





## FLEISHMAN-HILLARD

**Square de Meeûs 35**

**Type : Conseil en relations publiques et lobbying**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 24 ETP**

**Dépenses en lobbying : 6,75 millions € - 7 millions € (2016)**

« The power of true » (Le pouvoir du vrai), tel est le fort ambitieux slogan qu'a adopté Fleishman-Hillard, une des plus grosses agences de relations publiques et de lobbying de la planète. De toutes les structures de lobbying bruxelloises, c'est actuellement celle qui déclare le plus de dépenses. Fleishman a travaillé pour de nombreux clients, dont de grandes entreprises multinationales telles que Monsanto, Aviva, HSBC et ExxonMobil.

Monsanto a eu recours aux services de Fleishman-Hillard après avoir compris qu'elle avait un problème aussi bien avec sa propre image qu'avec celle des OGM qu'elle commercialise. GasNaturally, lobby des énergies fossiles, a également utilisé les services de Fleishman-Hillard pour propager l'idée que le gaz naturel (dont le gaz de schiste obtenu par fracturation hydraulique) pouvait tenir le rôle d'un carburant écologique « de transition », au moment même où se préparait la COP21, la Conférence de Paris sur le climat.

La réputation de Fleishman-Hillard de défendre des positions rétrogrades sur le climat ne date pas d'hier. Lorsque Chris Davies, eurodéputé ayant siégé pendant 15 ans à la commission de l'environnement du Parlement européen (et bien connu pour avoir beaucoup travaillé avec l'industrie de l'énergie), a mis en place sa propre structure de conseil en politique environnementale, il est devenu par la même occasion conseiller de Fleishman-Hillard.

Instrumentaliser les initiatives pour renforcer l'implication des citoyens dans l'élaboration des politiques européennes fait aussi partie de sa panoplie. En 2012, les bureaux bruxellois de Fleishman-Hillard proposaient, dans une publicité, de prêter main forte à toute entreprise souhaitant instrumentaliser à son profit l'Initiative citoyenne européenne (ICE). Cette nouvelle procédure permet aux citoyens européens, à condition de réunir un million de signatures dans au moins sept États membres, de présenter une pétition pouvant déboucher sur un texte législatif européen.

Fleishman-Hillard déclarait que son « équipe de professionnels aguerris en affaires publiques et à la communication en ligne peut vous aider à surveiller toute nouvelle ICE, à évaluer son impact potentiel, et à lancer votre propre ICE... Nous sommes bien placés pour prêter assistance à votre organisation en lançant des campagnes populaires paneuropéennes. »



## HSBC

**Square de Meeûs 23**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 3,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1,5 million € - 1,75 million € (2016)**

La firme de services bancaires et financiers HSBC est la quatrième plus grande banque au monde. En 2015, le Consortium international des journalistes d'investigation ICIJ a montré comment HSBC amassait des profits en contribuant à l'évasion fiscale.

Ce scandale, connu sous le nom de SwissLeaks, a eu un grand retentissement bien que HSBC se soit lancée dans une campagne d'intimidation des médias qui rendaient compte de la controverse. Le jour même où celle-ci a éclaté, John Everett, expert fiscaliste de HSBC, se trouvait à la Commission européenne, non pas pour répondre à des questions sur les activités illégales de son employeur, mais pour offrir ses conseils avisés aux décideurs politiques. Il est en effet membre d'un groupe d'experts récemment constitué...

Corporate Europe Observatory a montré, à travers une enquête, que le secteur bancaire, les fonds spéculatifs et les sociétés d'assurance britanniques, avec leurs lobbies, disposent de ressources colossales et jouissent d'un accès privilégié aux décideurs de l'Union européenne.

Agissant collectivement, cette industrie a remporté beaucoup de victoires dans les batailles de lobbying bruxelloises, en particulier en ce qui concerne la régulation des banques, des fonds spéculatifs et des produits financiers complexes comme les produits dérivés, souvent aux dépens des intérêts du public. Les lobbyistes d'HSBC rendent de fréquentes visites à la Commission européenne, que ce soit pour faire directement du lobbying ou pour prendre part à des groupes consultatifs sur des questions liées au secteur d'activité de cette multinationale.



## FRIENDS OF EUROPE

**Rue de la Science 4 – parcours ARMEMENT**

**Type : Think tank**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 20,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 2,75 millions € - 3 millions € (2016)**

Le think tank Friends of Europe (« Amis de l'Europe ») est connu pour ses événements tapageurs et ses publications tape-à-l'œil, souvent financés par de grandes entreprises privées. Il compte parmi ses membres des multinationales de l'industrie chimique telles que Dow et BASF, des géants du secteur pétrolier comme Shell, Chevron et ExxonMobil, de grandes firmes technologiques parmi lesquelles Google et Facebook, et bien d'autres industriels de la pharmacie, de l'automobile, de la finance, de la défense et de l'agrobusiness.

Faire partie de Friends of Europe vous garantit une invitation à des débats d'opinion en présence de hauts fonctionnaires de l'Union européenne et à d'autres rencontres au sommet. Parmi les personnes influentes qui se distinguent dans les rangs de ce think tank, le vicomte Étienne Davignon, président du conseil de surveillance, un Belge au sang bleu deux fois commissaire européen qui a aidé à fonder la Table ronde des industriels européens (cf. p. 137).

Le conseil de surveillance de Friends of Europe compte également un ancien président du Parlement européen, sept commissaires dont certains encore en poste, une poignée d'anciens eurodéputés ainsi qu'un ancien premier ministre.



## BARCLAYS

**Rue de la Science 14**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 2,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1 257 307 € (2016)**

L'histoire de Barclays, société bancaire et de services financiers tristement célèbre, remonte au Londres du XVIIe siècle. Aujourd'hui, après plusieurs fusions au cours des dix dernières années, y compris le rachat des actifs de Lehman Brothers juste après la crise de 2008, elle est devenue une puissante multinationale.

La banque a embauché le cabinet de conseil en relations publiques Fleishman-Hillard en 2010 pour faire du lobbying en son nom à Bruxelles. La mission était de gérer son image publique ruinée par plusieurs scandales et d'essayer de dissuader l'Union européenne de taxer les transactions financières. Barclays conseille la Commission européenne sur la régulation des marchés financiers, puisqu'elle siège dans un groupe d'experts sur les questions fiscales, et ce malgré son implication de nombreux cas d'infractions financières, y compris d'évasion fiscale. Barclays mène aussi son lobbying via plusieurs autres organisations telles que l'Association pour les marchés financiers en Europe, la British Bankers Association, l'Association internationale des swaps et dérivés, ou encore l'Investment Association.

## CONFEDERATION OF BRITISH INDUSTRY (CBI)

**Rue de la Science 14b**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 11,25 ETP**

**Dépenses en lobbying : 900 000 € - 1 million € (2016)**

Dépeint par le *Financial Times* comme « le plus important lobby privé du Royaume-Uni », la Confederation of British Industry compte environ 1500 entreprises directement membres et 188 500 membres indirects. Elle regroupe 140 associations professionnelles. Ses membres sont issus de divers secteurs : agriculture, construction, services financiers, informatique, transport et tourisme. La CBI a affirmé que le projet d'accord TTIP/Tafta entre l'Union européenne et les États-Unis permettrait aux petites et moyennes entreprises (PME) de faire « d'importants bénéfices » et leur offrirait des « possibilités d'exporter », tout en admettant par ailleurs que « les opportunités (pour les PME) de faire des bénéfices grâce au TTIP/Tafta n'étaient encore qu'une simple hypothèse ».

## APPLE

**Rue de la Science 23 – parcours TECHNOLOGIE**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 2,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1 million € - 1,25 million € (2015-16)**

Apple, malgré son statut de plus grande entreprise technologique de la planète, fait plutôt profil bas dans le monde du lobbying bruxellois. En 2014, dans un cas typique de « portes tournantes », le fabricant de l'iPhone, de l'iPad et du Mac a débauché Per Hellström, haut fonctionnaire de la DG COMP et fin connaisseur de l'Union européenne, pour qu'il travaille sur ses affaires gouvernementales et réglementaires, et en particulier le droit européen de la concurrence. Propriété intellectuelle, télécommunications, protection des données, TTIP/Tafta... autant de thématiques qui intéressent directement les lobbyistes de l'entreprise.

Apple mène également son lobbying via plusieurs associations comme AmCham EU, le European Internet Forum et le Lisbon Council. Récemment, après que plusieurs scandales relatifs aux conditions de travail chez ses sous-traitants aient terni l'image d'Apple, sa situation s'est encore aggravée quand la Commission européenne a exigé en août 2016 qu'elle rembourse au gouvernement irlandais 13 milliards d'euros qui avaient été soustraits au fisc, plus les intérêts.



## HOGAN LOVELLS

**Rue de la Science 23 – parcours COMMERCE**

**Type : Cabinet juridique**

**Nombre de lobbyistes déclarés : non déclaré**

**Dépenses en lobbying : non déclarées**

Avec plus de 2500 avocats répartis dans plus de 40 bureaux dans le monde entier, Hogan Lovells est un cabinet juridique transnational spécialisé dans « la réglementation gouvernementale, les litiges et les affaires d'arbitrage, la gouvernance d'entreprise, la finance et la propriété intellectuelle ». En 2012, Hogan Lovells a aidé une entreprise de semi-conducteurs états-unienne à obtenir une exemption à la législation environnementale européenne, lui permettant de continuer à utiliser une substance potentiellement dangereuse dans la fabrication de puces informatiques.

Bien qu'il ne figure pas sur le Registre de transparence du lobbying de l'Union européenne, Hogan Lovells fait du lobbying, notamment en lien avec le TTIP/Tafta et ses dispositions relatives aux droits des investisseurs. Il fournit même l'un des deux présidents du conseil du Trans-Atlantic Business Council (cf. p. 42), Hugo Paemen, ancien haut fonctionnaire et responsable des négociations commerciales de la Commission.

Ce cabinet fait actuellement des affaires florissantes grâce aux tribunaux d'arbitrage (cf. p. 141) qui permettent à des multinationales de poursuivre des gouvernements. Ces dernières années, Hogan Lovells a assisté plusieurs entreprises britanniques, par exemple Churchill Mining dans le cadre de sa plainte à 1 milliard de dollars contre le gouvernement indonésien qui avait révoqué son permis d'extraction de charbon sur l'île de Bornéo.



## DIRECTION GÉNÉRALE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION (DG RTD)

**Square Frère Orban 8 – parcours ARMEMENT**

**Type : Institution publique**

Cette DG est le département de la Commission européenne responsable de la politique de recherche et d'innovation de l'Union. Elle est dirigée par le commissaire Carlos Moedas et gère le programme de financement de la recherche Horizon 2020, le troisième plus gros budget de l'UE. Sous couvert de soutenir et d'encourager la recherche et l'innovation, des milliards d'euros mis à disposition dans le cadre d'Horizon 2020 sont versés à l'industrie, se transformant en subventions directes pour les grandes entreprises. Ceci inclut 1,7 milliard d'euros pour le programme « Secure Societies » ( « Sociétés sûres ») qui finira probablement en grande partie dans l'escarcelle des entreprises du secteur de la défense.

Horizon 2020 encourage fortement les partenariats publics-privés, ce qui peut compromettre l'indépendance des universités et des institutions de recherche. Les grandes multinationales de l'agrobusiness et de la biotechnologie, par exemple, en sont d'avidés bénéficiaires, siphonnant ainsi des fonds publics qui pourraient servir à des projets de recherche indispensables sur des pratiques agricoles plus durables que celles de ces firmes, qui ne recherchent que leurs profits.



## ASSOCIATION ALLEMANDE DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE (VDA)

**Rue Marie de Bourgogne 58**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 14 ETP**

**Dépenses en lobbying : 2,5 millions € (2016)**

VDA (Verband der Automobilindustrie), qui représente les constructeurs automobiles allemands, est un poids lourd du lobbying qui a notamment œuvré pour s'assurer que la réponse de l'Union européenne au scandale du Dieselgate resterait extrêmement timide (cf. page 45).

En Allemagne, les relations entre le gouvernement et l'industrie automobile sont particulièrement cordiales : la chancelière Angela Merkel serait directement intervenue dans les négociations sur les réglementations européennes relatives aux émissions de véhicules, tandis que l'actuel président de VDA, Matthias Wissman, a fait partie d'un gouvernement du parti de l'Union chrétienne-démocrate au pouvoir. La VDA illustre bien l'influence énorme dont jouit l'industrie automobile à la fois à Bruxelles et à Berlin.



## BASF

**Rue Marie de Bourgogne 58 – parcours AGRICULTURE**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 11,75 ETP**

**Dépenses en lobbying : 2,2 millions € (2016)**

BASF est le plus important producteur de produits chimiques au monde, avec un chiffre d'affaires annuel de 70 milliards d'euros. Ce géant allemand s'est positionné stratégiquement dans toutes les réseaux et groupes de lobbying pertinents à Bruxelles. Pendant que la directive européenne REACH relative aux substances chimiques était en cours d'élaboration, les administrateurs de BASF ont mené une puissante contre-attaque avec l'appui du Conseil européen de l'industrie chimique (Cefic), de l'Association allemande des industries chimiques et de BusinessEurope, le lobby patronal européen.

L'entreprise est également membre d'autres organisations influentes telles que le Trans-Atlantic Business Council (TABC), le Transatlantic Policy Network (TPN) et la Table-ronde des industriels européens (ERT).

Dans les années 2000, BASF a collaboré au lancement du Bees Biodiversity Network (« Réseau sur la biodiversité des abeilles »), un groupe-écran du secteur des pesticides financé par les entreprises privées. La constitution de ce réseau visait en fait à contrecarrer les mesures visant à protéger ou promouvoir la biodiversité au niveau européen. Il a beaucoup œuvré pour que les autorités relativisent la responsabilité des pesticides dans la disparition des colonies d'abeilles. BASF fait également partie des multinationales de la chimie qui ont lancé une campagne contre l'interdiction potentielle des perturbateurs endocriniens (cf. p. 147), se trouvant des alliés parmi les États membres ainsi qu'au sein de la Commission européenne et du Parlement européen pour faire front commun contre toute restriction de la commercialisation de ces substances toxiques.



## RED FLAG

**Rue du Trône 108**

**Type : Conseil en relations publiques et lobbying**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 3,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 100 000 € - 200 000 € (2015)**

Ce cabinet de conseil annonce : «Le moment 'Red Flag' [littéralement, drapeau rouge, NdT] commence dès lors que vous identifiez un problème potentiel et que vous comprenez qu'il est temps d'agir ». Peu suspect de socialisme, Red Flag a fait du lobbying pour le compte de nombreuses entreprises, de British American Tobacco à Monsanto.

Son rapport « Closing Doors: Is industry being frozen out in Brussels? » (« L'industrie est-elle en voie d'exclusion à Bruxelles ? ») cherchait à attirer la compassion en affirmant que les grandes entreprises étaient de plus en plus exclues des processus de prise de décision européens. Sans mentionner la supériorité écrasante du secteur privé en terme de budgets, de nombre de rendez-vous avec la Commission, de représentation dans les groupes consultatifs, d'accès aux représentants nationaux et de nombreux autres facteurs.

Un exemple mentionné était les plaintes de l'industrie du tabac d'être exclue de l'élaboration des politiques. Mais l'Union européenne a signé la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte anti-tabac en 2003, laquelle limite strictement les échanges entre législateurs et lobbyistes de l'industrie du tabac. Une mesure prise en raison du passif de ce secteur en matière d'ingérences multiples et massives dans les politiques de santé. Selon l'OMS, la consommation de tabac est aujourd'hui responsable de 16% du total des décès d'adultes dans plus de 30 pays européens.

# LA PETITE CEINTURE ET SES ENVIRONS

La voie rapide urbaine qui, avec ses tunnels et ses ponts, fait le tour du centre ville de Bruxelles est surnommée la « Petite ceinture ». Construite dans les années 1950, à l'apogée du règne de l'automobile et de l'obsession pour la vitesse, elle a été responsable de la destruction de pans entiers du tissu urbain bruxellois. Ce n'est que récemment que la ville a commencé à remettre en cause la frénésie automobile de l'après guerre.

L'un des hauts lieux du lobbying qui s'exerce autour de la Petite ceinture est la Porte de Namur, identifiable aux 26 étages de la tour Bastion, laquelle abrite de nombreux bureaux de lobbies. Derrière cette porte s'étend le quartier Matongé, habité par plusieurs communautés africaines, notamment des Congolais. Ce secteur subit une pression immobilière intense, coincé qu'il est entre le quartier européen, qui cherche à s'étendre, et l'avenue Louise, le luxueux quartier de la mode.

## CABINETS D'AVOCATS ET AGENCES DE LOBBYING

1. Edelman
2. Covington & Burling
3. Forum Europe

## ENTREPRISES

4. BMW
5. Deutsche Bank
6. Airbus
7. Telefónica
8. Siemens AG
9. Amazon
10. eBay
11. Electricité de France (EDF)

## ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

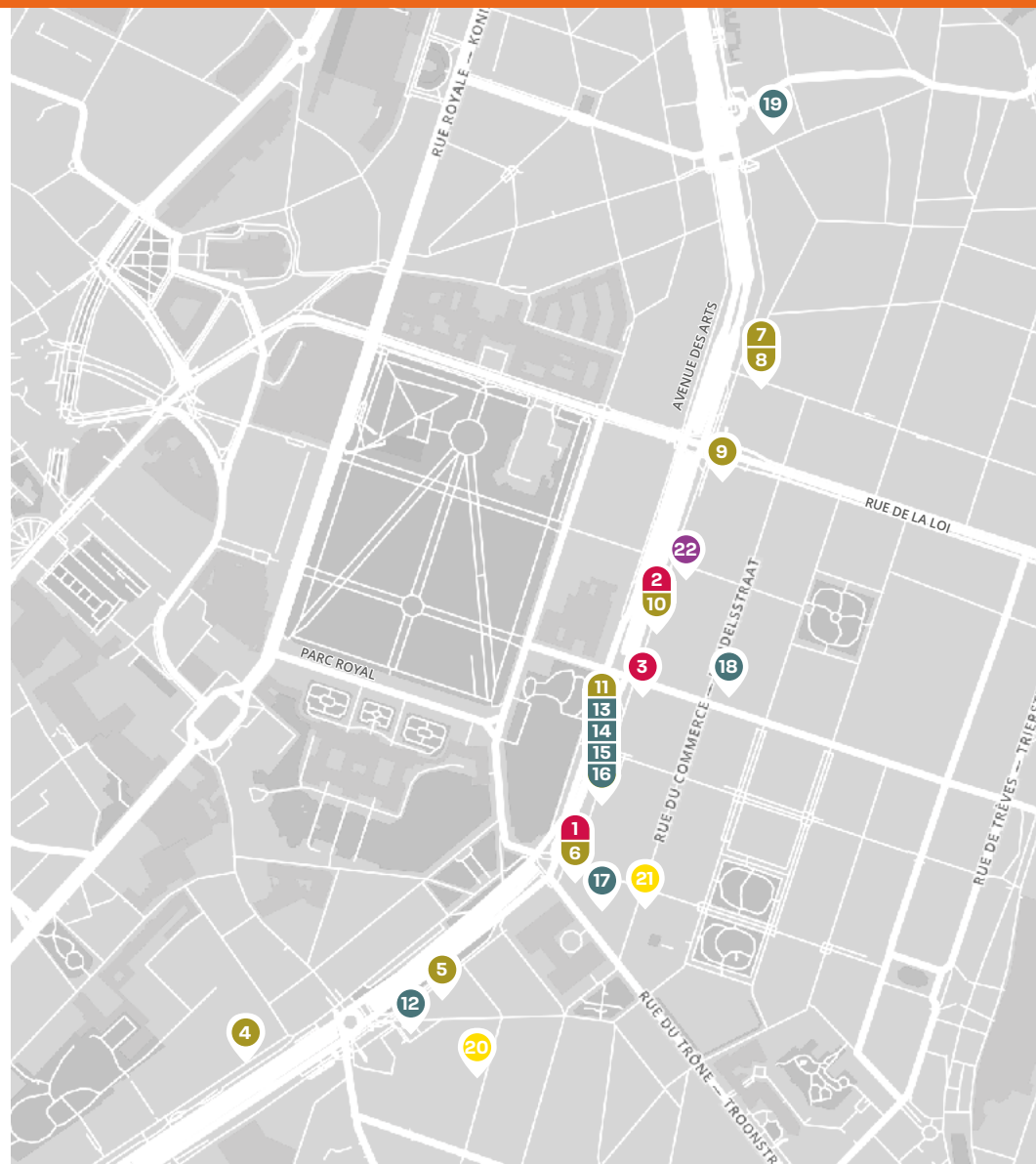
12. Invest Europe
13. Association européenne des semences
14. Chambre de commerce américaine auprès de l'Union européenne (AmCham EU)
15. FORATOM
16. Fédération bancaire européenne
17. Union of European Beverages Associations (UNESDA)
18. SpiritsEurope
19. Association européenne des fabricants de pneus et de caoutchouc

## LIEUX

20. Mundo-B
21. Hôtel Stanhope

## THINK TANKS

22. European Centre for International Political Economy (ECIPE)



## BMW

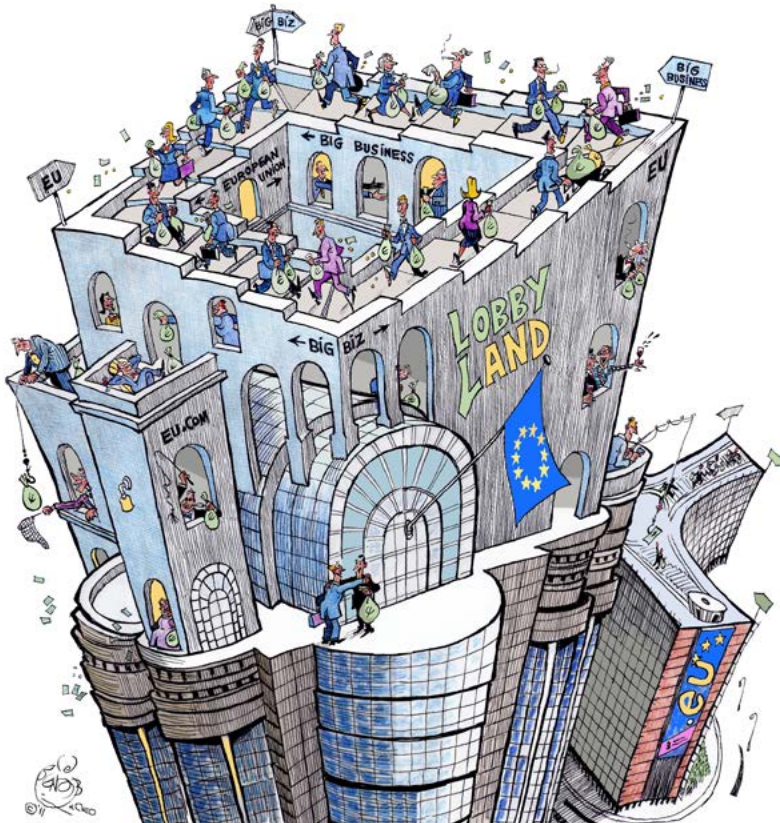
**Boulevard de Waterloo 25**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 5,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1,25 million € - 1,5 million € (2016)**

Célèbre pour ses voitures aussi onéreuses que consommatrices de carburant, la marque allemande BMW compte parmi les plus gros constructeurs automobiles de la planète. L'actionnaire majoritaire de cette société est la famille Quandt, qui possède presque la moitié des actions. BMW et la famille Quandt contribuent substantiellement par leurs dons à la vie politique allemande. En octobre 2013, cette famille a gratifié la CDU de 690 000 € après l'intervention personnelle de la chancelière allemande, Angela Merkel, auprès des institutions européennes pour s'assurer que l'application de seuils d'émissions plus stricts pour les voitures serait retardée (cf. Dieselgate, p. 45).



## INVEST EUROPE

**Bastion Tower, Place du Champ de Mars 5 –  
parcours FINANCE**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 3,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1 million € - 1,25 million € (2016)**

Invest Europe est une association professionnelle représentant les marchés européens du capital investissement et du capital-risque. En 2010, elle s'est distinguée en remportant le titre de « Pire lobby de l'Union européenne » pour ses tentatives de blocage de la réglementation contre les impacts destructeurs de la spéculation financière. En 2009, EVCA (car tel était le nom que portait Invest Europe à l'époque) a engagé le cabinet de lobbying bruxellois FD Blueprint (aujourd'hui FTI Consulting) pour « une mission médias et relations publiques paneuropéenne ». Le lobby cherchait de l'aide pour améliorer l'image du secteur du capital-investissement suite au krach financier de 2008 et à la veille du vote du Parlement européen sur la directive relative aux fonds d'investissement.

## DEUTSCHE BANK

**Avenue Marnix 13-15 – parcours FINANCE**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 6,75 ETP**

**Dépenses en lobbying : 3 379 000 € (2016)**

Deutsche Bank est une firme internationale de services financiers basée à Francfort. Le cœur de métier de Deutsche Bank est la banque d'investissement, et l'entreprise est liée à de nombreux cas de fraude fiscale et d'activités illégales. Citons notamment son implication dans le scandale Libor de 2012 (plusieurs banques avaient comploté pour manipuler les taux d'intérêts afin d'en tirer des bénéfices). Plus récemment, en janvier 2017, Deutsche Bank a dû déboursier 7,2 milliards de dollars pour que l'enquête du département de la Justice états-unien sur des soupçons de vente abusive de créances hypothécaires toxiques à la veille de la crise immobilière soit réglée à l'amiable.

Cependant, grâce à ses amis haut placés (tels que Edgar Meister, ancien membre du conseil d'administration d'un fonds d'investissement de la Deutsche Bank, qui occupe désormais un poste clé dans la nouvelle structure européenne de contrôle des banques), Deutsche Bank peut jouer de ses relations et de sa capacité d'influence pour passer outre les sanctions et les réglementations qui ne sont pas à son goût.

Enchaînant les réunions de haut niveau à la Commission et multipliant les liens avec d'autres structures de lobbying, telles que l'Association internationale des swaps et dérivés et l'Association pour les marchés financiers en Europe, la Deutsche Bank est une puissance qui compte dans le quartier européen.

La banque est aussi le premier créancier du président américain Donald Trump. Depuis 1990, elle lui a prêté des milliards, ce qui crée des conflits d'intérêts potentiels entre les casquettes privées et politiques de Donald Trump..



## MUNDO-B

**Rue d'Edimbourg 26**

**Type : Lieu**

Aux côtés de 60 autres organisations de la société civile à but non lucratif, Corporate Europe Observatory a installé ses bureaux dans le bâtiment Mundo-B, à la frontière entre le quartier Matongé et le quartier européen. Le projet Mundo-B a été lancé dans les années 2000 par un groupe d'ONG et des groupes militants qui souhaitaient rénover un bâtiment bruxellois selon des normes écologiques, afin d'y créer un espace de bureaux, des salles de réunion partagées, un café bio et des jardins. À Bruxelles, la présence et le volume d'activité des ONG et des syndicats n'a cessé de croître au cours de ces dernières années, mais les batailles de lobbying qui les opposent aux grandes entreprises se déroulent encore sur des terrains largement favorables à ces dernières.

Les mouvements de la société civile font également face actuellement à une contre-offensive lancée par les lobbys des grandes entreprises, qui proclament que les ONG ont trop de pouvoir. Ces attaques font suite aux larges mobilisations populaires menées sur la politique commerciale de l'Union européenne, et en particulier sur le TTIP/Tafta. Conscients de l'impact potentiel de ces campagnes, les lobbyistes du secteur privé ont décidé de discréditer les ONG de Bruxelles, voire de faire campagne pour qu'elles ne bénéficient de plus aucun soutien financier.



## AIRBUS

**Avenue Marnix 28 – parcours ARMEMENT**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 6,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1,75 million € - 2 millions € (2015)**

Airbus, constructeur d'avions et fabricant d'armes, est un employeur majeur en Europe. Le groupe bénéficie d'un accès facile aux commissaires et aux hauts fonctionnaires européens, comme en témoigne le fait qu'il figure dans le « top 5 » des organisations le plus souvent invitées à des réunions de haut niveau à la Commission depuis 2014. Airbus est membre de la European Organisation for Security (« Organisation européenne pour la sécurité »), structure qui joue un rôle important dans le lobbying du secteur de l'armement et qui s'est particulièrement focalisé ces derniers temps sur la sécurité aux frontières. Airbus est

également actif dans un autre lobby, l'Association internationale du transport aérien (IATA), qui a soigneusement veillé à ce que les négociations sur le climat à Paris en 2015 excluent l'aviation de leur champ, bien que ce soit l'une des sources de CO2 qui augmente le plus rapidement dans le monde.



## EDELMAN

**Avenue Marnix 28**

**Type : Conseil en relations publiques et lobbying**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 11,75 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1,75 million € - 2 millions € (2015-2016)**

Edelman est un cabinet international de relations publiques proposant des services de lobbying et de communication dans des domaines tels que le changement climatique, le transport, l'agriculture, la santé et les services financiers.

Il compte parmi ses plus gros clients General Electric, Chevron et la Chambre états-unienne du commerce, et parmi les plus récents, ExxonMobil et Fediol, qui défend les intérêts de l'industrie de l'huile de palme, liée à la destruction des forêts tropicales.

Edelman s'était distingué en conviant les eurodéputés à une dégustation d'aliments OGM organisée officiellement au nom du « Farmers Biotech Network » (Réseau biotechnologique des fermiers), en réalité un groupe-écran du lobby des biotechnologies EuropaBio (cf. p. 136), lequel avait financé toute l'opération.



## UNION OF EUROPEAN BEVERAGES ASSOCIATION (UNESDA)

Rue du Trône 14-16

Type : Association professionnelle

Nombre de lobbyistes déclarés : 2,5 ETP

Dépenses en lobbying : 600 000 € - 700 000 € (2015)

L'UNESDA est l'association professionnelle des fabricants de boissons sans alcool de toute l'Europe. Elle compte entre autres parmi ses membres Coca-Cola, Nestlé et Red Bull. Selon ce lobby, les boissons sucrées sans alcool n'auraient rien à voir avec l'obésité. Un autre thème central de leur lobbying est l'opposition à la taxation du sucre, pourtant recommandée par l'Organisation mondiale de la santé.

L'association a eu recours aux services de Fleishman-Hillard, cabinet de conseil en relations publiques et en lobbying (cf. p. 97), qui a conçu pour elle un site en ligne sur le thème « Pourquoi les taxes sur les aliments et les boissons ne serviront à rien ? ». Au Danemark, le lobbying de groupes comme l'UNESDA est parvenu à faire disparaître une taxe sur les boissons sucrées sans alcool qui était appliquée depuis 80 ans.

## HÔTEL STANHOPE

Rue du Commerce 9

Type : Lieu

Abritant déjeuners, dîners et événements de lobbying de haut niveau, la salle à manger du Stanhope accueille régulièrement des acteurs clé de l'Union européenne, qui s'y retrouvent pour se détendre et parler politique tout en mangeant de bons plats ou en buvant un verre.

Le G5, ainsi nommé car il rassemblait cinq des principaux décideurs bruxellois, y organisait un dîner régulier, à l'abri des regards indiscrets. Autour de la table, siégeaient les présidents de la Commission européenne (et son adjoint) et du Parlement européen, ainsi que les chefs des deux principaux groupes politiques du Bruxelles européen : le Parti populaire européen, de centre droit, et l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates, de centre gauche. Les réunions informelles de ces cinq hommes d'influence étaient émaillées d'anecdotes et de plaisanteries, mais ils n'oubliaient pas pour autant d'y aborder aussi des questions fondamentales affectant des millions de citoyens.

## FORATOM

Avenue des Arts 56

Type : Association professionnelle

Nombre de lobbyistes déclarés : 3 ETP

Dépenses en lobbying : 400 000 € - 500 000 € (2014)

Le Forum européen de l'énergie nucléaire (Foratom) est l'association professionnelle de l'industrie nucléaire européenne, basée à Bruxelles et composée de 16 associations nationales qui représentent quelque 800 entreprises. L'industrie nucléaire cherche désespérément à se donner une image positive depuis la catastrophe de la centrale japonaise de Fukushima en 2011. Grâce à une nouvelle approche présentant le nucléaire comme une énergie « à faible émission de carbone, concurrentielle et sûre », elle tente de conserver sa place parmi les sources d'énergie de l'Union européenne.

Malgré l'opposition claire à l'énergie nucléaire manifestée par plusieurs États membres et les inquiétudes du public quant aux risques, la Commission semble continuer à accueillir favorablement les suggestions de cette industrie, ainsi que son implication dans des comités consultatifs et des plate-formes technologiques. Elle a même soutenu financièrement le secteur.

## FÉDÉRATION BANCAIRE EUROPÉENNE

**Avenue des Arts 56 – parcours FINANCE**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 17 ETP**

**Dépenses en lobbying : 4 millions € - 4,25 millions € (2016)**

La Fédération bancaire européenne (FBE) fédère plusieurs associations européennes du secteur financier. Ces dernières années, la FBE a gagné en importance en raison du transfert croissant des réglementations bancaires du niveau national au niveau européen ; elle s'est activement opposée à tout renforcement des réglementations, en particulier depuis la crise de 2007-2008. Elle a même joué un rôle déterminant dans l'élaboration des propositions de la Commission, notamment sur un point clé de la politique d'union bancaire : la directive relative au redressement et à la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement de 2014.

La Fédération bancaire européenne a également eu beaucoup d'influence sur les négociations du TTIP/Tafta, en plaidant ardemment pour que la « coopération réglementaire » (cf. p. 177) soit partie intégrante des négociations. Le secteur international de la finance promeut de manière agressive la coopération réglementaire, car il voit dans l'harmonisation des normes entre les États-Unis et l'Union européenne un moyen d'assouplir les réglementations assez strictes adoptées suite à la crise financière. Autre aspect de la coopération réglementaire : la mise en place d'un système « d'alerte précoce » sur les nouvelles réglementations envisagées, qui donnerait aux banques et établissements financiers la possibilité d'affaiblir ou de bloquer en amont ces propositions.

## CHAMBRE DE COMMERCE AMÉRICAINE AUPRÈS DE L'UNION EUROPÉENNE (AMCHAM EU)

**Avenue des Arts 53 – parcours COMMERCE**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 8,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1 million € - 1,25 million € (2016)**

L'AmCham fait du lobbying en faveur des multinationales états-uniennes sur chaque texte législatif de l'Union européenne ou presque. Dès les tout premiers pas de l'Union européenne, les milieux d'affaires transatlantiques ont vu la Commission européenne comme un allié pour accélérer l'entrée des entreprises états-uniennes dans le marché européen unifié.

Bon praticien des « portes tournantes », l'AmCham exerce depuis des années son influence au cœur même des institutions européennes. Son « comité de spécialistes » lui permet de tirer profit des compétences d'initiés et d'experts en politique européenne. Le conseil d'administration de l'AmCham, composé de PDG et autres représentants des entreprises membres, a l'habitude de rencontrer commissaires européens et directeurs généraux (58 réunions à la Commission en 2015 et 2016), et exerce un lobbying actif auprès des représentants des gouvernements nationaux au Conseil européen.

Sous la houlette de sa directrice, Susan Danger, la mission de l'AmCham a porté ses fruits et a débouché sur la proposition d'un accord de libre-échange entre les États-Unis et l'Union européenne, le TTIP/Tafta. L'AmCham a joué un rôle clé dans les négociations en organisant des réunions avec de hauts fonctionnaires à propos de ces accords commerciaux négociés dans le plus grand secret. Aux côtés d'autres poids lourds du lobbying, l'AmCham soutient les mécanismes ISDS (cf. p. 178), autrement dit l'octroi de privilèges aux investisseurs étrangers dans le cadre du TTIP/Tafta. Avec l'espoir que l'inclusion de l'ISDS dans un accord entre les États-Unis et l'Union européenne devienne la référence internationale, et serve de modèle de 'protection' des investissements dans le cadre d'autres accords internationaux.

## ELECTRICITÉ DE FRANCE (EDF)

**Avenue des Arts 53**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 11 ETP**

**Dépenses en lobbying : 2 millions € - 2,25 millions € (2016)**

EDF est une entreprise énergétique dont l'État français est l'actionnaire majoritaire. Comptant parmi les plus gros producteurs d'électricité au monde, du fait surtout de ses centrales nucléaires, EDF aime à se présenter comme un leader de la transition énergétique. Elle a été l'un des plus éminents sponsors privés de la Conférence climat de Paris en 2015. Cependant, EDF est aussi un champion des énergies sales : il possède des centrales au charbon dans le monde entier et est impliqué dans l'extraction et le transport de pétrole, de charbon et de gaz. À Bruxelles, EDF est en prise directe avec de nombreux décideurs politiques.

## ASSOCIATION EUROPÉENNE DES SEMENCES (ESA)

**Avenue des Arts 52 – parcours AGRICULTURE**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 7 ETP**

**Dépenses en lobbying : 800 000 € - 900 000 € (2015)**

Si vous voulez contrôler la chaîne alimentaire, commencez par les semences. L'ESA, lobby de l'industrie semencière à Bruxelles, défend les intérêts de géants de l'agroalimentaire comme Syngenta dans la politique européenne sur les semences. Les discussions secrètes sur le TTIP/Tafta ont suscité des inquiétudes quant à l'affaiblissement des normes relatives à la sécurité alimentaire et environnementale et notamment de la réglementation de l'Union européenne relative aux OGM, entre autres sujets préoccupants. Avec son homologue l'American Seed Trade Association, l'ESA a fait du lobbying auprès des négociateurs dans l'espoir d'acclimater sur le vieux continent les normes états-uniennes, nettement moins strictes que les normes européennes.

## FORUM EUROPE

**Avenue des Arts 46**

**Type : Conseil en lobbying et relations publiques**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 15,25 ETP**

**Dépenses en lobbying : moins de 10 000 € (2015-2016)**

Forum Europe est une organisation bruxelloise intéressante : elle illustre la créativité du monde des affaires pour mettre des idées dans la tête des hommes politiques européens, réseauter et obtenir des contrats publics. Forum Europe est un organisateur d'événements qui se revendique comme « la plate-forme de débat sur les politiques publiques de l'Union européenne ». Il met en contact le secteur privé avec des décideurs pour discuter des principaux dossiers à l'agenda politique de l'UE.

Les entreprises privées peuvent chercher à peser sur ces dossiers en sponsorisant des conférences, en achetant un espace publicitaire lors d'un événement, ou en réservant littéralement un siège dans un panel (ce qui peut coûter jusqu'à 10 000 €). Lors d'un événement organisé en juin 2017 sur la gestion des frontières, la défense, la sécurité intérieure et les migrations, Forum Europe pu s'enorgueillir de compter dans l'assistance 22% de firmes privées et 28% de représentants des institutions de l'Union européenne. Forum Europe a déclaré à cette occasion que « sponsoriser cet événement est un moyen

efficace et aisé de cibler efficacement les décideurs clé de l'Union européenne ». On a pu y entendre deux commissaires européens, les responsables « défense globale et services aux frontières » du cabinet privé Accenture, ainsi que des experts en intelligence numérique de SAS, une entreprise privée qui est « le plus gros fournisseur indépendant du marché du renseignement économique ».

## SPIRITSEUROPE

**Rue Belliard 12**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 3,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 500 000 € - 600 000 € (2015)**

Coalition de lobbies de l'alcool de toute l'Europe, cette « élite de l'éthylisme » a enchaîné plus de 20 rendez-vous avec de hauts fonctionnaires de la Commission en 2015 et 2016. Les membres de SpiritsEurope sont un sacré cocktail de multinationales, entre Bacardi-Martini, Pernod-Ricard et Diageo, le plus gros producteur au monde d'alcool et l'un des plus importants brasseurs, propriétaire notamment des marques Smirnoff, Baileys et Guinness. Ses équipes de lobbyistes ont sûrement porté un toast après le vote du Parlement européen en 2010 sur la réglementation relative à l'étiquetage alimentaire, qui a exempté les produits alcoolisés des nouvelles obligations en matière d'information nutritionnelle : bien que ces produits soient hautement caloriques, les eurodéputés ont mis de l'eau dans leur vin, suite au lobbying acharné des industriels.

Ce lobby a aussi su distiller son soutien aux accords de libre échange comme le TTIP/Tafta et le Ceta. À Bruxelles, la priorité de ce secteur industriel est de garder les décideurs politiques sous leur coupe pour que les réglementations relatives à la santé publique restent minimales de part et d'autre de l'Atlantique, et que les règles en matière de consommation d'alcool ne soient pas durcies en Europe. À l'automne 2016, lorsque le Ceta a été confronté à une opposition publique sans précédent, SpiritsEurope a lancé une campagne de relations publiques pro-Ceta qui a vu un groupe de lobbyistes de l'industrie de l'alcool se déguiser en membres de la police montée canadienne et parader dans le quartier européen. Ça vous saoule ? Nous aussi !

## COVINGTON & BURLING

**Avenue des Arts 44**

**Type : Cabinet juridique**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 8 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1,5 million € - 1,75 million € (2015-16)**

Covington & Burling fait partie de ces cabinets états-unis qui sont venus s'installer à Bruxelles, en particulier dans le contexte des négociations du TTIP/Tafta. Cette firme juridique d'envergure internationale conseille les grandes multinationales sur les sujets polémiques et les questions réglementaires. En 2016, ce poids lourd du lobbying a recruté plusieurs hauts fonctionnaires de la Commission, experts en politiques antitrust, économique et commerciale. L'un des conseillers de ce cabinet, l'ancien diplomate belge, Jean De Ruyt, a déclaré au *New York Times* en 2013 : « C'est assez excitant d'obtenir ce que l'on veut par le système... Moi, je sais exactement comment m'y prendre. » Le service de Covington spécialisé dans l'arbitrage international (cf. p. 141) gère des recours ISDS de nombreux secteurs comme celui de l'énergie, des mines, du bâtiment et de la finance.

## EBAY

**Avenue des Arts 44 – parcours TECHNOLOGIE**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 1,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 400 000 € - 500 000 € (2015)**

eBay, géant du commerce en ligne, compte plus de 90 millions d'utilisateurs actifs dans le monde entier. En 2013, la révision de la législation sur la vie privée a été l'occasion de l'une des plus frappantes offensives de lobbying de ces dernières décennies. Les données personnelles sont un business très important, et les multinationales états-uniennes comme eBay, Amazon, Facebook et Google, qui cherchaient à affaiblir les propositions visant à protéger les données, ont œuvré de conserve par l'intermédiaire de différents organismes tels que la European Internet Foundation. Celle-ci compte parmi ses membres des eurodéputés, des entreprises technologiques et des géants de la vente en ligne tels qu'eBay.

Des dizaines d'amendements aux projets de réglementation sur la protection des données déposés par des députés européens étaient copiés-collés de documents de lobbying rédigés par des représentants d'Amazon, d'eBay, de la Chambre de commerce américaine et de la Fédération bancaire européenne.

Particulièrement intéressé au projet TTIP/Tafta, eBay a quadruplé ses dépenses de lobbying à Bruxelles entre 2013 et 2014, sur des sujets allant de la politique commerciale à la stratégie de l'agenda numérique, de la protection des données à la législation relative à l'information des consommateurs.

## EUROPEAN CENTRE FOR INTERNATIONAL POLITICAL ECONOMY (ECIPE)

**Avenue des Arts 40**

**Type : Think tank**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 7 ETP**

**Dépenses en lobbying : moins de 10 000 € (2015)**

Le European Centre for International Political Economy (« Centre européen pour l'économie politique internationale ») est un think tank « enraciné dans la tradition classique du libre échange et d'un ordre économique global ouvert ». Basé à Stockholm et à Bruxelles, il est financé par des entreprises privées. Spécialistes des questions de politique commerciale internationale, ses fondateurs et son conseil consultatif sont étroitement liés à JP Morgan et à des think tanks états-unis comme le Cato Institute.

L'ECIPE organise déjeuners, séminaires et événements pour promouvoir les politiques commerciales favorables au secteur privé, comme l'application stricte des brevets pharmaceutiques, qui restreignent pourtant drastiquement la disponibilité de médicaments à un prix abordable dans l'hémisphère sud. L'essentiel de son budget provient de la Free Enterprise Foundation, elle aussi basée en Suède.

Un rapport de ce think tank publié en 2016, intitulé « La fabrique du mécontentement : la prise de pouvoir des groupes opposés au TTIP/Tafta », affirme que l'inquiétude du public vis-à-vis du projet de traité de libre échange entre États-Unis et Union européenne, le TTIP/Tafta, était l'œuvre d'ONG qui avaient répandu des informations mensongères. Ce rapport, qui accumule erreurs factuelles et affirmations trompeuses, appelait également à réexaminer le financement par l'UE des ONG qui critiqueraient le TTIP/Tafta - une revendication aujourd'hui reprise par les eurodéputés conservateurs.

## AMAZON

**Avenue des Arts 27**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 6 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1,75 million € - 2 millions € (2016)**

Lancé en 1994 sous forme d'une librairie sur internet, Amazon est le plus grand commerçant en ligne au monde et vend une large gamme de produits de consommation, y compris du contenu consultable en streaming, des livres numériques, ainsi que des liseuses Kindle pour les lire. Célèbre pour son optimisation fiscale et pour les conditions de travail déplorables qu'il impose à ses employés, Amazon ne lésine pas sur le lobbying à Bruxelles, en particulier en ce qui concerne la législation européenne relative à la protection des données. Cette multinationale a réussi avec d'autres à convaincre un grand nombre d'eurodéputés de déposer des centaines d'amendements rédigés par l'industrie elle-même dans le cadre du débat sur la refonte de cette législation en 2013.

## TELEFÓNICA

**Avenue des Arts 20**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 6 ETP**

**Dépenses en lobbying : 2 millions € (2016)**

Telefónica, entreprise espagnole de télécommunications, est un des plus grands opérateurs téléphoniques et fournisseurs de réseaux mobiles au monde. Acteur majeur des cercles d'influence à Madrid et dans les capitales latino-américaines, son ancien patron César Alierta a impulsé l'expansion mondiale de son entreprise dans les années 2000. En Espagne, Alierta présidait jusqu'à récemment un lobby représentant l'élite de l'industrie, le Consejo Empresarial para la Competitividad (« Conseil entrepreneurial pour la compétitivité »), qui rassemble les patrons des plus grandes entreprises espagnoles et rencontre régulièrement les responsables gouvernementaux.

Telefónica est aussi membre de l'association professionnelle European Telecommunications Network Operators Association (ETNO, Association européenne des opérateurs de réseaux de télécommunications), basée à Bruxelles, qui a fait pression pour préserver des failles dans le projet de suppression des frais d'itinérance pour les téléphones mobiles en Europe.

## SIEMENS

**Avenue des Arts 20**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 11,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 2 764 773 € (2015)**

Siemens, une grosse machine de lobbying, est un conglomérat allemand et le premier fabricant de matériel électronique en Europe. Il bénéficie d'un très bon accès à la Commission puisque ses employés s'y sont rendus 26 fois pour des rendez-vous de haut niveau en 2015 et 2016. Siemens a été impliqué dans des scandales de corruption dans plusieurs pays, par exemple pour des pots-de-vin versés à des membres du gouvernement grec afin d'obtenir des contrats pendant les Jeux olympiques d'Athènes de 2004.

Fervents partisans du TTIP/Tafta, les représentants de Siemens se sont joints à ceux d'autres multinationales, fin 2016, pour déplorer la sensibilisation croissante des citoyens quant aux menaces que font peser ces négociations confidentielles, ainsi que la friolité apparente de plusieurs importants dirigeants européens à l'égard de ce projet d'accord de libre-échange, du fait de la pression de l'opinion publique.

## ASSOCIATION EUROPÉENNE DES FABRICANTS DE PNEUS ET DE CAOUTCHOUC (ETRMA)

**Avenue des Arts 2**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 3 ETP**

**Dépenses en lobbying : 600 000 € - 700 000 € (2016)**

L'ETRMA représente les intérêts de fabricants de pneus tels que Bridgestone, Continental, Goodyear, Michelin et Pirelli, ainsi que de la plupart des entreprises européennes du secteur du caoutchouc. Il a bataillé avec succès pour s'assurer que les granulats de caoutchouc, obtenus à partir de pneus usagés et utilisés pour fabriquer la pelouse artificielle des terrains de sport, soient exclus des règles européennes les plus strictes sur les produits chimiques. Ceci en dépit des craintes sur les risques sanitaires de ces terrains artificiels et des aires de jeu qui contiennent ces substances toxiques et cancérigènes, normalement considérées comme des déchets chimiques – et qui sont envahies chaque semaine par des milliers d'enfants. L'ETRMA déclare que ses activités de lobbying portent principalement sur la réglementation des produits chimiques, le changement climatique, les nanomatériaux, le commerce, la réglementation relative à la sécurité routière et le transport.





## TOTAL

**Rue de l'Industrie 52**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 6 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1,75 million € - 2 millions € (2016)**

Total fait partie des sept plus grandes entreprises pétrolières de la planète et est également un important producteur de produits chimiques. Les firmes pétrolières comme Total et Shell ont encouragé l'utilisation du gaz naturel en le présentant comme l'avenir des énergies propres (visitez aussi l'Usine à gaz p. 93), bien que son extraction (en particulier avec la fracturation hydraulique) et son transport provoquent des fuites de méthane, un puissant gaz à effet de serre. L'entreprise a activement soutenu cette thèse trompeuse lors de la COP21, le grand sommet climatique mondial qui s'est tenu à Paris en décembre 2015. Jean-Michel Lavergne, un de ses dirigeants, siège au conseil d'administration de l'American Petroleum Institute, célèbre pour son positionnement climato-sceptique.

Ces dernières années, les géants des énergies sales ont racheté des entreprises européennes spécialisées dans les énergies renouvelables dans le but de donner l'impression qu'elles effectuaient une transition vers les énergies propres. En 2013, Total a pris un rôle actif dans l'association professionnelle des panneaux solaires, la European Photovoltaic Industry Association (rebaptisée depuis SolarPower Europe) en la personne de son directeur marketing, Oliver Schaefer, qui est devenu président d'EPIA, et d'un autre de ses dirigeants, Arnaud Chaperon, qui a pris le poste de vice-président.



## WHITE & CASE

**Rue de la Loi 62**

**Type : Cabinet juridique**

**Nombre de lobbyistes déclarés : non déclaré**

**Dépenses en lobbying : non déclarées**

White & Case est basé à New York et fait partie des cabinets d'avocats internationaux les plus actifs dans les affaires d'arbitrage relatif aux investissements. Les mécanismes d'arbitrage sont des dispositions controversées incluses dans de nombreux traités commerciaux, qui permettent à des entreprises de poursuivre des gouvernements mais pas le contraire (cf. p. 141). White & Case n'a d'ailleurs pas hésité à accepter des plaintes extrêmement polémiques initiées dans ce cadre.

Le cabinet a par exemple aidé des porteurs d'obligations italiens à poursuivre l'Argentine dans une affaire de plusieurs milliards de dollars, suite à la restructuration de la dette souveraine du pays au lendemain de la crise financière de 2001. Quand l'Inde a autorisé le fabricant d'un médicament générique à vendre une version moins chère d'une molécule contre le cancer brevetée en 2012, White & Case a flairé la bonne affaire, et a cherché à prouver que les multinationales pharmaceutiques détentrices de brevets « pourraient tenter d'obtenir réparation en s'appuyant sur les traités d'investissement bilatéraux applicables ». En faisant ainsi feu de tout bois, certains cabinets d'avocats jouent un rôle moteur dans l'essor des tribunaux internationaux d'arbitrage relatif aux investissements.

En tant que membre du think tank European Federation for Investment Law and Arbitration (EFILA, Fédération européenne pour le droit de l'investissement et l'arbitrage), White & Case participe à une plateforme dont le but officiel est de favoriser un « débat objectif » sur l'arbitrage relatif aux investissements, tout en soutenant fortement l'intégration de ces tribunaux d'arbitrage privés hautement controversés dans le TTIP/Tafta. Comme la plupart des cabinets d'avocats bruxellois, il ne figure pas au Registre de transparence.

## POLITICO EUROPE

**Rue de la Loi 62**

**Type : Média**

Dans le même immeuble que White & Case se trouve Politico Europe, le plus important organe de presse consacré aux affaires de l'Union européenne. Propriété de Politico USA et de la maison d'édition allemande Axel Springer (laquelle publie *Bild*, un tabloïd ancré à droite, le journal le plus diffusé en Europe), Politico s'est donné pour mission, dès son lancement en 2015, de secouer la scène médiatique bruxelloise.

Promesse en partie tenue, avec des articles et des informations sur des personnes et des événements dont on avait peu parlé auparavant. Cependant, avec son modèle économique reposant apparemment sur le « native advertising » (articles payés qui adoptent le format et l'apparence d'une publication lambda), sur la possibilité que des organisations parrainent des articles et d'autres contenus dont elles seraient en même temps le sujet, et sur la co-organisation de débats et d'événements dominés par les entreprises privées, Politico court le risque de brouiller la frontière entre journalisme et business.

## HUME BROPHY

**Rue de la Science 41**

**Type : Conseil en relations publiques et lobbying**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 18 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1,25 million € - 1,5 million € (2016)**

Le cabinet irlandais Hume Brophy propose des lobbyistes à louer lobbying à, des grands noms de la finance : Commodity Markets Council, Citadel Investment et European Fund & Asset Management Association, ainsi qu'à des firmes comme Monsanto ou Tate & Lyle.

En février 2015, Hume Brophy a contrevenu à la réglementation européenne en organisant une réunion avec un membre du cabinet du commissaire à la Recherche, Carlos Moedas, pour le compte d'un lobby de l'industrie du charbon, la World Coal Association, qui à l'époque ne figurait pas au Registre de transparence. C'est aussi un habitué des « portes tournantes » bruxelloises, qui a recruté un bon nombre d'anciens eurodéputés ces dernières années.

Hume Brophy gère aussi la « Glyphosate Task Force », une plateforme regroupant les producteurs d'herbicides à base de glyphosate, parmi lesquels Monsanto, Syngenta et Barclay Chemicals. Cette plateforme fait campagne pour que le glyphosate soit de nouveau autorisé pour les herbicides, malgré le fait que le Without caps: Centre international pour la recherche sur le cancer de l'Organisation mondiale de la santé ait déclaré que cette substance était « probablement cancérigène pour les humains ».

## DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE, DES SERVICES FINANCIERS ET DE L'UNION DES MARCHÉS DES CAPITAUX (DG FISMA)

**Rue de Spa 2 – parcours FINANCE**

**Type : Institution publique**

L'une des missions principales de la DG FISMA est d'initier et de mettre en œuvre la politique de l'Union européenne pour les secteurs bancaire et financier. Suite à la crise de 2007-2008 et aux propositions de nouvelles régulations financières, elle a été la cible d'un lobbying intense de la part du secteur privé.

Malheureusement, le commissaire britannique et ancien lobbyiste du secteur privé Jonathan Hill a été nommé à la tête de ce service en 2014 (ce qui a été perçu comme une concession envers le Royaume-Uni à la veille du référendum sur le Brexit). Hill a démissionné après la tenue du référendum en 2016, mais les choses ne semblent pas avoir particulièrement changé pour cette puissante DG.

Une étude conduite en 2017 par ALTER-EU a montré que jusqu'à 83% des réunions de lobbying avec les responsables de la DG FISMA ne sont pas rendues publiques parce qu'elles se tiennent avec des fonctionnaires de niveau intermédiaire ou inférieur. Pire encore : 92% des réunions de lobbying avec des fonctionnaires de la DG FISMA se font avec le secteur privé.

## ASSOCIATION POUR LES MARCHÉS FINANCIERS EN EUROPE (AFME)

**Rue de la Loi 82 – parcours FINANCE**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 26,25 ETP**

**Dépenses en lobbying : 4,5 millions € - 4,75 millions € (2015-16)**

L'AFME, lobby de la finance des plus influents, est le porte-voix des principales banques internationales et européennes en ce qui concerne les politiques de l'UE. Le lobbying de l'AFME tourne essentiellement autour des règles relatives à l'union bancaire de 2014, que l'on a fait passer pour une mesure d'après-crise visant à remettre le secteur bancaire sur pied. Pourtant, les lobbies de ce secteur ont été impliqués du début à la fin du processus d'élaboration de ces règles. Par conséquent, celles-ci sont tellement biaisées et comportent tellement de failles que vous seriez tout excusé de penser que l'objectif de l'union bancaire est de servir les intérêts des grandes banques.



## CEMBUREAU - THE EUROPEAN CEMENT ASSOCIATION

Rue d'Arlon 55

Type : Association professionnelle

Nombre de lobbyistes déclarés : 4 ETP

Dépenses en lobbying : 400 000 € - 499 999 € (2015)

Même si plus de cinq millions de travailleurs sont exposés dans l'Union européenne à la poussière de silice, laquelle peut provoquer le cancer du poumon, Cembureau s'est arrangé pour repousser l'adoption de toute législation afin de protéger les bénéficiaires engrangés par ses membres. En 2006, l'association a rejoint la structure intersectorielle « Negotiation Platform on Silica » (NePSi, « plateforme de négociation sur le silice »), fondée un an plus tôt. Cette plate-forme a pour objectif de montrer qu'il est possible de veiller à la santé et à la sécurité des travailleurs exposés à la poussière de silice par des initiatives volontaires des entreprises, ce qui rendrait inutile toute nouvelle réglementation en la matière. Depuis la création de cette plateforme, la Commission européenne a investi des millions d'euros dans les projets qu'elle a initiés, même si leurs conclusions, publiées en 2016, ne faisait aucunement référence à la réduction plus que prioritaire de la concentration en poussière de silice dans l'air que respirent les travailleurs. Jusqu'à présent, la seule victoire de NePSi, et donc du Cembureau, est le report pour plusieurs années de toute réglementation contraignante relative à la poussière de silice, la proposition finale de la Commission à cet égard ayant été bien en-deçà des exigences des syndicats de travailleurs.

## COPA-COGECA (COMITÉ DES ORGANISATIONS AGRICOLES PROFESSIONNELLES & ASSOCIATION GÉNÉRALE DES COOPÉRATIVES AGRICOLES)

Rue de Trèves 61 – parcours AGRICULTURE

Type : Association professionnelle

Nombre de lobbyistes déclarés : 18 ETP

Dépenses en lobbying : 1 million € - 1,25 million € (2015)

Principal lobby de l'agriculture industrielle à Bruxelles, gestionnaire de fait de la Politique agricole commune pendant des décennies, le Copa-Cogeca est la fédération européenne des syndicats d'exploitants agricoles. Il soutient surtout, dans son plaidoyer, les intérêts d'une élite de gros exploitants plutôt que la majorité de la profession (le fait qu'il fasse secrétariat commun avec le lobby des coopératives agricoles n'aide pas). Son point de vue correspond souvent à celui des grandes entreprises de l'agrobusiness, malgré les menaces que fait peser l'agriculture industrielle sur les petites exploitations et les entreprises agricoles familiales en Europe.

Ce puissant lobby domine de manière écrasante nombre de groupes de travail et de groupes consultatifs agricoles de la Commission. En 2015, le Copa-Cogeca a prouvé que ses positions étaient à prendre en considération, en n'hésitant pas à menacer les eurodéputés de relocaliser l'élevage intensif européen si le Parlement votait une limitation des émissions de gaz liées au bétail ! Au niveau de l'UE, l'agriculture est responsable de 40% de la pollution au méthane, un puissant gaz à effet de serre.

## DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (DG AGRI)

Rue de la Loi 130 – parcours AGRICULTURE

Type : Institution publique

La DG AGRI est le département de la Commission chargé de la politique européenne en matière d'agriculture et de développement rural. Elle gère le plus gros budget de l'Union, la Politique agricole commune (PAC). La DG AGRI tend à soutenir un modèle intensif et industriel de production agricole et alimentaire, qui pose toute une série de problèmes en termes d'impact sur la santé humaine et sur l'environnement, ainsi que d'aggravation des inégalités entre exploitants agricoles.

L'agriculture industrielle est représentée à Bruxelles par certains des lobbies les plus grands et les plus puissants d'Europe, dont des groupes comme la Copa-Cogeca (cf. p. 126), qui ont à leur actif une pratique intensive du lobbying et des victoires significatives.

C'est un modèle d'agriculture dans lequel les travailleurs agricoles et le bétail ne sont que des marchandises aisément remplaçables. À l'autre bout du spectre, d'autres souhaitent une politique agricole verte et juste, ce qui impliquerait que l'agriculture industrielle, qui est nuisible, cesse de recevoir des subventions publiques.

## 📍 RÉSIDENCE PALACE

**Rue de la Loi 155**

**Type : Lieu**

Luxeux ensemble résidentiel destiné à la bourgeoisie et à l'aristocratie bruxelloises, le Résidence Palace a été conçu pour faire face à la pénurie de logements due à la Première guerre mondiale, mais aussi répondre au manque d'employés de maison à cette époque. Les résidents pouvaient en effet se partager les travailleurs domestiques qui étaient mis à leur disposition. Actuellement, le bâtiment héberge surtout des think tanks et des médias. C'est un important bastion de lobbying au sein du quartier européen, et l'endroit idéal pour organiser événements et conférences lorsque l'on veut attirer l'attention des journalistes.

## 📍 LISBON COUNCIL

**Résidence Palace, Rue de la Loi 155**

**Type : Think tank**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 6 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1 million € - 1,25 million € (2015)**

Le Lisbon Council for Economic Competitiveness and Social Renewal (« Conseil de Lisbonne pour la compétitivité économique et le renouveau social ») a été fondé en 2003. Financé par des entreprises privées, il fait la promotion des réformes néolibérales. Parmi ses fondateurs, on trouve des multinationales géantes comme Accenture, Apple, Uber et Google. Sa série d'événements « Europe 2020 » réunit dirigeants du monde politique et du secteur privé.

En 2014, la directrice du Lisbon Council, Ann Mettler, a été nommée au poste de cheffe du Centre européen de stratégie politique, le think tank interne de la Commission. Auparavant, elle avait travaillé comme directrice pour l'Europe du Forum économique mondial, le lobby international du secteur privé. Son rôle actuel au sein du Centre européen de stratégie politique comporte une mission de conseil du président Juncker et du collège des commissaires sur les priorités politiques. Sa nomination à la Commission est une triste démonstration de l'inadéquation de ses règles d'évaluation des conflits d'intérêts potentiels, puisqu'il n'a pas été tenu compte de l'étroite collaboration de Mettler avec certaines des plus grosses multinationales présentes en Europe dans le passé.



## BERTELSMANN STIFTUNG

**Résidence Palace**

**Rue de la Loi 155 – parcours COMMERCE**

**Type : Think tank**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 15 ETP**

**Dépenses en lobbying : 3,75 millions € - 4 millions € (2016)**

La fondation Bertelsmann est un important think tank allemand qui détient 77% de Bertelsmann, le groupe mondial de médias. Fervent partisan des négociations à huis-clos du TTIP/Tafta, ce think tank a organisé une « tournée » dans cinq grandes villes états-uniennes pour faire la promotion de ce projet d'accord commercial entre les États-Unis et l'Union européenne. En Allemagne, la fondation a accumulé une grande expérience dans la diffusion des idées les plus néolibérales, comme la fin de la gratuité de l'éducation. À Bruxelles, Bertelsmann Stiftung a contribué aux relations étroites et malsaines entre la Commission et le secteur privé en embauchant en 2015 l'eurodéputée et ancienne commissaire Viviane Reding dans son conseil d'administration, et ce malgré les inquiétudes relatives à un possible conflit d'intérêts. Reding a occupé un poste de commissaire européenne pendant 15 ans, ce qui lui a permis d'accumuler une kyrielle de contacts et une considérable expérience politique, particulièrement dans les domaines des médias, de la vie privée et de l'éducation.

L'entreprise Bertelsmann – qui possède des bureaux juste à côté, chaussée d'Etterbeek 166 - a elle-même recruté des personnalités politiques. Entre 2004 et 2011, Elmar Brok, influent eurodéputé allemand, a occupé le poste de premier vice-président au développement des médias chez Bertelsmann, alors qu'il était toujours député européen et présidait la commission des affaires étrangères du Parlement.

## EUROPEAN FOUNDATION FOR FREEDOM

**Rue de la Croix de Fer 23**

**Type : Think tank**

**Nombre de lobbyistes déclarés : non déclaré**

**Dépenses en lobbying : non déclarées**

La European Foundation for Freedom (Fondation européenne pour la liberté EAF) est le think tank de l'Alliance européenne pour la liberté, le parti politique d'extrême droite paneuropéen. Fondé en 2010, l'EAF compte parmi ses membres les plus éminents Marine Le Pen, femme politique française et dirigeante du Front National, l'eurodéputé Godfrey Bloom, homme politique britannique et ancien membre du parti UKIP, et le député européen autrichien Franz Obermayr, issu des rangs du Parti pour la liberté. Ses membres et les partis politiques qui y sont associés sont réputés pour la radicalité de leur propagande raciste et anti-immigrants, souvent émaillée de discours haineux contre les réfugiés. L'extrême droite européenne s'est servie de la crise économique et de l'austérité par laquelle on y a répondu pour diffuser ses positions racistes et diriger la colère populaire contre un « ennemi étranger » que l'on peut facilement blâmer de tous les maux.

## CLEAN EUROPE NETWORK

**Avenue Livingstone 13-15**

**Type : Autre**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 25 ETP**

**Dépenses en lobbying : moins de 10 000 € (2016)**

Qui oserait être en désaccord avec un réseau baptisé « Europe propre », dont le nom semble tellement inoffensif et qui déclare se battre pour sensibiliser les consommateurs afin de mieux lutter contre les déchets ? Mais qu'en est-il en réalité ? Les bureaux de Clean Europe Network sont gérés par Eamonn Bates, un cabinet de lobbying installé depuis longtemps à Bruxelles qui préside également Pack2Go, le lobby des entreprises produisant des bouteilles, des tasses jetables et autres emballages en plastique.

Les propositions de Clean Europe Network servent en réalité les intérêts de l'industrie des emballages. Il s'agit essentiellement de stratégies pour retarder toute mesure efficace pour régler le problème des déchets, comme les consignes sur les bouteilles et les canettes ou les dispositifs visant à faire payer la collecte et la gestion des ordures par les producteurs eux-mêmes. Cet exemple est aussi un rappel utile que dans le microcosme bruxellois, on ne doit pas se fier aux apparences, et que des coalitions apparemment innocentes peuvent en réalité protéger les intérêts de grandes entreprises.

## LES MAÎTRES DE L'AUSTÉRITÉ

### DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES (DG ECFIN)

**Bâtiment Charlemagne, Rue de la Loi 170**  
**Type : Institution publique**

La DG ECFIN est le département de la Commission responsable de l'union monétaire et économique, ce qui inclut la coordination des politiques et la surveillance des économies des États membres. Le moins que l'on puisse dire est que la manière dont elle a géré la plus grave récession économique depuis la Seconde guerre mondiale laisse grandement à désirer.

La crise financière a non seulement dévasté les économies européennes, mais a aussi eu de lourdes conséquences en termes de démocratie et de droits humains, tout particulièrement dans les pays qui ont dû être « sauvés ». Suite au krach financier de 2008, des réformes majeures de la gouvernance économique de l'Union européenne ont été introduites. Elles ont été conçues pour verrouiller les politiques au niveau national et renforcer l'austérité, limitant les options des gouvernements à un modèle de réduction des dépenses dans les services publics fondamentaux tels que la santé et l'éducation.

Les politiques d'austérité et la gouvernance économique néolibérale ne sont pas simplement l'application d'une théorie économique erronée. Elles ont été délibérément soutenues par les puissants intérêts qu'elles favorisent. Les partisans de l'austérité au plus haut niveau des institutions de l'Union européenne et des États membres ont insisté sur le besoin de réduire les dépenses publiques après que plusieurs pays de la zone euro ont dû faire face à l'augmentation de leur dette souveraine du fait des secours apportés aux banques.

Alors que la dérégulation des marchés financiers faisait partie des causes profondes de la crise, ce sont les citoyens européens qui ont été obligés de payer la facture et de supporter « réformes structurelles » et attaques en règle contre les droits sociaux et le droit du travail. La situation a atteint son paroxysme avec le Pacte budgétaire européen, un traité de 2012 conçu pour ancrer l'austérité dans la législation par le biais d'un renforcement des règles relatives aux dépenses publiques. Pendant ce temps, l'extrême droite européenne, qui faisait déjà son profit de la détresse provoquée par la crise économique, a sauté sur l'occasion d'exploiter le mécontentement créé par l'austérité et le rediriger contre les réfugiés qui fuyaient la violence déchaînée au Moyen-Orient.

« Il ne faut pas gâcher une bonne crise » aiment à dire certains. Les grandes entreprises, tout particulièrement par l'intermédiaire de BusinessEurope (cf. p. 48) et la Table-ronde des industriels européens (cf. p. 137), ont pris ce message à cœur et tiré parti de la crise pour mettre leurs objectifs de long terme à l'ordre du jour politique de l'UE. Les lobbies ont dû lutter pendant des années pour imposer une procédure connue sous le nom de

« Semestre européen », qui est enfin devenue réalité à la faveur de la crise.

Il s'agit d'un mécanisme annuel, impliquant la Commission et le Conseil, imposant une coordination des politiques structurelles, macroéconomiques et budgétaires de tous les pays de l'Union. Il se conclut par un ensemble de recommandations de réformes pour chaque État membre. Au début, en 2011, ces recommandations n'étaient pas contraignantes, mais en 2013 les rêves de l'industrie sont devenus réalité puisqu'un nouvel ensemble de règles est entré en vigueur pour imposer des contrôles budgétaires et ce que l'on appelle des « réformes structurelles ». Les politiques de la Commission et du Conseil sur ces sujets sont devenues un reflet presque fidèle des souhaits des multinationales.

## LES HUIT SAGES DE LA BANQUE

Le groupe de haut niveau sur la crise financière a été mis en place par la Commission et le Conseil suite au krach de 2008. Ce groupe est également connu sous le nom de groupe de Larosière, du nom de son président, le banquier français Jacques de Larosière de Champfeu. Sa mission ? Identifier des propositions de réforme du système financier.

Sur les huit membres de ce groupe, quatre avait des liens étroits avec des géants de la finance : Goldman Sachs, BNP Paribas, Citibank et feu Lehman Brothers. Un autre siège était réservé à l'employé d'un cabinet de conseil représentant quelques-unes des plus grandes banques, et un autre encore pour l'ancien chef de l'Autorité des services financiers britannique, qui avait une part non négligeable de responsabilité dans la faillite presque totale de plusieurs banques britanniques.

En un mot, la tâche de réformer le système financier a été confiée aux principaux responsables de la crise. Dès sa création, ce groupe a été un cas d'école de capture réglementaire par les entreprises, puisque la Commission s'était pratiquement engagée à adopter ses propositions avant qu'elles ne soient formulées. Le groupe a publié ses recommandations de réforme du secteur bancaire en 2009. Sans surprise, celles-ci n'ont pas suscité beaucoup d'angoisse parmi les banquiers.

# AU-DELÀ DU QUARTIER EUROPÉEN

## CABINETS D'AVOCATS ET AGENCES DE LOBBYING

1. Alber & Geiger

## INSTITUTIONS PUBLIQUES

2. Direction générale pour l'action pour le climat (DG CLIMA)

## ENTREPRISES

3. Uber
4. Syngenta
5. BNP Paribas
6. BMW
7. Engie
8. Arcelormittal
9. Monsanto
10. Chevron
11. ExxonMobil

## ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

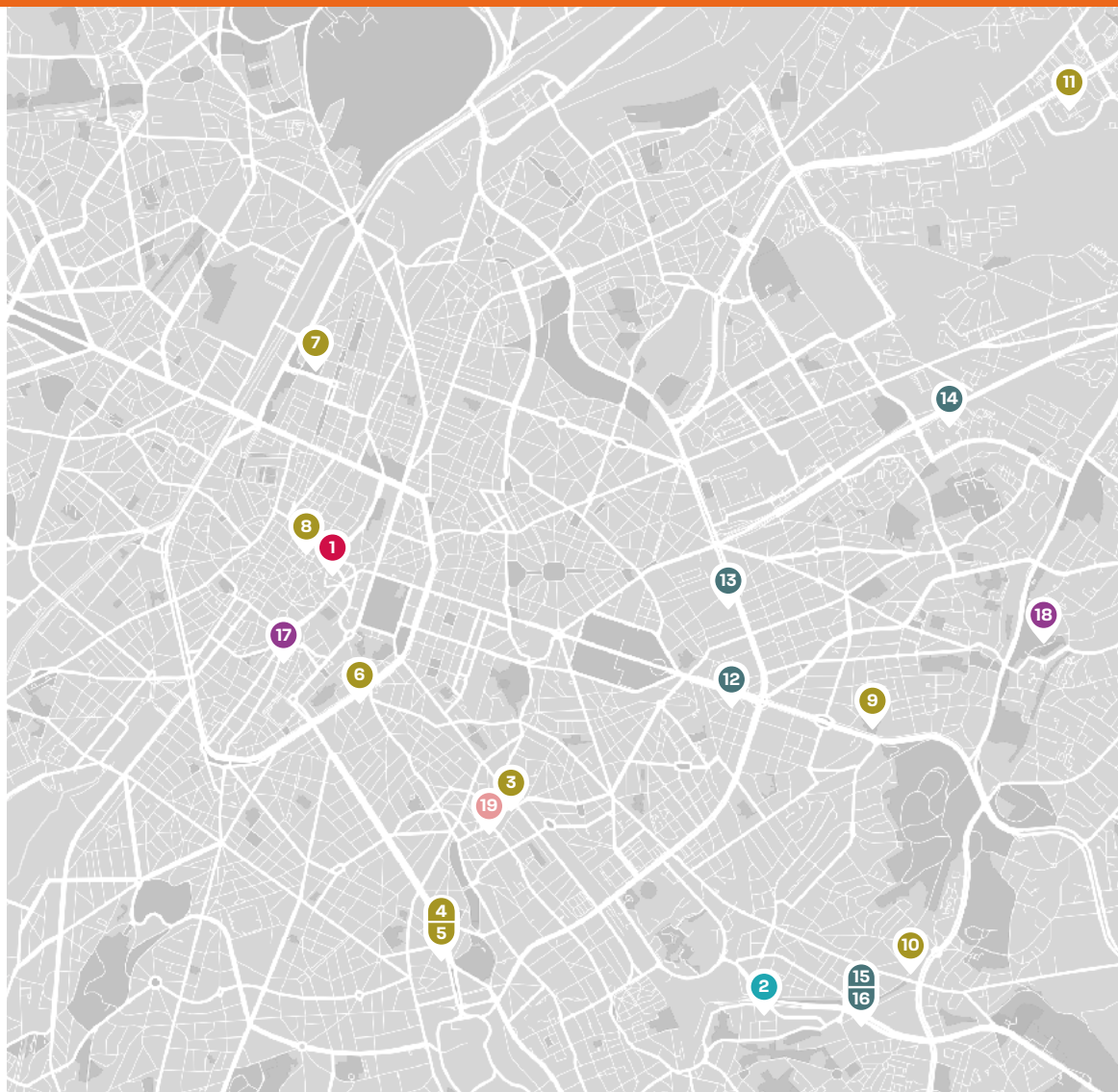
12. Europabio
13. Table-ronde des industriels européens (ERT)
14. Forum européen de l'énergie (EEF)
15. Association européenne de protection des cultures (ECPA)
16. Conseil européen de l'industrie chimique (Cefic)

## THINK TANKS

17. Conseil européen de l'information sur l'alimentation (EUFIC)
18. International Life Sciences Institute (ILSI Europe)

## AUTRES

19. European Business Summit (EBS)



## EUROPEAN BUSINESS SUMMIT (EBS)

**Rue du Bélvédère 28**

**Type : Autre**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 1 ETP**

**Dépenses en lobbying : moins de 10 000 € (2015)**

Le European Business Summit (EBS) est une prestigieuse conférence de deux jours organisée par la Fédération des entreprises de Belgique et BusinessEurope (cf. p. 48) et qui rassemble chaque année au mois de mai dirigeants d'entreprise et décideurs politiques. Sous le « haut patronage de Sa Majesté Albert II, Roi des Belges » en personne, cet événement attire 2000 participants venant de toute l'Europe : PDG, commissaires européens, premiers ministres et journalistes.

L'accent est mis sur les objectifs politiques des grandes entreprises, déclinés dans des ateliers, des séminaires, des cocktails propices au réseautage et des conférences de presse. Le reste de l'année, l'EBS organise aussi régulièrement des événements d'une journée sur des sujets tels que l'énergie et le climat ou la technologie numérique, ainsi qu'un événement annuel baptisé « De retour de Davos » pour les personnes qui reviennent du Forum économique mondial, la grand-messe à laquelle assistent les « 1% » de la planète dans les Alpes suisses. En mai 2014, 250 personnes ont été arrêtées au cours d'une manifestation pacifique anti-TTIP/Tafta devant l'European Business Summit.

## EUROPABIO

**Avenue de l'Armée 6, Etterbeek**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 1 ETP**

**Dépenses en lobbying : 200 000 € - 300 000 € (2016)**

EuropaBio (European Association for Bioindustries) est le plus influent et plus important lobby de l'industrie biotechnologique au niveau européen. Parmi ses membres, on retrouve Monsanto, Bayer et d'autres entreprises du secteur. Europabio demande l'autorisation de la culture des OGM dans toute l'Union européenne ainsi qu'un plus grand soutien financier pour la recherche biotechnologique. Ce groupe a démultiplié son lobbying bruxellois en employant plusieurs cabinets, comme Edelman (cf. p. 109) et Aspect, qui ont recruté des personnalités comme ambassadeurs d'Europabio en 2011 afin de tenter de surmonter le rejet des aliments génétiquement modifiés par le public européen.

## TABLE RONDE EUROPÉENNE DES INDUSTRIELS (ERT)

**Boulevard Brand Whitlock 165, Woluwe-St Lambrechts**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 3 ETP**

**Dépenses en lobbying : 800 000 € - 900 000 € (2016)**

La Table ronde des industriels européens (ERT) est un mastodonte du lobbying où l'on retrouve les grands patrons d'une cinquantaine des plus grosses multinationales européennes. Elle exerce une influence remarquable à plusieurs niveaux, et notamment en ce qui concerne le cœur de ses activités : le marché unique. Elle a joué un rôle clé lors de la mise en place de l'Acte unique européen de 1986. L'ancien poids lourd de l'ERT, le baron Daniel Janssen, a décrit le rôle de ce groupe comme celui de promouvoir une « double révolution » : « réduire le pouvoir de l'État et du secteur public en général par la privatisation et la déréglementation » et « transférer le plus de pouvoirs de l'État-nation vers une structure plus moderne et plus tournée vers l'international au niveau européen ».

L'ERT ne s'implique que très peu sur des textes législatifs spécifiques ; elle préfère se concentrer sur les traités et les stratégies d'ensemble, comme actuellement l'agenda numérique, le commerce, et les projets en cours de réduction de la fiscalité des entreprises sur le vieux continent.

Une autre priorité de l'ERT est le programme « Mieux légiférer » de la Commission. Présenté comme un exercice visant à réduire la bureaucratie, il s'agit en fait d'un projet visant à éliminer des régulations et à affaiblir les normes qui dérangent les entreprises, même quand ces normes servent à protéger les droits des citoyens, des travailleurs et des consommateurs. Le programme « Mieux légiférer » implique une révision complète de la législation de l'Union européenne, affectant toutes les règles existantes, celles en cours d'élaboration et les futures réglementations. À l'époque, en 2011, ces propositions semblaient beaucoup trop extrêmes pour être prises au sérieux mais elles ont été finies par être adoptées sous une forme ou une autre, et continuent d'être appliquées. (cf. également glossaire anti-jargon, p. 176.)

Il va sans dire que l'ERT jouit d'un accès privilégié aux plus hauts dirigeants européens, y compris à travers des réunions annuelles avec le président de la Commission et les gouvernements français et allemand.

## UBER

Rue de la Brasserie 120, Elsene

Type : **Entreprise**

Nombre de lobbyistes déclarés : **1,75 ETP**

Dépenses en lobbying : **700 000 € - 800 000 € (2016)**

L'application mobile Uber permet à ses clients munis d'un smartphone de réserver des trajets dans des véhicules privés dans les villes du monde entier. Uber s'est taillé une réputation féroce en raison de ses pratiques commerciales et de sa tendance à contourner le droit du travail. La légalité des activités d'Uber est régulièrement remise en question par les collectivités locales, notamment quant à savoir si ses conducteurs sont des employés qui peuvent prétendre à des droits ou de simple sous-traitants indépendants, comme Uber le prétend, ou encore si les véhicules Uber devraient posséder une licence de taxi.

Cette entreprise a donc intensifié ses dépenses de lobbying à Bruxelles depuis 2014, et a eu recours à une ribambelle d'anciens fonctionnaires pour l'aider à franchir les nombreux obstacles qui se dressent sur sa route. Tous les lobbyistes accrédités qui travaillent pour l'entreprise ont eu une expérience au sein des institutions européennes.

La plus belle prise d'Uber parmi ces cas de « portes tournantes » est l'ancienne commissaire européenne Neelie Kroes, fervente adepte d'Uber quand elle était encore en poste. Elle s'était notamment élevée contre la tentative des autorités bruxelloises d'interdire cette entreprise dans les rues de la ville en 2014. Dans les deux années qui ont suivi la fin de son mandat européen, Neelie Kroes est entrée au service de plusieurs entreprises, dont Uber (cf. portes tournantes, p. 89).

Uber a dû faire face à une nouvelle vague d'indignation publique lorsque son patron d'alors, Travis Kalanick, est entré dans le Business advisory council (conseil consultatif des entreprises) du président états-unien Donald Trump. Une campagne basée sur le hashtag #DeleteUber (« Supprimer Uber ») est devenue virale suite à l'annonce par Trump de son décret anti-musulman. Des millions de personnes ont supprimé l'application Uber de leur téléphone. En février 2017, Kalanick s'est retiré de ce conseil consultatif.

## SYNGENTA

Avenue Louise 489

Type : **Entreprise**

Nombre de lobbyistes déclarés : **2 ETP**

Dépenses en lobbying : **1,5 million € - 1,75 million € (2016)**

Syngenta est une entreprise biotechnologique mondiale produisant des semences et des pesticides. Elle fait actuellement équipe avec d'autres multinationales et des groupes de lobbying pour empêcher toute action de l'Union européenne contre les perturbateurs endocriniens (cf. p. 147).

Membre d'Europabio, de l'European Crop Protection Association (ECPA), d'AmCham EU et de nombreuses autres associations professionnelles et structures de lobbying, Syngenta a recruté ses lobbyistes dans les institutions et agences de l'Union européenne, dont l'Autorité européenne pour la sécurité des aliments (AESa ou EFSA, en anglais). En 2013, aux côtés de Bayer (cf. p. 85), Syngenta a jeté toutes ses forces dans un lobbying agressif contre l'interdiction partielle des pesticides néonicotinoïdes, néfastes pour les abeilles. L'entreprise est allée jusqu'à essayer de faire modifier le texte d'un communiqué de presse de l'EFSA sur cette question avant sa publication, en menaçant de traîner en justice l'agence et ses directeurs. Elle a attaqué depuis la Commission européenne devant la Cour de Justice pour tenter de faire annuler le moratoire partiel européen sur les néonicotinoïdes.

## BNP PARIBAS

Avenue Louise 489

Type : **Entreprise**

Nombre de lobbyistes déclarés : **6 ETP**

Dépenses en lobbying : **900 000 € - 1 million € (2016)**

Plus grande banque de la zone euro, BNP Paribas est aussi l'un des principaux financeurs du charbon et du nucléaire tout en ayant été une entreprise sponsor de la COP21, la Conférence sur le climat de Paris en 2015. BNP Paribas dispose d'un accès privilégié aux instances décisionnelles de l'Union européenne et a placé ses représentants dans tous les principaux groupes consultatifs de la Commission sur la réglementation financière. Elle est aussi très proche des fonctionnaires de la Banque centrale européenne. Un moment particulièrement décisif a été celui où la BNP est parvenue à conseiller la Commission sur la manière dont il fallait répondre à la crise financière à la fin des années 2000. Elle s'est assurée au passage que les réformes du secteur financier européen resteraient minimales (cf. encadré « Les huit sages de la banque », p. 133).



## ALBER & GEIGER

**Rue des Colonies 11**

**Type : Cabinet juridique**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 6,25 ETP**

**Dépenses en lobbying : 50 000 € - 100 000 € (2016)**

Alber & Geiger est une firme internationale qui se présente comme un « cabinet d'avocats-lobbyistes » avec des bureaux à Bruxelles, Berlin, Londres et Washington, et une spécialisation dans les litiges devant la Cour de justice européenne.

Alber & Geiger se vante notamment d'avoir aidé à torpiller un projet d'interdiction à l'échelle de toute l'Union européenne des sacs en plastique, au profit de son client, l'entreprise allemande Papier-Mettler, plus gros fabricant de sacs en plastique de l'UE. Alber & Geiger a lancé une campagne pour discréditer les autres solutions alternatives proposées et pour propager la peur des suppressions d'emploi supposées qu'aurait entraîné une interdiction, au moyen (selon ses termes mêmes) d'une macro-stratégie d'expansion basée sur des « éléments scientifiques, juridiques, politiques, sociaux et économiques » pour dénigrer les propositions sur la table.

En 2014, écrivant dans le média en ligne Euractiv, le partenaire-fondateur Andreas Geiger a décrit son entreprise comme des « chevaliers blancs » venant à la rescousse de clients tels que les membres de l'ancien gouvernement ukrainien. À l'époque, il représentait le premier ministre renversé Azarov et son fils, qui s'étaient réfugiés en Russie après le soulèvement en Ukraine. Tous deux possédaient plusieurs millions de dollars d'actifs gelés par l'Union européenne et étaient recherchés par Interpol pour détournement d'argent et d'autres délits.



## CONSEIL EUROPÉEN DE L'INFORMATION SUR L'ALIMENTATION (EUFIC)

**Rue Joseph Stevens 7**

**Type : Think tank**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 0,75 ETP**

**Dépenses en lobbying : moins de 10 000 € (2015)**

L'EUFIC est un think tank et une plateforme d'information basé à Bruxelles qui déclare fournir « des informations scientifiquement fondées sur la nutrition et la santé, la sécurité et la qualité des aliments ». En réalité, il opère plus comme un lobby de l'industrie alimentaire, bien qu'il ait oublié le déclarer au Registre de transparence. Il est cofinancé par la Commission européenne et l'industrie européenne des aliments et des boissons.

Son conseil d'administration comprend des représentants de Coca-Cola, Ferrero, General Mills, Mondelēz Europe, Mars, McDonald's, Nestlé, PepsiCo et Unilever. En 2010, l'EUFIC s'est engagée vigoureusement dans la bataille contre l'étiquetage alimentaire dit des « feux tricolores », bataille que le lobby agroalimentaire a fini par remporter en ne lésinant pas sur les moyens. L'EUFIC a commandé sa propre étude très sélective, centrée sur des systèmes d'étiquetage allégé préconisés par l'industrie, dont les conclusions allaient à l'encontre de celles des études indépendantes. Ces dernières prônaient un système d'étiquetage tricolore fournissant aux consommateurs un avertissement visuel simple et efficace contre les produits contenant beaucoup de graisse, de sucre ou de sel.



## ENGIE

**Boulevard Simon Bolivar 34**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 11 ETP**

**Dépenses en lobbying : 2 millions € - 2,25 millions € (2016)**

Engie (anciennement GDF Suez) se décrit comme un chef de file de la transition énergétique, alors que les énergies polluantes, comme le gaz et le charbon, restent au cœur de son activité. Même son engagement déclaré dans l'énergie verte implique surtout la construction de méga-barrages hydroélectriques aussi destructeurs que celui de Jirau sur un affluent de l'Amazone.

En mai 2014, les Amis de la Terre Europe, Corporate Europe Observatory et LobbyControl ont soulevé des questions, restées sans réponses, sur les services rendus par l'eurodéputée française Rachida Dati à Engie. Les médias français ont rapporté que Dati avait été employée comme consultante rémunérée par GDF Suez alors même qu'elle assumait un mandat de députée européenne. Elle a déposé des amendements législatifs, au stade de l'examen en commission, pour orienter la politique énergétique de l'Union européenne vers le gaz naturel. Dati ne s'était pourtant jamais particulièrement illustrée dans le passé par son implication sur ces questions. Les allégations de conflit d'intérêts à l'encontre de Dati sont restées sans suite au niveau du Parlement européen.



## ARCELORMITTAL

**Boulevard de l'Impératrice 66**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 5,25 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1,5 million € - 1,75 million € (2016)**

Première entreprise sidérurgique et minière au monde, ArcelorMittal est un poids lourd du lobbying au niveau de l'Union européenne, avec à son actif au moins 34 rendez-vous avec les hauts fonctionnaires de la Commission depuis novembre 2014. C'est l'un des principaux bénéficiaires du Système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (cf. encadré p. 141), un système profondément dysfonctionnel qui lui apporte des subventions publiques sans contribuer en rien à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Bien entendu, ArcelorMittal mène un lobbying forcené contre toute réforme de ce système.

Les émissions annuelles d'ArcelorMittal équivalent approximativement à celles de la République tchèque. Cette entreprise a cherché à diaboliser ou discréditer toutes les solutions proposées pour lutter contre le changement climatique, en insistant sur les risques de pertes d'emploi. Elle est aussi très active dans le cadre d'Eurofer, lobby du secteur de la sidérurgie qui a noué des liens étroits avec la DG GROW (cf. p. 50). En 2016, le conseil d'administration d'ArcelorMittal a accueilli un nouveau membre, Karel De Gucht, ancien commissaire européen au commerce.

## FORUM EUROPÉEN DE L'ÉNERGIE (EEF)

**Avenue Ariane 7, Woluwe-Saint-Lambert**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 3,75**

**Dépenses en lobbying : 385 141 € (2015)**

Fondé par des multinationales énergétiques de premier rang comme Shell, BP et RWE, le Forum européen de l'énergie réunit des eurodéputés, des commissaires et des représentants du secteur privé pour « débattre et discuter de manière informelle ». L'EEF propose ainsi aux acteurs majeurs du secteur énergétique une occasion en or de faire du lobbying et d'influencer les députés européens en toute discrétion. Animés par l'ancien président du Parlement européen Jerzy Buzek, qui présidait également la Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie, les débats dînatoires, les discussions et les déjeuners-conférences de l'EEF ne sont pas encadrées par le Parlement européen. L'EEF organise aussi des visites de terrain, comme en 2013 un voyage en Malaisie payé par Nestlé, le plus gros importateur d'huile de palme d'Europe. De retour en Europe, un des eurodéputés emmenés ainsi par l'EEF en vacances de lobbying a rédigé un rapport parlementaire favorable aux agrocarburants, prenant position contre les mesures environnementales pourtant cruellement nécessaires pour lutter contre la déforestation.

## INTERNATIONAL LIFE SCIENCES INSTITUTE (ILSI EUROPE)

**Avenue E. Mounier 83, Woluwe-Saint-Lambert**

**Type : Think tank**

**Nombre de lobbyistes déclarés : non déclaré**

**Dépenses en lobbying : non déclarées**

ILSI Europe est la branche européenne de l'International Life Sciences Institute ( « Institut international des sciences de la vie »), à la fois think tank et structure de lobbying financée par l'industrie de l'agro-business et dont le siège est à Washington. Fondé par des entreprises de l'industrie agroalimentaire, chimique et du génie génétique, les activités de l'ILSI visent à promouvoir des méthodologies et des concepts scientifiques favorables au monde des affaires. Son but est d'influencer le travail des agences de régulation de façon à minimiser les risques que l'évaluation des produits industriels conclue à leur dangerosité.

L'ILSI finance aussi des études dont les conclusions vont en général dans le sens de l'industrie, et réunit au sein de ses propres commissions et groupes d'experts, dont elle détermine le programme de travail, des scientifiques de l'industrie avec des universitaires et des scientifiques travaillant pour les régulateurs. Ce qui permet à la fois d'influencer ces derniers et d'obtenir des informations très en amont sur les projets des agences. Les recherches de l'ILSI Europe ont servi, par exemple, à fragiliser les processus de suivi et d'évaluation des risques que présentent les nouvelles plantes génétiquement modifiées. L'ILSI ne figure pas dans le registre des lobbies de l'Union européenne.

## MONSANTO

**Avenue de Tervuren 270, Woluwe-Saint-Pierre**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 1,25 ETP**

**Dépenses en lobbying : 300 000 € - 400 000 € (2015-2016)**

Monsanto est un des principaux producteurs au monde de semences génétiquement modifiées et d'herbicides. Réputé pour son lobbying agressif, Monsanto est un membre actif de groupes bruxellois tels que l'Association européenne des semences, EuropaBio et l'International Life Sciences Institute (cf. p. 114, 136, 143).

L'une des stratégies habituelles de cette industrie est de louer les services de cabinets de « défense des produits » afin de refaçonner et de détourner la science : elles emploient par exemple des scientifiques pour produire des études et des données favorables aux intérêts de leurs clients et pour critiquer les études qui s'y opposent.

En 2016, une initiative de la société civile internationale, le tribunal Monsanto, a été lancée pour enquêter sur cette entreprise accusée de violer les droits humains, mais aussi de crime contre l'humanité et d'écocide. D'éminents juges ont écouté les témoignages de victimes et ont rendu un avis consultatif. Pour eux, Monsanto a effectivement violé les droits humains à l'alimentation, à la santé, à un environnement sain et à la liberté indispensable pour mener des recherches scientifiques indépendantes.

Monsanto est aussi grandement impliquée dans la bataille actuelle autour d'un herbicide très répandu, le glyphosate. Richard Garnett, un des lobbyistes de Monsanto Europe, préside la plateforme industrielle Glyphosate Task Force (cf. Hume Brophy pour plus d'informations, p. 124). L'Organisation mondiale de la santé a classé le glyphosate comme « probablement cancérigène » mais l'industrie lutte bec et ongles contre les demandes d'interdiction dans l'Union européenne.

## ASSOCIATION EUROPÉENNE POUR LA PROTECTION DES CULTURES (ECPA)

**Avenue Edmond Van Nieuwenhuysse 6, Auderghem**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 3 ETP**

**Dépenses en lobbying : 600 000 € - 700 000 € (2016)**

L'ECPA, lobby de l'industrie agrochimique, pousse agressivement à l'affaiblissement des règles européennes relatives aux pesticides et aux OGM. Elle représente des multinationales productrices de pesticides comme Syngenta, Monsanto, BASF, Bayer CropScience et Dow AgroSciences. Cette association connaît bien les couloirs des institutions

européennes et siège dans de nombreux comités consultatifs et autres groupes d'experts dans les secteurs de la santé, de l'agriculture et de l'environnement.

L'ECPA et son homologue aux États-Unis CropLife America ont coordonné leur lobbying dans le but de tirer le plus de profits possible du TTIP/Tafta. Une chance pour eux : les négociateurs européens et états-uniens se sont fait une joie de travailler en bonne entente avec l'industrie des pesticides pour s'assurer que le TTIP/Tafta « fasse baisser leurs coûts et dynamise leurs affaires »... même si cela signifie faire courir davantage de risques à la santé humaine et à l'environnement.

Les deux associations ont reçu ensemble en 2016 le prix « Democracy for Sale » (« Démocratie à vendre ») co-organisé par Corporate Europe Observatory, pour avoir tenté d'utiliser les négociations du TTIP/Tafta pour refaçonner la réglementation actuelle et à venir relative aux pesticides. Si ces lobbies continuent à obtenir gain de cause auprès des décideurs bruxellois, les consommateurs seront de plus en plus exposés à des résidus de pesticides dans leur alimentation, la réglementation sur les perturbateurs endocriniens restera insuffisante (cf. p. 147), et des pesticides mortels pour les animaux pollinisateurs continueront à être répandus dans l'atmosphère.





## CONSEIL EUROPÉEN DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE (CEFIC)

**Avenue Edmond Van Nieuwenhuysse 4, Auderghem**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 48 ETP**

**Dépenses en lobbying : 12 100 000 € (2016)**

Le Cefic est la principale association professionnelle de l'industrie chimique européenne et aussi le lobby bruxellois doté du plus gros budget. La Commission a toujours été un partenaire bienveillant pour les lobbies de la chimie, et les a aidés à obtenir ce qu'ils voulaient.

Dans les années 2000, par exemple, le projet REACH de l'Union européenne, qui visait à améliorer la réglementation relative aux produits chimiques, a déclenché une offensive massive de lobbying de l'industrie. Le Cefic a mené le combat en utilisant des stratégies alarmistes et des campagnes de désinformation pour affaiblir le projet. Aux premières étapes du TTIP/Tafta, la Commission européenne s'est à nouveau inspirée de la liste de souhaits du Cefic et de son homologue états-unien l'American Chemistry Council, l'utilisant comme feuille de route pour les négociations. Le Cefic voit dans le TTIP/Tafta un moyen d'arriver à réduire encore les normes, déjà insuffisamment ambitieuses, introduites par REACH. La « coopération réglementaire » dans le cadre TTIP/Tafta (cf. glossaire anti-jargon, p. 176) pourrait offrir au secteur privé de multiples opportunités d'assouplir ces réglementations prétendument « pesantes ».

Le Cefic a joué un rôle clé dans la saga des perturbateurs endocriniens (cf. encadré page suivante) et s'est également tristement illustré par son opposition à toute politique climatique ambitieuse de la part de l'Union européenne. En 2015, il tirait la sonnette d'alarme sur la « fuite de carbone », c'est-à-dire le risque que les entreprises délocalisent à cause du coût trop élevé de l'énergie en Europe. Il a aussi utilisé sa position de sponsor du Sommet Entreprises et Climat, en amont du sommet pour le climat de la COP21, pour essayer de diluer toute référence aux études scientifiques sur le climat.

## INTOXICATION : L'AFFAIRE DES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS

Les perturbateurs endocriniens sont des substances chimiques présentes dans des milliers de produits de la vie quotidienne, depuis les plastiques et les cosmétiques jusqu'aux pesticides. De par leur capacité à interférer avec les systèmes hormonaux (endocriniens) des organismes vivants, ils sont susceptibles de provoquer de graves dommages sur la santé.

La législation de l'Union européenne exige que l'on agisse contre les perturbateurs endocriniens : si une substance chimique est identifiée comme perturbateur endocrinien, son interdiction devrait s'ensuivre. Ceci semblerait aller de soi, mais malheureusement la réalité est bien différente. Alors que la Commission était tenue de prendre l'initiative d'une nouvelle réglementation avant la fin de l'année 2013, le processus a été repoussé grâce à une campagne de lobbying massive de l'industrie.

Les lobbies de la chimie, soutenu par certains services de la Commission (notamment la DG SANTÉ et le Secrétariat général) et certains États membres (dont le Royaume-Uni et l'Allemagne), ont mis des bâtons dans les roues de ceux qui souhaitaient trouver une solution efficace au problème posé par ces substances chimiques. Les principaux groupes impliqués étaient les associations professionnelles de l'industrie chimique et du secteur des pesticides (Cefic et ECPA), et BASF et Bayer elles aussi sont directement montées au créneau. Ensemble, ils ont mené une campagne efficace basée sur les stratégies de lobbying habituelles de la part du secteur privé, tout en trouvant des alliés dans plusieurs États membres, au sein de la Commission européenne et au Parlement européen. Ils ont essayé de saper et de discréditer les études scientifiques indépendantes sur les perturbateurs endocriniens, tout en soutenant des études financées par l'industrie elle-même qu'ils présentaient comme les seules « recherches scientifiques fondées ». Ils ont fait pression sur les autres directions générales à la Commission pour aller à l'encontre de la DG ENVI (Environnement). Ils ont alerté sur les possibles conséquences économiques pour l'industrie. Ils ont retardé au maximum le processus politique et utilisé les négociations commerciales entre les États-Unis et l'Union européenne (TTIP/Tafta) comme levier, alléguant que toute réglementation relative aux perturbateurs endocriniens constituerait une nouvelle « barrière commerciale ».

En 2015, une décision de la Cour de justice de l'Union européenne a confirmé que la Commission, du fait de son inaction, contrevenait de fait à la législation européenne. L'année suivante, la nouvelle Commission a fini par rendre publique sa proposition de critères scientifiques d'identification des perturbateurs endocriniens, tant attendus. Cependant, cette proposition publiée suggérait que la Commission (à travers la DG SANTÉ, qui avait entre-temps remplacé la DG Environnement aux commandes) allait chercher à ménager suffisamment de failles pour satisfaire l'industrie, au lieu de donner la priorité à la santé publique. La proposition de la Commission ayant été rejetée par le Parlement fin Septembre 2017, la bataille continue de faire rage.

## CHEVRON

**Boulevard du Souverain 165, Auderghem**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 3,25 ETP**

**Dépenses en lobbying : 1 million € - 1,25 million € (2016)**

Chevron est une multinationale pétrolière états-unienne. Dans le cadre d'une stratégie de lobbying agressive pour faire accepter la fracturation hydraulique dans l'est de l'Europe, elle a pu bénéficier du soutien actif d'Hillary Clinton et du réseau diplomatique des États-Unis pour mettre la pression sur les dirigeants politiques nationaux et favoriser la fracturation hydraulique au plus haut niveau.

L'entreprise est aussi engagée dans une bataille juridique de grande ampleur avec l'Équateur. Elle a notamment initié un recours en arbitrage international contre ce pays après avoir été condamnée à payer 9 milliards de dollars pour nettoyer la pollution causée par l'exploitation du pétrole dans la forêt tropicale amazonienne. En 2016, il a été démontré que Chevron avait fait du lobbying auprès de l'Union européenne pour que les investisseurs étrangers aient légalement le droit de remettre en question les décisions gouvernementales dans le cadre du projet de traité de libre échange TTIP/Tafta entre les États-Unis et l'Union européenne. Une disposition qui pourrait dissuader les gouvernements européens d'adopter des lois interdisant l'utilisation de la fracturation hydraulique, par exemple.

## DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION POUR LE CLIMAT (DG CLIMA)

**Avenue de Beaulieu 24, Auderghem**

**Type : Institution publique**

DG CLIMA est le département de la Commission européenne en charge de la politique climatique. Entre autres responsabilités, elle participe aux négociations onusiennes sur le climat et gère le Système d'échange de quotas d'émissions de l'Union européenne (cf. p. 179). La DG CLIMA est dirigée par un ancien ministre espagnol, le commissaire Miguel Arias Cañete, dont les liens étroits avec l'industrie pétrolière ont rendu sa prise de fonction en 2014 extrêmement controversée. Cañete et son collègue Maroš Šefčovič, vice-président de l'Union de l'énergie, ont multiplié les rendez-vous avec les lobbyistes du secteur privé, au cours des deux premières années de leur mandat, alors qu'ils ne rencontraient les groupes défendant l'intérêt public qu'au compte-gouttes. Les politiques de la Commission reflètent ce déséquilibre. Se présentant volontiers comme un champion du climat, l'UE a surtout fait le bonheur de l'industrie des énergies fossiles.

## EXXONMOBIL

**Hermeslaan, Machelen**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 8 ETP**

**Dépenses en lobbying : 4,5 millions € - 4,75 millions € (2016)**

ExxonMobil est la première entreprise gazière et pétrolière au monde. Elle est membre de plus d'une douzaine d'associations professionnelles, de think tanks et de structures de lobbying. En plus de ses dépenses directes de lobbying à Bruxelles, qui s'élèvent à 5 millions d'euros, ExxonMobil n'hésite pas à s'attacher les services des cabinets de conseil en lobbying les plus onéreux, comme Burson-Marsteller, Fleishman-Hillard ou FTI Consulting.

En 1989, ExxonMobil a été responsable en Alaska de l'une des pires marées noires de l'histoire. Elle a pris la tête du mouvement climato-sceptique et a fait du lobbying contre l'avis scientifique ultra-majoritaire qui affirme que le réchauffement climatique est dû à la hausse des émissions de gaz à effet de serre, elle-même liée à la combustion de carburants fossiles.

L'industrie pétrolière s'est souvent inspirée, sur la question du climat, des stratégies mises en place par l'industrie du tabac, consistant à contester les données scientifiques sur lesquelles des régulateurs pourraient s'appuyer pour limiter leur taux de profit. Par exemple, ExxonMobil était parfaitement consciente du lien entre carburants fossiles et changement climatique bien avant que la question ne soit portée à l'attention du public. Malgré cela, l'entreprise a dépensé des millions dans les années 1980 et 1990 pour promouvoir le climato-scepticisme.

Beaucoup de think tanks climato-sceptiques ciblant les institutions européennes ont reçu un soutien financier d'ExxonMobil, tout en refusant de divulguer leurs sources de financement.

Récemment, l'influence de cette multinationale sur la politique étrangère des États-Unis a atteint de nouveaux sommets : l'ancien patron d'ExxonMobil Rex Tillerson est devenu le secrétaire d'État du président Trump.

## LOBBYISTES SANS BUREAU À BRUXELLES



### US CHAMBER OF COMMERCE

Washington DC – parcours **COMMERCE**

Type : **Association professionnelle**

Nombre de lobbyistes engagés : **2 ETP**

Dépenses en lobbying : **300 000 € - 400 000 € (2016)**

L'US Chamber of Commerce est un groupe de lobbying conservateur connu aux États-Unis pour son opposition à l'Obamacare et à la régulation de Wall Street, ainsi que pour les millions qu'elle dépense pour soutenir les candidats républicains lors des élections au Congrès.

Peter Chase, son lobbyiste en chef à Bruxelles de 2012 à 2016, sortait d'une longue carrière dans la diplomatie états-unienne. Il a même été l'envoyé spécial des États-Unis pour les biotechnologies, chargé de promouvoir les cultures génétiquement modifiées dans l'hémisphère sud.

L'US Chamber of Commerce a été particulièrement active dans les négociations commerciales du TTIP/Tafta entre les États-Unis et l'Union européenne, organisant des réunions avec les responsables de la Commission et exigeant une place formelle dans le cadre du système de « coopération réglementaire » envisagé dans le TTIP/Tafta, qui ferait du secteur privé un co-rédacteur de la législation au côté des responsables politiques (cf. glossaire anti-jargon, p. 176). Une revendication portée en tandem avec BusinessEurope (cf. p. 48), en un exemple parfait de coopération transatlantique entre lobbyistes du secteur privé, une caractéristique que l'on retrouve souvent à propos du TTIP/Tafta.



### ALTERNATIVE INVESTMENT MANAGEMENT ASSOCIATION (AIMA)

Londres

Type : **Association professionnelle**

Nombre de lobbyistes déclarés : **5 ETP**

Dépenses en lobbying : **800 000 € - 900 000 €**

L'AIMA est une structure de lobbying qui dépense des fortunes pour représenter les intérêts des fonds spéculatifs. En 2010, elle a été nommée au titre de « Pire lobbying de l'Union européenne » pour sa campagne mensongère visant à bloquer la réglementation relative aux spéculations les plus nuisibles du secteur financier. La crise financière a attiré l'attention sur les activités des firmes de « placements alternatifs » risqués, telles que les fonds spéculatifs et les fonds d'investissement privé. Suite aux appels pour une réglementation plus stricte, ce secteur financier a lancé une campagne de lobbying affirmant qu'une réglementation plus stricte rendrait l'Europe moins compétitive. En conséquence, les règles finalement adoptées sont restées très timides.

## THECITYUK

Londres

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 100 000 € – 200 000 €**

TheCityUK, « champion des services financiers et des services professionnels connexes basés en Grande-Bretagne », est un habitué de l'Eurostar. Les lobbyistes britanniques du secteur financier ont choisi d'unir leurs forces pour mieux influencer la réglementation financière de l'Union européenne, sous la houlette de lobbies basés à Londres tels que TheCityUK.

Habitée à arriver à ses fins, TheCityUK tient son pouvoir et son prestige de ses membres, des poids lourds de la City, et de ses liens étroits avec les décideurs : le vice-maire de Londres et la Corporation de la City de Londres sont représentés dans son conseil d'administration, tandis que la Banque d'Angleterre siège dans son conseil consultatif.

Ses lobbyistes ont sauté de joie lorsque la proposition de la Commission en matière de réglementation financière pour le projet d'accord de libre échange entre les États-Unis et l'Union européenne (TTIP/Tafta), a été rendue publique. De leur propre aveu, elle « reflétait si fidèlement l'approche de TheCityUK qu'un observateur non averti aurait pu se demander si elle n'avait pas été directement copiée sur notre brochure sur le TTIP/Tafta ». Inclure la finance dans le TTIP/Tafta aiderait les banques à contourner la réglementation financière plus sévère introduite par le gouvernement Obama suite au krach de 2008.

## LONDON STOCK EXCHANGE GROUP (LSEG)

Londres

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 3,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 400 000 € - 500 000 € (2016)**

Le London Stock Exchange Group est positionné au cœur du système financier mondial, à travers sa large palette de marchés d'actions, d'obligations et de produits dérivés. En 2014, en un exemple choquant d'utilisation des « portes tournantes » (cf. p. 89), l'ancienne présidente de la commission des affaires économiques du Parlement européen, Sharon Bowles, est entrée au service de LSEG quelques mois à peine après avoir quitté son poste d'eurodéputé. LSEG était clairement intéressé par ses avis, ses contacts et ses informations d'initié, puisqu'elle avait eu le temps de se familiariser avec toutes les réglementations concernant le groupe dans leurs moindres détails. Bowles a rencontré dix fois LSEG en tant qu'eurodéputée au cours des deux années précédant son entrée dans le groupe.

## CONSEIL MONDIAL DES ENTREPRISES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (WBCSD)

Genève

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : non déclaré**

**Dépenses en lobbying : non déclarées**

Cette association de plus de 200 multinationales allant de Shell à Monsanto se consacre à la promotion des grandes entreprises comme acteurs « écologiques ». Mise en place pour coordonner « la position du secteur privé » au sommet de la Terre à Rio en 1992, elle a joué un rôle clé dans la promotion d'une version du développement durable favorable aux grandes entreprises dans le cadre onusien. Son influence a joué un rôle majeur dans le fait que le sommet de la Terre de Johannesburg en 2002, et tous les autres sommets onusiens sur le climat et la biodiversité depuis, n'ont débouché que sur des approches non contraignantes pour les entreprises.

Lors de la Conférence sur le climat de Paris en 2015, le WBCSD a participé au lancement du plan d'action pour une « Agriculture intelligente face au climat », concept très en vogue au sein du secteur privé car il n'exige pas de véritable changement. Le groupe de travail est présidé par Monsanto, PepsiCo et Kellogg's, et soutenu par des entreprises émettrices de carbone et productrices d'engrais.

## GROS PLAN SUR LES LOBBIES FRANÇAIS À BRUXELLES

On a l'habitude, dans le débat politique français, de beaucoup épiloguer sur le rôle des lobbys à Bruxelles et leur influence néfaste. C'est oublier que les intérêts qui s'expriment dans la capitale européenne sont aussi, entre autres, ceux des milieux d'affaires français eux-mêmes. Lesquels bénéficient bien souvent du soutien actif des représentants officiels de la France à Bruxelles. Le gouvernement français se fait le porte-voix de « ses » grandes entreprises dans le cadre du Conseil européen, et certains eurodéputés français se sont fait remarquer par leurs liens avec le secteur privé. C'est le cas par exemple de Rachida Dati, probablement rémunérée par Engie (alors GDF Suez) pendant son mandat, ou encore de Dominique Vlasto, mise en cause il y a quelques années pour ses liens avec l'industrie du tabac, via le cabinet de lobbying français Europtimum.

Cette convergence entre public et privé est particulièrement forte autour de quelques grands secteurs où les multinationales françaises sont très présentes et qui sont vus par les pouvoirs publics français comme relevant d'intérêts stratégiques pour le pays : l'agriculture et l'alimentation, domaine dans lequel l'Union européenne joue un rôle important ; l'énergie (nucléaire, gaz et pétrole, et de plus en plus renouvelables) ; la finance ; les services publics comme l'eau, les déchets et les transports ; et enfin les industries de la sécurité et d'armement, qui ont pris de plus en plus d'importance ces dernières années. Sans surprise, ce sont les représentants de ces secteurs qui déclarent le plus de dépenses de lobbying à Bruxelles parmi les entités françaises inscrites au Registre de transparence (voir tableau ci-dessous).

Les intérêts économiques français savent jouer à merveille du double niveau de décision auquel ils ont désormais affaire, à Paris et à Bruxelles. Ils peuvent tenir des discours antagoniques selon leurs interlocuteurs, comme le lobby agricole français qui prétend défendre les petits paysans en France d'un côté et, de l'autre, pousse l'Union européenne à la libéralisation du commerce agricole, y compris via des traités de libre-échange comme le TTIP/Tafta ou le Ceta. Ils peuvent imposer à Bruxelles une mesure

qu'ils ont échoué à faire adopter en France, comme le secret des affaires (voir ci-dessous). Ils peuvent pousser la France à adopter des réformes modestes pour couper l'herbe sous le pied des velléités de réforme européenne plus menaçante, comme cela a été le cas pour la loi de séparation bancaire ou la taxe sur les transactions financières.

Les pages qui suivent présentent, à titre d'illustration, quelques-uns des principaux acteurs français du lobbying à Bruxelles. Mais il faut garder en tête qu'il est généralement bien difficile de séparer ce qui est « français » de ce qui ne l'est pas à Bruxelles, parce que le lobbying des multinationales françaises s'exerce aussi via les lobbys européens décrits dans le reste de ce guide, voire via les gouvernements d'autres pays où elles sont implantées, et aussi parce que leurs intérêts ne sont évidemment pas les mêmes que ceux du Français lambda.

## LES ENTITÉS FRANÇAISES QUI DÉCLARENT LE PLUS DE DÉPENSES DE LOBBYING À BRUXELLES

NOM	DÉPENSES LOBBYING	NOMBRE LOBBYISTES ETP	SUBVENTIONS UE	RENDEZ-VOUS COMMISSION
1 Engie	2 000 000€ - 2 249 999€	11	0	51
2 EDF	2 000 000€ - 2 249 999€	11	5 200 000	33
3 Airbus	1 750 000€ - 1 999 999€	6,5	30 000 000	116
4 Total	1 750 000€ - 1 999 999€	6	199 313	19
5 Fédération des industries ferroviaires	1 650 000€	1,75	0	0
6 Arcelor-Mittal	1 500 000€ - 1 749 000€	5,25	17 300 000	52
7 LVMH	1 500 000€ - 1 749 000€	3,25	0	26
8 Fédération nationale de l'artisanat automobile	1 250 000€ - 1 499 999€	20,5	0	2
9 Association de lutte contre la piraterie audiovisuelle	1 250 000€ - 1 499 999€	7,5	0	0
10 Orange	1 000 000€ - 1 249 999€	6	2 900 000	63
11 Institut Jacques Delors	1 000 000€ - 1 249 999€	11,75	724 505	10
12 Institut de recherche pour le développement	1 000 000€ - 1 249 999€	5	26 540 000	3

13 Régions de France	1 000 000€	3,25	0	1
14 Fédération bancaire française	900 000€ - 999 999€	5,5	0	41
15 BNP Paribas	900 000€ - 999 999€	6	0	31

Source : lobbyfacts.eu. Données au 20 septembre 2017. Ce tableau ne tient pas compte des entrées manifestement erronées ni des informations concernant les filiales de groupes comme EDF, Engie, etc. qui déclarent leurs dépenses de lobbying de manière autonome.

Voir aussi les entrées Engie (p. 149), EDF (p. 177), Total (p. 126), BNP Paribas (p. 147) et Airbus (p. 112)



## REPRÉSENTATION PERMANENTE DE LA FRANCE AUPRÈS DE L'UNION EUROPÉENNE

**Place Louvain 14**

**Type : Institution publique**

La représentation officielle de la France auprès des institutions européennes est notamment chargée de porter la position du gouvernement français au sein du Conseil européen, l'une des trois instances décisionnaires de l'Union avec le Parlement et la Commission. Le Coreper (Comité des représentants permanents), chargés de préparer les réunions du Conseil, joue un rôle particulièrement important. La représentation relaie donc les intérêts hexagonaux au niveau communautaire et s'efforce de jouer un rôle d'animation de la présence française à Bruxelles.

Du fait des jeux de négociations et de compromis au sein du Conseil européen, la Représentation française est occasionnellement amenée à adopter une position différente de celle exprimée officiellement par le gouvernement français. Cela été le cas par exemple dans le dossier du glyphosate ou dans celui du Dieselgate, où les représentants français ont voté en 2016 en faveur d'un assouplissement des nouvelles règles d'émissions, malgré ce qu'en avait dit la ministre d'alors Ségolène Royal.

Les représentations permanentes auprès de l'UE n'étant pas soumises aux mêmes obligations de transparence que les institutions européennes, on sait très peu de choses sur les contacts de la représentation française avec des lobbyistes et l'influence que ces derniers pourraient avoir sur ces changements de position. Sollicitée dans le cadre d'une enquête européenne coordonnée par le réseau ALTER-EU, la Représentation française a refusé de livrer une quelconque information à ce sujet.

## EUROPEAN CYBERSECURITY ORGANISATION

**Rue Montoyer 10**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 2,25 ETP**

**Dépenses en lobbying : non déclarées**

De création récente, la European Cybersecurity Organisation (ECISO) représente les intérêts des industriels intéressés aux enjeux de cybersécurité – qui accaparent une part de plus en plus importante des financements européens destinés au secteur de l'armement et de la sécurité. Bien qu'il s'agisse d'une association professionnelle à l'échelle européenne, elle se distingue la forte présence des intérêts français, avec à la présidence un représentant d'Atos et plusieurs autres Français à son conseil d'administration, dont le directeur de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, Guillaume Poupard.

En 2016, l'ECISO et la Commission européenne ont signé le premier contrat de partenariat public-privé pour la cybersécurité (cPPP), dans lequel l'UE a injecté 450 millions d'euros, pour favoriser la collaboration entre public et privé dans ce secteur afin « d'aligner l'offre et la demande ». Ce partenariat reflète la tendance croissante à la « co-élaboration » des politiques européennes par le secteur privé, qui en l'occurrence pousse l'Union à financer de plus en plus directement les entreprises d'armement au nom de la sécurité intérieure et extérieure.

L'ECISO est basée dans les mêmes locaux que la European Organisation for Security (EOS), un lobby des industriels de la sécurité qui s'est constitué en particulier pour capter les financements européens destinés à la recherche. Le directeur général de l'EOS, Luigi Rebuffi, un ancien cadre de Thales, est également secrétaire de l'ECISO.

## FNSEA ET BUREAU EUROPÉEN DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE

Avenue des Arts, 1-2

Type : Association professionnelle

Nombre de lobbyistes déclarés : 3 ETP et 4 ETP

Dépenses en lobbying : 100 000 € - 199 999 € (2016)  
et 400 000 € - 499 999 € (2014)

La France ayant historiquement délégué à l'Europe sa politique de soutien à l'agriculture, la profession agricole française a ses intérêts étroitement liés au destin de la Politique agricole commune (PAC). Depuis des années, elle s'oppose aux tentatives de réforme de cette politique visant à revenir sur son orientation productiviste. Tout en se posant, dans le débat français, en défenseur des paysans, la FNSEA pousse depuis des années l'Europe sur la voie des accords de libre-échange et de la libéralisation du commerce agricole, afin de favoriser les exportations et le développement international des grands groupes agroalimentaires français.

Le lobby agricole français est également actif sur les dossiers liés à l'homologation des produits chimiques et des semences nécessaires à l'agriculture industrielle, y compris les OGM et les nouvelles variétés modifiées. Dernièrement, la FNSEA n'a pas hésité à faire pression sur le gouvernement français, au moyen de manifestations de rue, pour qu'il revienne sur sa position annoncée en faveur d'une interdiction rapide du glyphosate, l'herbicide très controversé commercialisé par Monsanto.

Un autre dossier sur lequel le lobby agricole français a été très présent à Bruxelles est celui des agrocarburants. L'un des principaux bénéficiaires des politiques européennes favorisant les agrocarburants n'est autre que le groupe français Avril, dont le patron Xavier Beulin, aujourd'hui décédé, était parallèlement le patron de la FNSEA ! Lorsque le Parlement européen a souhaité revoir sa politique pour tenir compte des effets négatifs des agrocarburants, tout le lobby agricole français est donc monté au créneau.

## VEOLIA

Rue des 2 Églises 26

Type : Entreprise

Nombre de lobbyistes déclarés : 7 ETP

Dépenses en lobbying : 800 000 € - 899 999 € (2015)

Veolia est, avec Suez, l'un des deux leaders mondiaux du secteur de l'eau et de celui des déchets. Les deux champions français exercent une véritable mainmise sur les lobbies chargés de représenter le secteur de l'eau à Bruxelles, comme Aquafed (lobby du secteur privé) ou Eureau (censé défendre à la fois les intérêts du public et du privé, mais très dépendant de ces derniers). Leur influence s'exerce également par d'autres biais plus souterrains, comme certains comités techniques qui s'affichent comme liés à la Commission mais sont en fait privés (la Water supply and sanitation Technology Platform ou WssTP) ou encore le « Water Group » du Parlement européen, où eurodéputés et industriels se côtoient dans la plus grande opacité.

Tout ceci explique sans doute que malgré sa neutralité officielle entre gestion publique et gestion privée de l'eau, la Commission n'ait jamais cessé de pousser la privatisation ou la commercialisation de ce service essentiel, que ce soit en Europe à la faveur de l'austérité comme en Grèce ou en Irlande, ou bien dans le reste du monde à travers son aide au développement. En 2014, la toute première « Initiative citoyenne européenne » – un dispositif censé permettre de donner aux Européens une prise directe sur les institutions communautaires – portait précisément sur le droit à l'eau et le refus de la privatisation. La Commission n'y a toujours pas donné de suites concrètes à ce jour, renforçant l'impression que les lobbies pèsent davantage à ses yeux que les citoyens.

## SAFRAN

**rue de l'Industrie 4**

**Type : Entreprise**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 5,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 495 000 € (2015)**

Entreprise française du secteur de l'armement et de la sécurité, Safran est l'un des principaux bénéficiaires des financements européens alloués à ce secteur. Elle s'est également positionnée sur les nouveaux marchés de la « surveillance aux frontières », impulsés par l'Union européenne et certains États membres comme la France, sur fond de crise de l'accueil des réfugiés et de menaces terroristes. L'entreprise a reçu en tout 16 millions d'euros de l'UE sous forme d'aides publiques, plus 450 000 euros de marchés publics ; ses dépenses de lobbying à Bruxelles affichent donc un taux de retour sur investissement de 3300% !

En 2016, suite aux attentats qui ont frappé la France, le Premier ministre d'alors Manuel Valls avait fait le forcing pour convaincre les députés européens de valider le principe d'un fichier européen des passagers, lequel avait été une première fois refusé pour son coût astronomique. Ce dispositif dont l'efficacité reste à démontrer va notamment profiter à Safran, qui avait déjà passé deux marchés de ce type avec la France et l'Estonie avant même que la directive soit validée par le Parlement européen. Coïncidence ? Safran est également le principal employeur de la ville française d'Évry, dont Manuel Valls était le maire.

## GIDE LOYRETTE NOUËL

**Rue de l'Industrie 26-38**

**Type : Cabinet juridique**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 2 ETP**

**Dépenses en lobbying : 50 000 € - 99 999 € (2015)**

Gide Loyrette Nouel est l'un des plus prestigieux cabinets d'avocats d'affaires français et l'un des seuls à pouvoir prétendre concurrencer les grandes « law firms » anglo-saxonnes. Ces activités l'ont amené très tôt à développer une présence auprès des institutions européennes, où comme ses homologues il développe des activités mêlant conseil juridique et lobbying, de manière peu transparente. Ainsi, les dépenses de lobbying déclarées par Gide Loyrette Nouel dans le registre européen ne semblent correspondre ni à ses effectifs déclarés ni aux clients affichés. Le cabinet défend notamment les intérêts d'Uber et de la filière française des agrocarburants dans la capitale européenne.

## FIDAL

**Avenue Louise 81**

**Type : Cabinet juridique**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 1,5 ETP**

**Dépenses en lobbying : 100 000 € - 199 999 € (2016)**

Cabinet juridique français spécialisé dans le droit fiscal, il s'est distingué par un cas emblématique de « porte tournante » en accueillant en 2014 l'ancien haut fonctionnaire européen Hervé Jouanjean, qui venait seulement de quitter la direction générale du Budget.

## MEDEF

**Rue Belliard 4**

**Type : Association professionnelle**

**Nombre de lobbyistes déclarés : 4,25 ETP**

**Dépenses en lobbying : 600 000 € - 699 999 € (2015)**

Le principal syndicat patronal français est membre de BusinessEurope, le lobby européen des entreprises (page 48). Par ce biais ou directement en son nom, il contribue à encourager certaines des politiques les plus controversées de l'Union européenne. C'est le cas de la politique de dérégulation connue sous le nom de « Mieux légiférer » (voir glossaire anti-jargon), mais aussi de la poursuite d'accords de libre-échange controversés comme le TTIP/Tafta ou le Ceta. L'année même de la COP21, le Medef a également été pointé du doigt pour ses positions rétrogrades visant à limiter l'ambition des objectifs énergétiques et climatiques européens.

Le Medef a annoncé la création, dans ses locaux bruxellois, d'une « Maison des entreprises de France », destinée à aider les firmes françaises soucieuses de pousser leurs intérêts auprès des institutions européennes et à mieux coordonner la défense des intérêts français à Bruxelles.

## ASSOCIATION FRANÇAISE DES ENTREPRISES PRIVÉES (AFEP) ET CERCLE DE L'INDUSTRIE

Rue de Trèves 45

Type : Association professionnelle

Nombre de lobbyistes déclarés : 4,75 ETP et 1,75 ETP

Dépenses en lobbying : 600 000 € - 699 999 € (2015) et 50 000 € - 59 999 € (2016)

Ces deux organisations défendent à Bruxelles des positions largement alignées sur celles du Medef, mais, contrairement à ce dernier, elles représentent exclusivement les intérêts des grandes entreprises, principalement sur des questions « intersectorielles » comme les aides aux entreprises, le soutien à la compétitivité et la lutte contre le dumping, ou encore les politiques énergie-climat.

L'AFEP s'est beaucoup activée à Bruxelles pour combattre les mesures envisagées de lutte contre l'optimisation fiscale des multinationales, comme le reporting public pays par pays, qui obligerait les grandes entreprises à faire toute la lumière sur leurs filiales et leurs flux financiers internes. Elle a également combattu avec acharnement cette mesure en France même, y compris en obtenant sa censure par le Conseil constitutionnel.

## FÉDÉRATION BANCAIRE FRANÇAISE ET ASSOCIATION FRANÇAISE DE LA GESTION FINANCIÈRE

Rue de Trèves 45

Type : Association professionnelle

Nombre de lobbyistes déclarés : 5,5 ETP et 3 ETP

Dépenses en lobbying : 900 000 € - 999 999 € (2016) et 700 000 € - 799 999 € (2015)

Le secteur financier français pèse lourd à l'échelle européenne, du fait de son importance économique mais aussi des risques systémiques qu'il fait peser sur la stabilité financière du continent. À ce titre, il était directement concerné par les velléités de régulation affichées par l'Europe au lendemain de la crise financière globale. L'un de ses tours de force aura été de faire adopter par le gouvernement français une loi sur la « séparation des activités bancaires » et une taxe sur les transactions financières beaucoup plus modestes que ce qui était envisagé au même moment au niveau européen, coupant ainsi l'herbe sous le pied à Bruxelles.

Si les grandes banques françaises comme BNP Paribas, Société générale ou Crédit agricole ont toutes une présence directe à Bruxelles, l'influence du lobby financier français s'exerce également à travers une multitude de structures plus petites et moins connues du grand public, comme la Fédération bancaire française, l'Association de la gestion financière, l'Association française des investisseurs institutionnels ou encore l'Association française des marchés financiers. En plus de multiplier à Bruxelles et à Strasbourg les rendez-vous avec la Commission et avec les parlementaires sur toutes les questions qui les intéressent, les grandes banques françaises squattent également à Francfort les groupes d'experts mis en place par la Banque centrale européenne - celle-là même qui les soutient actuellement à coups de milliards d'euros.

## TRADE SECRETS & INNOVATION COALITION

Rue Montoyer 51

Type : Think tank

Nombre de lobbyistes déclarés : 0,75 ETP

Dépenses en lobbying : 117 000 € (2015)

La directive « secret des affaires » a été adoptée par l'Union européenne au printemps 2016 malgré une vigoureuse campagne de la société civile, qui craint que ce texte ne permette aux entreprises d'instaurer une véritable omertà sur leurs activités, aux dépens des lanceurs d'alerte, des journalistes, des travailleurs et des consommateurs. Si la contestation a été particulièrement forte en France, des intérêts français ont également joué un rôle moteur pour pousser cette législation auprès de la Commission européenne et même la co-rédiger en partie, très en amont.

Cette influence s'est exercée par le biais d'un petit groupe de grandes entreprises, principalement américaines et françaises (Air liquide, Michelin, Safran, Alstom), regroupées sous l'égide de la Trade Secrets & Innovation Coalition (« Coalition secret d'affaires et innovation »). Cette « coalition » a été créée avec l'assistance de Hill & Knowlton, l'une des principales firmes de lobbying au monde et très active à Bruxelles.

# GUIDE THÉMATIQUE

Du commerce à la technologie et au tabac, cette section thématique donne un aperçu des dossiers donnant lieu aux plus importants combats de lobbying à Bruxelles. Pour composer votre propre parcours thématique, vous pouvez consulter les pages indiquées dans la section géographique de ce guide (à partir de la page 20).

## COMMERCE

Stimuler la compétitivité est depuis longtemps le mantra de la politique commerciale de l'Union européenne. Ce qui suppose de s'assurer que les grandes entreprises s'immiscent dans les négociations souvent secrètes sur les projets d'accords de libre échange pour éliminer les réglementations « gênantes », même si ces dernières sont favorables aux intérêts publics.

L'argument de la compétitivité industrielle permet de faire passer en premier les priorités du secteur privé européen, en reléguant des questions telles que la justice sociale ou environnementale au dernier plan. Votre parcours vous fera passer par la DG Commerce de la Commission, dont les fonctionnaires mènent les négociations commerciales de l'Union européenne avec le reste de la planète en suivant une approche clairement favorable à l'industrie. Vous pourrez aussi rendre visite à certains des plus fervents partisans des traités de libre échange comme le Ceta et le TTIP/Tafta au sein du secteur privé et de ses lobbies. Sans parler des intérêts états-uniens qui poussent aussi le projet d'accord TTIP/Tafta, ou des juristes spécialisés dans les litiges initiés par des entreprises contre des gouvernements pour des lois qui ne leur conviennent pas, grâce aux mécanismes de protection des investisseurs.

**Cherchez les acteurs clé et les lieux identifiés comme relevant du « parcours COMMERCE » : DG Commerce (p. 39), Bertelsmann Stiftung (p. 130), US Chamber of Commerce (p. 150), American Chamber of Commerce to the European Union (p. 112), Centre Albert Borschette (p. 58), Hogan Lovells (p. 100).**

## FINANCE

À Bruxelles, le secteur de la finance dépense chaque année plus de 120 millions d'euros en lobbying et emploie plus de 1700 lobbyistes pour le compte de banques, de fonds d'investissement et de sociétés d'assurance. Une grande partie d'entre eux ont été recrutés suite au krach financier de 2008, pour entraver les nouvelles réglementations relatives aux banques et aux institutions financières, responsables de la crise, ou pour en faire confier l'élaboration au secteur financier lui-même.

À travers ce parcours, vous rencontrerez des poids lourds du monde de la finance, dont les lobbyistes de la City de Londres, des associations financières et bancaires qui ont joué un rôle primordial dans l'élaboration de l'union bancaire de 2014 et du TTIP/Tafta, ou encore la DG FISMA de la Commission avec son nombre alarmant de réunions avec des lobbyistes du monde de la finance qui ne figurent pas dans le registre. N'oubliez pas des acteurs tels que Goldman Sachs, le célèbre requin de l'investissement mondial (qui a récemment à nouveau créé la controverse en s'achetant les services de l'ancien président de la Commission, José Manuel Barroso !), ou la Deutsche Bank qui ne lésine pas sur les moyens lorsqu'il s'agit de lobbying.

**Cherchez les acteurs clé et les lieux identifiés comme relevant du « parcours FINANCE » : DG FISMA (p. 125), City of London Corporation (p. 35), Association pour les marchés financiers en Europe (p. 125), Goldman Sachs (p. 87), Fédération bancaire européenne (p. 164), Deutsche Bank (p. 107), Invest Europe (p. 107).**

## POLLUEURS

Les politiques climatiques de l'Union européenne se heurtent à un obstacle majeur qui en réduit considérablement la portée et l'ambition : les relations intimes entre les grands lobbies énergétiques et ceux qui sont chargés de les réguler au sein de la Commission. Votre parcours vous mènera aux portes des plus grandes multinationales pétrolières et gazières, dont les lobbyistes ont joué un rôle essentiel pour faire en sorte que la politique climatique européenne ne voit comme unique solution que le marché carbone, aux dépens de mesures ambitieuses en matière d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique (cf. p. 141).

Vous irez également à la rencontre des lobbyistes défendant, au nom des grands pollueurs que sont BP et Shell, ainsi que de banques comme Goldman Sachs, un marché mondial des gaz à effet de serre, qui permette aux entreprises et aux pays d'échanger des « droit de polluer » (cf. p. 35). Vous découvrirez toutes sortes de lobbies financés par les entreprises pour promouvoir d'autres fausses solutions, destinées à maintenir le statu quo, depuis la technologie problématique de « capture » de carbone, jusqu'au gaz, présenté comme une énergie verte, y compris lorsqu'il est extrait par fracturation hydraulique. Vous y trouverez enfin des entreprises de transport aérien et des constructeurs automobiles alliés pour assouplir les réglementations ou tout simplement pour ne pas les respecter.

**Cherchez les acteurs clé et les lieux identifiés comme relevant du « parcours POLLUEURS » : BP (p. 37), Shell (p. 58), Vattenfall (p. 40), Volkswagen (p. 44), RWE (p. 75), GasNaturally (p. 91), International Emissions Trading Association (p. 43).**

## AGROBUSINESS

Les géants de l'agroalimentaire profitent d'un modèle industriel basé sur l'élevage intensif, les monocultures, l'épuisement des sols et de la biodiversité, le recours massif aux pesticides, aux engrais, aux semences industriellement brevetées et aux OGM. Il peut se prévaloir de puissants alliés dans le microcosme bruxellois, qui jouissent d'un accès privilégié aux principaux décideurs.

Leurs tactiques incluent des coups de marketing, d'élégantes conférences, du greenwashing, des événements de réseautage destinés aux décideurs politiques et aux journalistes, et enfin et surtout le recrutement d'anciens fonctionnaires par l'industrie grâce aux « portes tournantes ». Vous rencontrerez sur votre parcours les associations professionnelles de l'alimentaire et des boissons qui défendent le TTIP/Tafta et s'opposent à la taxe soda et à une étiquetage alimentaire transparent, des entreprises qui soutiennent les OGM, des multinationales de la chimie impliquées dans plusieurs scandales sanitaires, comme les perturbateurs endocriniens ou le déni de l'impact des pesticides sur les abeilles, la DG AGRI de la Commission qui contrôle le principal budget de l'UE, celui de la politique agricole commune, et enfin des colosses de l'agroalimentaire et de la chimie comme Monsanto, Dow et Syngenta.

**Cherchez les acteurs clé et les lieux identifiés comme relevant du « parcours AGRICULTURE » : DG AGRI (p. 127), Copa-Cogeca (p. 126), BASF (p. 102), Association européenne des semences (p. 114), FoodDrinkEurope (p. 54), Fédération européenne des fabricants d'aliments composés (p. 41).**

## TABAC

Ce parcours vous fera rencontrer les principaux acteurs qui défendent les intérêts des grands cigarettiers, dont les produits sont la plus importante cause évitable de décès dans le monde. On y trouve des associations professionnelles du secteur privé qui font un lobbying agressif auprès des décideurs politiques malgré les règles onusiennes qui l'interdisent (cf. Article 5.3 dans le glossaire anti-jargon p. 176), certains des acteurs mal connus du scandale du « Dalligate », qui a contraint le commissaire européen à la santé à la démission à cause de ses relations alléguées avec les lobbyistes de l'industrie du tabac, des géants du secteur qui n'hésitent pas à poursuivre les gouvernements quand ils adoptent des mesures telles que les paquets neutres, et les experts en communication qui ont été à l'origine, il y a des dizaines d'années, des stratégies de dénégation du lien entre le tabagisme et le cancer.

**Cherchez les acteurs clé et les lieux identifiés comme relevant du « parcours TABAC » : British American Tobacco (p. 76), European Smoking Tobacco Association (p. 36), Philip Morris (p. 78), Hill and Knowlton (p. 80), EUTOP (p. 74).**

## TECHNOLOGIE

Ce sont peut-être les derniers arrivés sur la place de Bruxelles mais les mastodontes de la technologie ont considérablement augmenté leurs dépenses en lobbying ces dernières années. Depuis 2014, Google est l'entreprise qui enchaîne le plus de réunions de haut niveau à la Commission.

Ce secteur a souvent recours à l'astroturfing, entendez la création de faux mouvements « citoyens », comme stratégie de lobbying. Parmi ses dossiers les plus brûlants, citons la protection des données - leur objectif étant que les utilisateurs bénéficient en fait le moins possible d'une telle protection ! La législation européenne relative à la protection des données a donné lieu en 2013 à l'une des offensives de lobbying les plus massives de ces dernières décennies. Les données sont le trésor de guerre des multinationales comme Amazon, Facebook et Google, qui ont cherché à affaiblir les propositions sur la table en matière de protection de celles-ci. Les géants de la technologie ont aussi revu à la hausse leur budget de lobbying après avoir été condamnés à de fortes amendes pour évasion fiscale ou abus de position dominante. Parmi d'autres sujets sensibles pour les géants de la technologie, la prétendue « économie collaborative », les droits d'auteur et le marché unique numérique.

**Cherchez les acteurs clé et les lieux identifiés comme relevant du « parcours TECHNOLOGIE » : Yahoo ! (p. 34), Facebook (p. 38), Huawei (p. 69), Google (p. 68), Apple (p. 99), Microsoft (p. 79), eBay (p. 116), European Privacy Association (p. 91).**

## ARMEMENT

Siège de l'OTAN et de l'Union européenne, Bruxelles attire naturellement les lobbyistes de l'armement. La discrétion est le maître-mot, le très profitable secteur de la défense étant par nature proche des décideurs politiques et des gouvernements. Bien sûr, il est aussi tristement célèbre pour ses ventes d'armes douteuses, ses pots-de-vin et sa corruption. Tous les acteurs importants de cette industrie ont des bureaux à Bruxelles, pour la plupart agglutinés autour institutions européennes.

Le climat sécuritaire actuel, fait de contrôles accrus aux frontières et de hausse des budgets militaires, s'est surtout traduit pour les entreprises de la défense par de nouvelles opportunités commerciales. Votre parcours vous mènera à la porte de certains des plus grands producteurs d'armes, parmi lesquels ceux qui exercent un lobbying agressif pour assouplir les « restrictions » relatives aux clients à qui les États membres peuvent vendre leurs armes, ceux qui conçoivent la politique étrangère commune de l'Union européenne, et sont derrière l'inquiétante tendance actuelle au militarisme, des lobbys aux poches bien remplies et à l'influence tentaculaire, des promoteurs actifs des intérêts des sociétés de sécurité privée, des think tanks liés aux entreprises qui influencent la politique de défense et de sécurité de l'Union européenne, et enfin la DG RESEARCH, qui consacre quelque 1,7 milliard d'euros de fonds européens à la recherche en matière de sécurité, lesquels atterrissent majoritairement dans la poche des entreprises du secteur de la défense.

**Cherchez les acteurs clé et les lieux identifiés comme relevant du « parcours ARMEMENT » : DG RESEARCH (p. 79), Airbus (p. 108), Friends of Europe (p. 97), Service européen d'action extérieure (p. 36).**

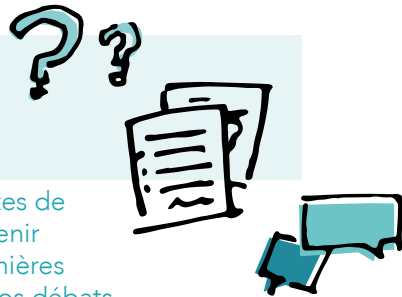
# CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE!

Le lobbying du secteur privé prospère d'autant plus qu'il s'exerce à l'abri des regards du public et que les administrations qu'il cible ont des moyens insuffisants par rapport à leurs responsabilités. Même si la force de frappe des entreprises qui font du lobbying auprès de l'Union européenne peut sembler écrasante, reprenez un peu de courage à la pensée que plus nombreux nous serons à les surveiller, à chercher à être informé(e)s et à agir, moins elles auront les coudées franches !

Nous espérons qu'en faisant la lumière sur le monde obscur des trafiquants d'influence, ce guide vous encouragera à agir contre la capture réglementaire des institutions de l'Union européenne à Bruxelles par les multinationales. Voici comment commencer.

## INFORMEZ-VOUS

Inscrivez-vous à nos listes de diffusion afin de vous tenir informé(e)s de nos dernières publications, venez à nos débats ou participez à l'un des « lobby tours » organisés par Corporate Europe Observatory.



## IMPLIQUEZ-VOUS

À titre individuel, rejoignez les rangs d'un mouvement militant ou d'un groupe politique près de chez vous pour aider à endiguer le pouvoir des entreprises et à promouvoir une prise de décisions démocratique. Si vous êtes une organisation, alliez-vous à d'autres organisations qui vous ressemblent, par exemple l'Alliance pour la transparence et la réglementation éthique du lobbying ALTER-EU. Si vous êtes journaliste, puisez dans le site [lobbyfacts.eu](http://lobbyfacts.eu) pour alimenter vos projets d'enquêtes, ou bien contactez-nous.



## PRÊCHEZ LA BONNE PAROLE

Suivez-nous et partagez nos recherches sur Facebook et Twitter. Vous pouvez aussi télécharger tous nos rapports.



## CONTACTEZ VOTRE PARLEMENTAIRE EUROPÉEN

Contactez votre député européen pour lui dire pourquoi il vous semble vital de demander une plus grande transparence du lobbying et des codes de conduite plus stricts pour les fonctionnaires de la Commission et les eurodéputés.



## SOUTENEZ-NOUS

Nous finançons nos travaux par des dons provenant de soutiens individuels et grâce aux subventions de plusieurs fondations. Si vous souhaitez soutenir nos actions, vous trouverez nos coordonnées bancaires sur nos sites Internet ainsi qu'à la fin de ce livre.





## INFORMEZ-VOUS

Vous pouvez commencer par vous renseigner davantage sur les dossiers qui vous intéressent le plus. Vous trouverez des informations complémentaires sur les sujets abordés dans ce guide sur le site [www.corporateeurope.org](http://www.corporateeurope.org). La section « Do it yourself », que vous trouverez ci-dessous, vous donne quelques idées pour mener vos propres enquêtes sur le pouvoir des entreprises.

Si vous passez par Bruxelles, inscrivez-vous à l'un des « lobby tours » gratuits que Corporate Europe Observatory organise régulièrement. Au cours de ces visites, vous vous familiariserez avec le monde des lobbies en général ou autour d'un secteur en particulier. Corporate Europe Observatory organise également des débats auxquels nous vous invitons avec plaisir. Pour en savoir plus, inscrivez-vous à sa liste de diffusion.

## IMPLIQUEZ-VOUS

Surveiller les lobbyistes du secteur privé est également important au niveau des États membres. Les sites de LobbyControl en Allemagne, SpinWatch au Royaume-Uni et l'Observatoire des multinationales en France regorgent d'informations et sont des ressources précieuses pour savoir ce qui se passe au niveau national. Des visites guidées comme celles que organisées à Bruxelles et des guides comme celui-ci sur le thème du lobbying existent à Paris, Berlin et Londres.

Si vous êtes une organisation, vous pouvez rejoindre les 200 groupes de toute l'Europe qui collaborent dans le cadre de l'Alliance pour la transparence et la réglementation éthique du lobbying (ALTER-EU) depuis 2005. Ces groupes partagent une même vision : les institutions de l'Union européenne doivent être exemptes de tout conflit d'intérêts, de toute influence et privilège injustifiés pour les lobbyistes du secteur privé. Les institutions européennes doivent appliquer des règles éthiques fortes à tous les

responsables politiques, fonctionnaires et lobbyistes, faire preuve d'ouverture et de transparence dans leurs méthodes de travail, et toujours œuvrer dans l'intérêt public.

En tant qu'individu, vous pouvez rejoindre une organisation locale ou un groupe agissant pour l'intérêt public près de chez vous, afin de vous connecter aux réseaux paneuropéens en plein développement qui cherchent à mobiliser les gens sur le terrain et en ligne pour s'opposer aux tentatives des grandes entreprises de subvertir la démocratie. Pour commencer, vous pouvez rechercher l'organisation membre d'ALTER-EU la plus proche de chez vous et entrer en contact avec elle.

## PRÊCHEZ LA BONNE PAROLE

Une seule personne ne peut pas tout faire, mais tout le monde peut faire quelque chose. Alors parlez à vos ami(e)s, à votre famille et à vos collègues de la menace que constitue pour la démocratie le fait de laisser un pouvoir excessif aux mains du secteur privé. En suivant Corporate Europe Observatory et l'Observatoire des multinationales sur Facebook et Twitter, vous vous tiendrez facilement au courant de nos derniers travaux et vous pourrez les partager sans difficulté. Tous nos rapports sont également téléchargeables en PDF.

Vous pouvez aussi entrer en contact avec vos médias locaux, régionaux ou nationaux pour qu'ils couvrent davantage les sujets en lien avec la capture réglementaire par les entreprises et l'importance de la transparence et de la réglementation des lobbies.

## CONTACTEZ VOTRE PARLEMENTAIRE EUROPÉEN

Le public est plus que jamais conscient de la faiblesse des normes, des lacunes de la réglementation et des dangers de l'influence excessive des

entreprises privées. Il est crucial d'adopter des mesures pour améliorer la situation, mais les résistances au changement sont profondément enracinées à la fois du côté des lobbyistes, de certains parlementaires, de la Commission européenne et en particulier des États membres.

Par conséquent, nous devons faire monter la pression sur les gouvernements nationaux et l'Union européenne pour qu'ils soient à la hauteur de leurs ambitions et fassent de la transparence et de la réglementation des lobbies une priorité politique. En prenant contact avec votre député et en parlant de ces questions avec vos élus nationaux, vous pourrez faire avancer les choses.

## SOUTENEZ CORPORATE EUROPE OBSERVATORY

Pour garantir l'indépendance de ses recherches, Corporate Europe Observatory n'accepte pas de financement de la part de l'Union européenne, de gouvernements, de partis politiques ni d'entreprises privées. Nous préférons trouver des ressources pour notre action auprès d'individus sous la forme de dons et auprès de fondations sous la forme de subventions.

Vous trouverez les coordonnées bancaires de Corporate Europe Observatory à la fin de ce livre, au cas où vous souhaiteriez faire un don pour nous soutenir dans notre action. Petits ou grands, tous les dons sont les bienvenus !

Pour en savoir plus sur les finances de Corporate Europe Observatory, rendez-vous sur [corporateeurope.org/about-ceo](http://corporateeurope.org/about-ceo).

## À FAIRE CHEZ VOUS : COMMENT MENER VOUS-MÊME L'ENQUÊTE SUR LE POUVOIR DES MULTINATIONALES

Si vous voulez mener vos propres recherches sur le monde du lobbying des grandes entreprises, voici toute une série d'outils gratuits en ligne qui peuvent vous être utiles :

- [www.asktheeu.org](http://www.asktheeu.org) a été créé par des organisations de la société civile dans le but d'aider le grand public à trouver de l'information sur l'Union européenne. Vous pouvez y retrouver les demandes d'accès aux documents déposées auprès des institutions de l'Union européenne et y formuler vos propres demandes.
- [www.lobbyfacts.eu](http://www.lobbyfacts.eu) rassemble les données de base sur le lobbying auprès des institutions de l'Union européenne et offre une boîte à outils qui vous permet de chercher, trier, comparer et analyser les données officielles de l'Union européenne d'hier et d'aujourd'hui.
- [www.integritywatch.eu](http://www.integritywatch.eu) centralise des données souvent éparpillées et difficiles d'accès, et vous permet de chercher, de classer et de filtrer des informations sur les réunions de la Commission avec les lobbyistes, sur les revenus extérieurs des eurodéputés et leurs activités annexes en dehors de leur mandat, et des statistiques sur les « portes tournantes » entre secteur publics et privé.
- [corporateeurope.org/revolvingdoorwatch](http://corporateeurope.org/revolvingdoorwatch) vous fournit une analyse détaillée de cas flagrants d'utilisation des « portes tournantes » par des commissaires, des eurodéputés et d'autres fonctionnaires de l'Union européenne. D'anciens lobbyistes qui ont occupé des postes dans les institutions de l'Union européenne y figurent également.

# GLOSSAIRE ANTI-JARGON

La langue pratiquée par le microcosme bruxellois est émaillée de jargon incompréhensible, peuplée d'acronymes étranges et d'expressions techniques bizarres. Elle reflète ses locuteurs, les lobbyistes, les responsables politiques et les fonctionnaires, qui l'ont créée au fil des années depuis que les institutions européenne existent.

Pourtant, la participation de tous les citoyens au débat politique et leur compréhension des enjeux sont vitales au bon fonctionnement de la démocratie. Dans cet esprit, nous avons conçu pour vous ce petit glossaire.

**Article 5.3** – Au moment où l'Organisation mondiale de la santé (OMS) des Nations Unies travaillait sur un traité international relatif au contrôle des produits à base de tabac, les négociateurs ont compris qu'il était impossible d'agir dans l'intérêt du public tant que les lobbyistes de l'industrie du tabac resteraient impliqués.

L'OMS a donc décidé de mettre en place « l'Article 5.3 », une disposition de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte anti-tabac qui a pour but d'empêcher que l'industrie du tabac ne se mêle aux processus de prise de décisions, que ce soit au niveau onusien, national ou régional. Ce même principe pourrait être repris dans d'autres domaines. Si l'industrie du tabac n'est plus impliquée dans les politiques de santé publique à cause d'un possible conflit d'intérêts, pourquoi les entreprises produisant des énergies fossiles, par exemple, devraient-elles avoir participer à l'élaboration des politiques climatiques ?

**Astroturfing** – Afin de masquer les intérêts réellement à l'œuvre derrière les campagnes de lobbying, l'industrie a l'habitude de créer des groupes paravent auxquels elle donne l'apparence de mouvements

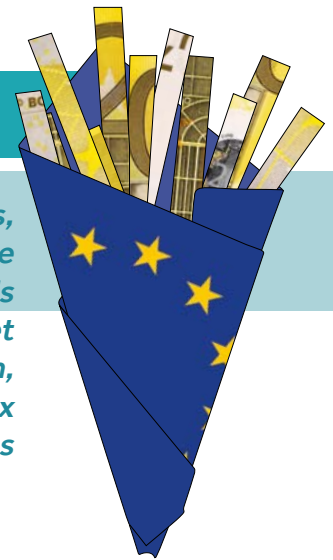
citoyens authentiques, issus de la base. Cependant, ces groupes n'ont aucun enracinement réel dans l'opinion publique et ne sont que l'émanation de lobbies industriels. Le terme « astroturfing » fait référence au gazon artificiel utilisé parfois pour recouvrir les terrains de sport.

### **Captage et stockage du dioxyde de carbone (CCS en anglais)** –

Une technique coûteuse et dont l'efficacité est loin d'être démontrée, qui prétend capter et séquestrer sous terre le dioxyde de carbone émis par la combustion de carburants fossiles pour la production d'électricité et pour des processus industriels. Elle permet surtout de continuer à construire des centrales énergétiques polluantes et des infrastructures fonctionnant aux carburants fossiles en se basant sur la promesse spéculative que dans l'avenir nous serons en mesure de séquestrer les émissions de CO<sub>2</sub> induites. Une telle technique a donc de quoi séduire les plus gros pollueurs et les entreprises productrices d'énergie.

**Ceta** - L'Accord économique et commercial global ou Comprehensive Economic and Trade Agreement (Ceta) en anglais, est un traité négocié à huis clos entre le Canada et la Commission européenne. Il fait partie de la « nouvelle

*Bruxelles,  
capitale de la bière  
et des frites mais  
aussi des lobbies et  
du jargon européen,  
incompréhensible aux  
non-initiés*



génération » de traités commerciaux qui visent à saper les processus décisionnels démocratiques à Bruxelles et au-delà. Le Ceta comprend un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS) qui permet aux entreprises de poursuivre en justice des gouvernements pour tout texte législatif ou politique qui risquerait d'affecter leurs bénéfices à venir.

**Capture réglementaire** – La capture réglementaire fait référence au cas, assez fréquent, où des secteurs économiques parviennent à contrôler l'administration censée les réglementer. En recrutant des anciens fonctionnaires qui peuvent facilement accéder aux informations internes (« portes tournantes »), en alimentant l'administration d'informations biaisées qu'elle n'a pas les moyens de recouper ou compléter, ou en utilisant d'autres stratégies d'influence, les entreprises finissent par subvertir les agences et les institutions publiques, lesquelles peuvent finir par agir à l'encontre des intérêts des personnes qu'elles sont censées représenter, pour le plus grand profit du secteur privé.

**Coopération réglementaire** – Dans le cadre du projet d'accord TTIP/Tafta, la coopération réglementaire vise ostensiblement à harmoniser les cadres réglementaires entre l'Union européenne et les États-Unis, par exemple pour les produits chimiques, les normes alimentaires, les services publics, la santé et la sécurité au travail, ou les réglementations financières. Dans les faits, elle pourrait surtout entraîner une baisse des normes de part et d'autre de l'océan Atlantique. Ce mécanisme s'appliquerait aux réglementations présentes et à venir, garantissant qu'aucune nouvelle réglementation ne constitue une « barrière commerciale ». Le secteur privé aurait alors des opportunités sans précédent de « corédiger les législations » bien avant que les parlements élus ne soient consultés sur la question. Dans le cadre de ce système, les normes ne sont envisagées qu'en terme d'impact sur le marché transatlantique ou de restriction de ce dernier. Il pourrait alors devenir le cimetière des réglementations favorables aux intérêts du public.

### **Direction générale (dite « DG ») –**

Au sein de l'Union européenne, une direction générale ou DG est un département dédié à un domaine politique spécifique. Les 30 DG de la Commission européenne fournissent des rapports aux commissaires en charge du portefeuille correspondant et élaborent la législation.

### **Greenwashing (écoblanchiment) –**

Tactique de diversion du secteur privé pour « habiller de vert » des pratiques dont l'impact environnemental est problématique. Le greenwashing est une pratique de communication trompeuse dont le but est de faire croire que les produits, les objectifs ou les politiques d'une organisation sont favorables à l'environnement. L'expression a été inventée dans les années 1980 quand de gros pollueurs ont commencé à envahir les médias (télévision, radio et presse) avec des publicités astucieusement conçues pour vanter leurs qualités écologiques supposées.

### **ISDS (sigle anglais pour « investor-state dispute settlement ») –**

Les mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (également connus sous le nom de « investment court system », ICS, en français « système juridictionnel des investissements ») sont un système très controversé par lequel les entreprises peuvent poursuivre en justice les pays où elles sont installées pour des textes législatifs qui les désavantageraient ou affecteraient leurs profits escomptés. On retrouve l'ISDS dans des projets d'accords internationaux de commerce et d'investissement tels que le TTIP/Tafta et le CETA.

Comme le magazine *The Economist* l'a écrit en 2014 : « Si vous voulez convaincre le public que les accords internationaux de libre échange sont un moyen de laisser les entreprises multinationales s'enrichir sur le dos de l'homme de la rue, voici ce qu'il suffit

de faire : donnez à des entreprises étrangères le droit exclusif de recourir à un obscur tribunal composé de juristes du secteur privé grassement rétribués chaque fois qu'un pays adopte une législation dont l'objectif est, par exemple, de dissuader les gens de fumer, de protéger l'environnement ou d'empêcher une catastrophe nucléaire. Pourtant c'est exactement ce que font des milliers de traités de libre échange et d'investissements depuis un demi-siècle, à travers une procédure connue sous le nom de mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États ou ISDS. »

### **Mieux légiférer –**

Malgré les promesses de son nom, le programme « Mieux réguler » (Better Regulation en anglais) est un moyen pour l'industrie d'affaiblir, voire de faire disparaître des réglementations qui protègent l'environnement ou les droits des travailleurs ainsi que la santé et la sécurité. Ce programme européen de déréglementation, qui a officiellement pour but de réduire la bureaucratie, est directement issu du lobbying du secteur privé. Avec ses alliés au sein des institutions de l'Union européenne et dans les gouvernements nationaux, il a soutenu l'agenda « Mieux légiférer » afin de tuer dans l'oeuf toute amélioration des réglementations relatives aux questions sociales ou environnementales.

### **Néolibéralisme –**

L'idée selon laquelle la meilleure solution pour l'économie est de ne pas réglementer les marchés ni de leur imposer de restrictions. Cette idée a été popularisée pendant les années 1980 par des dirigeants politiques tels que Margaret Thatcher, Ronald Reagan et Augusto Pinochet. Le néolibéralisme voit la compétition comme une caractéristique fondamentale des relations humaines et redéfinit les « citoyens » comme des « consommateurs ». Pourtant, sa conclusion logique n'est que le monopole.

**Principe de précaution –** En cas de risque de dommages graves ou irréversibles à la santé publique ou à l'environnement, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement ou de la santé publique.

**Portes tournantes –** Le terme fait référence à une pratique bien trop répandue parmi les lobbies du secteur privé, qui embauchent d'anciens fonctionnaires de l'Union européenne et d'anciens politiques (eurodéputés ou commissaires) afin d'exploiter leurs contacts et d'avoir accès à des informations internes. De même, il est courant pour les institutions de l'Union européenne d'embaucher des « experts » qui sont censés aider à réglementer les secteurs industriels pour lesquels ils travaillaient auparavant.

### **« Sound science » ou Recherches scientifiques fondées –**

Cette expression, employée par les experts en communication du secteur privé pour décrire les recherches favorables à leurs objectifs économiques, pourrait sembler anodine. Néanmoins, bien que vague et manquant de définition spécifique, elle est toujours utilisée de manière très tendancieuse. Elle est souvent opposée à la « science pourrie » (junk science), une expression utilisée par les lobbyistes du secteur privé pour décrire les données, les recherches ou les analyses scientifiques qui mettent en lumière les impacts des activités industrielles sur la santé publique ou l'environnement.

### **Système communautaire d'échanges de quotas d'émissions (SCEQE ou en anglais ETS) –**

C'est le dispositif privilégié par l'Union européenne en matière de lutte contre le changement climatique. Son principe est de fixer un seuil maximal d'émissions de gaz à effet de serre, en rendant toute

pollution dépassant le cadre légal passible d'amendes extrêmement élevées, et d'encourager les entreprises à moins polluer en leur permettant d'échanger tout excédent d'émissions avec d'autres entreprises. Cependant, les autorisations d'émissions ont été distribuées si généreusement que leur prix s'est effondré. Ce système n'est donc pas parvenu à réduire les émissions de dioxyde de carbone de l'Europe, mais il reste une référence régulièrement évoquée pour saper des formes de réductions d'émissions plus efficaces. Le SCEQE était biaisé dès sa conception et devrait être abandonné.

### **Trilogue –**

Négociations à huis clos entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission censée accélérer le processus législatif. Ces réunions secrètes façonnent les textes législatifs qui affectent la vie quotidienne de millions de personnes et sont devenues l'instrument principal par lequel la législation de l'Union européenne voit le jour. Malgré cela, le public reste très mal informé de ces processus de négociation.

### **TTIP/Tafta –**

Le très controversé projet de partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP/Tafta) entre les États-Unis et l'Union européenne donnerait naissance à la plus grande zone de libre échange au monde. Ses partisans déclarent que le TTIP/Tafta va ouvrir de nouvelles opportunités commerciales et favoriser la création d'emplois. Ses détracteurs avertissent qu'il va saper les droits des travailleurs, la réglementation environnementale et le processus démocratique lui-même. À l'heure où nous imprimons ce livre, le projet est en suspens, mais il peut revenir à l'ordre du jour sous une forme ou une autre.

## DONS :

Pour soutenir l'action de Corporate Europe Observatory, vous pouvez faire un don. Les petites rivières font les fleuves qui durent, merci pour votre soutien !

**Titulaire du compte :** Corporate Europe Observatory

**Adresse du titulaire du compte :**

Rue d'Edimbourg 26, 1050 Bruxelles, Belgique

**Nom de l'établissement bancaire :** Triodos

**Adresse :**

Hoogstraat 139/3,  
1000 Bruxelles, Belgique

**Numéro du compte :** 523-0803756-89

**IBAN :** BE45 5230 8037 5689

**BIC :** TRIOBEBB

## STATUT CARITATIF

Corporate Europe Observatory est reconnue par les services fiscaux néerlandais comme une institution caritative (ANBI) sous le numéro fiscal 806634558.

## TRANSPARENCE

Corporate Europe Observatory figure au Registre de transparence du lobbying de l'Union européenne sous le numéro d'identification 5353162366-85.

